

BR

Fraus omnia corrumpit

Le feuilleton Immo-Croissance né de la faillite de Kaupthing se poursuit. Le who's who politico-juridique est impliqué. On retrouve deux Spätzekandidaten

Le parent pauvre

La culture peine à se frayer une place dans le débat électoral. L'analyse des programmes donne une image contrastée des priorités des partis

„Lauschter d'Stëmm“

Déi Lénk erwartet keine großen Zugewinne. Trotzdem ist die Stimmung parteiintern heiter. Eine neue Generation orientiert sich derweil an Identitätspolitik

Nähe-Distanz-Problem

Die Personalisierung des Wahlkampfs schaukelt sich weiter kramphaft hoch, sowohl in den sozialen Medien als auf den traditionellen Kanälen

Eine Partei der Mitte

Für die Grünen wird es ungemütlich im Wahlkampf. Sie polarisieren kaum, mangels „politischer Tiere“ und mangels großer politischer Pläne

Les Rouges et les Noirs

Le socialiste Max Leners sort un pamphlet contre Luc Frieden, alors que l'establishment de son parti lorgne vers une coalition avec le CSV

Photo : Sven Becker



Fraus omnia corrumpit

Pierre Sorlut

Le feuilleton Immo-Croissance né de la faillite de Kaupthing se poursuit. Le who's who politico-juridique est impliqué. On retrouve deux Spätzekandidaten

Prince Andrew L'immeuble Centre Monterey, en plein cœur de la capitale, était à vendre en ce début d'été. Caché derrière le clinquant Royal Hamilius récemment bâti, l'ensemble de 3 000 mètres carré de bureaux construit aux premières heures du centre financier, au croisement des rues Aldringen, Monterey et Louvigny, interpelle aujourd'hui par sa vétusté. Il a été abandonné par l'un de ses propriétaires et ancien occupant du rez-de-chaussée, la BIL. Des autocollants sur les portes automatiques informent que la banque violette a déménagé son agence centrale de l'autre côté du boulevard Royal. En cette rentrée l'on apprend que la vente de l'immeuble est suspendue (« en raison d'une conjoncture immobilière peu porteuse », informe la BIL). Comme si l'on peinait à abandonner ce centre financier, obsole et incongru, du secret bancaire et de l'opacité. Et c'est un peu ça en effet... L'autre propriétaire du centre Monterey est Immo-Croissance, un fonds immobilier créé par Dexia-BIL en 1988 pour profiter de l'expansion du marché de bureaux. Il a ensuite appartenu à un groupe islandais, puis à Kaupthing, banque islandaise dissoute voilà quinze ans. Depuis, la propriété des actions du fonds est disputée devant les tribunaux.

En 2008, Kaupthing, comme ses concurrentes Glitnir et Landsbanki, est prise dans la crise financière. Les actifs financiers islandais ne valent plus une couronne. La maison mère est nationalisée à Reykjavik le 8 octobre. Le lendemain, le tribunal de Luxembourg place la filiale locale en sursis de paiement. Sollicitée par le tribunal commercial pour conseiller sur le choix des administrateurs judiciaires, la CSSF oriente vers PWC et Elvinger Hoss Prussen, un binôme Big Four - cabinet juridique comme le veut l'usage. Un jeune avocat de chez EHB, nommé Franz Fayot, manifeste son intérêt pour piloter la destinée de l'établissement. Avec Emmanuelle Caruel-Henniaux, associée spécialisée dans les banques chez PWC, ils ont pour options de s'assurer que l'établissement recouvre les liquidités et la solvabi-

Le sauvetage de Kaupthing est vendu comme une réussite politique. Or, des défaillances apparaissent à tous les étages

lité permettant un redémarrage de l'activité ou de le maintenir fermé et de distribuer les sous restants aux créanciers.

À partir de là, deux histoires s'écrivent concomitamment. La première est politique. Le gouvernement luxembourgeois traîne d'abord des pieds. Luc Frieden, ministre du Trésor (et de la Justice) déjà aux prises avec la débâcle de Fortis (BGL) et Dexia (BIL), explique que les banques islandaises ne représentent pas un risque systémique. Puis Jean-Claude Juncker et son dauphin changent d'avis sous la pression belge et envisagent une reprise de l'établissement. Quelques mois plus tôt, en 2007, Kaupthing a diversifié ses sources de financement, notamment pour devenir plus liquide. Une demande de la CSSE. La filiale luxembourgeoise a lancé un produit d'épargne en ligne grand public avec les taux les plus

élevés du marché. La clientèle belge s'est précipitée. À la date du sursis de paiement, Kaupthing Luxembourg héberge l'épargne de 20 000 déposants belges, sur un total 23 000 clients. Les autorités du plat pays sont vite concernées, notamment sous l'influence du Groupe K, fédération de clients de Kaupthing dont l'épargne est gelée depuis le 9 octobre. Les ministres belges alertent leurs homologues luxembourgeois. Le lobbyiste du Groupe K, Baudouin Vulge, cite dans son ouvrage *The K(aupthing) Affair* l'ambassadeur du Grand-Duché en Belgique, Alphonse Berns (quelques années plus tard directeur fiscal de Luc Frieden pour piloter la fin du secret bancaire) : « The takeover option remains a priority for the Luxembourg government. The government takes the view that the administrative receiver appointed by the court needs more time to study the situation and make a judgement about the possibility of a takeover. ». Les premiers intéressés sont Libyan Investment Authority (LIA). Au réveillon de Noël 2008, Baudouin Vulge raconte avoir reçu un coup de fil de Jean-Lou Siweck, conseiller économique de JCJ (aujourd'hui directeur de 100,7) : « Luc Frieden has just signed a memorandum of understanding with the Libyans in Paris. » Mais un couac se profile. « The banks were also unhappy when they discovered that the consultants advising the Libyans were, in fact, another department of PWC », écrit l'auteur. Les banques créancières refusent cette offre, suscitant le courroux de Luc Frieden. La presse conte les soubresauts des négociations, des offres et l'intérêt de Blackfish, le groupe de David Rowland, une fortune britannique plutôt obscure, arrivé via l'entourage du CEO de Kaupthing Luxembourg, lit-on sur *Icelog* (un média très bien informé). Cet homme d'affaires, proche du prince Andrew (né deuxième dans la succession au trône britannique) semblait convenir à cet instant à la classe politique, au régulateur, au juge et à la Commission.

Dans un courrier daté du 9 juillet 2009 et signé Neele Kroes, commissaire néerlandaise connue pour

son affairisme et aujourd'hui sous investigation de l'Olaf (office européen antifraude), la direction européenne de la concurrence donne son accord : « Les autorités luxembourgeoises ont soumis une lettre de la CSSF qui atteste de ce que la liquidation judiciaire de la banque aurait un effet de répercussion sur le système financier et l'économie nationale en général et que par conséquent des raisons de stabilité financière plaident fortement en faveur des mesures notifiées ». La banque est scindée en deux le lendemain. Une banque privée qui va bien (ou qui devrait bien aller), Banque Havilland, et une *bad bank* nommée Pillar Securitisation. La Belgique met 160 millions au pot pour dédommager les dépositaires de la succursale belge de Kautphing. Le Luxembourg souscrit 160 millions d'euros de notes émises par le véhicule de titrisation qui réalise les actifs réputés pourris. Le bilan de Pillar Securitisation pèse aussi lourd que celui de banque Havilland. Les livres sont séparés, mais la gestion est bien pilotée par les mêmes personnes, depuis la même entité sur l'avenue Kennedy. Elle y est domiciliée. Ce qui pose des questions sur la confusion des intérêts.

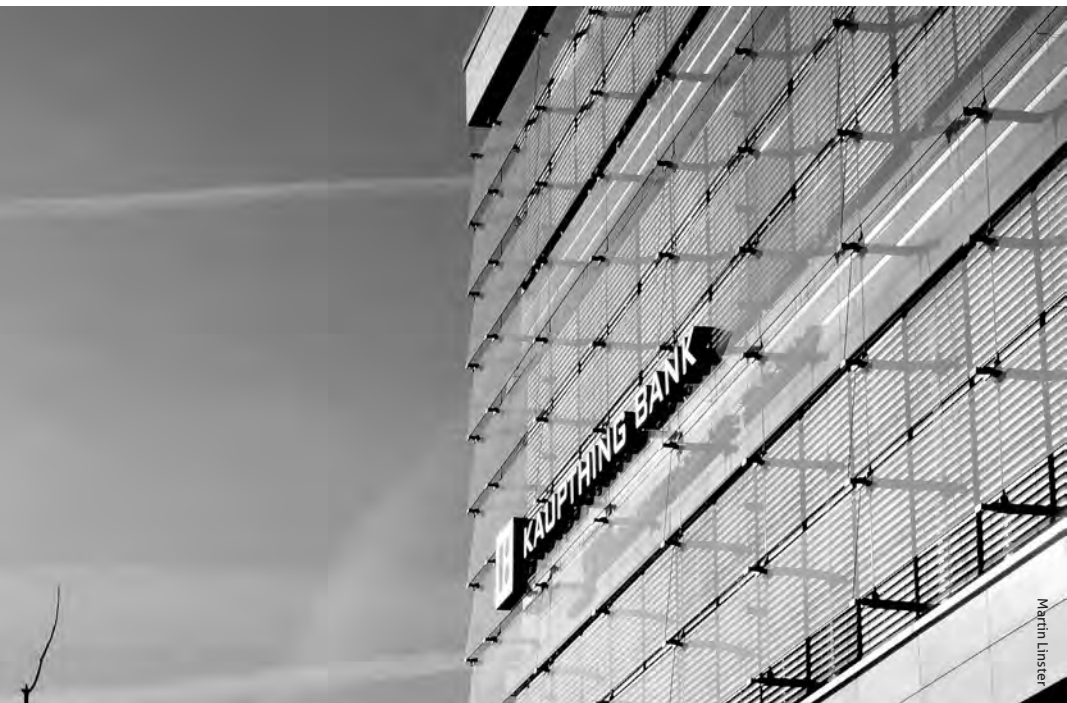
Peu importe. Au cercle Münster dans le Grund, ce lundi 28 septembre, Luc Frieden, ministre des Finances du fraîchement élu gouvernement Juncker-Asselborn II, célèbre la naissance d'Havilland en bonne compagnie. L'Élu CSV est invité à la « table officielle » aux côtés des plus *distinguished guests*, le patriarche et nouveau propriétaire David Rowland et le Prince Andrew. Y siègent également l'ancienne administratrice Emmanuelle Henniaux, Yves Mersch (président de la Banque centrale) ou encore Jean-Lou Siweck. Est aussi assis à cette table, l'ancien directeur général de Kaupthing devenu directeur général d'Havilland, Magnus Gudmundsson. Sur les plans de tables, apparaissent une dizaine d'anciens cadres de Kaupthing repris par la *new bank*. Figurent les prestataires de services à la table numéro 3 : les conseillers de PWC qui ont travaillé sur la cession de Kaupthing, mais aussi, Philippe



Le centre Monterey, place Hamilius



28 septembre 2009 : Luc Frieden entouré par le père et le fils Rowland. À droite, le prince Andrew



La filiale luxembourgeoise sur l'avenue Kennedy au Kirchberg en 2008

Hoss (associé EHP). Sont dispersés dans la salle, les clients systémiques (car aussi actionnaires) de Kaupthing. L'ambiance est à la fête. « The priority of the government was to save domestic banks to avoid systemic risk in Luxembourg. It was necessary to manage the different problems that arose while respecting the interests of everyone involved, notably those of the taxpayers », s'est ainsi félicité Luc Frieden dans le communiqué diffusé par Havilland après la nouba. Le ministre des Finances poursuit : « When the bank found a potential investor, the government made every effort to support the takeover, which was in the interest of the Luxembourg financial centre ». Un avocat proche du dossier (et qui préfère rester anonyme) perçoit un problème dans ce sauvetage qui émane d'une volonté politique. Cela sous-entend qu'on n'a pas exploré les causes de la cessation de paiement. L'auditeur Deloitte, mandaté par les banques créancières dans le processus de cession à LIA, a d'ailleurs dans un premier temps eu des doutes sur la pertinence économique d'un retour à la vie.

Project Earth Et il y a bien une odeur de pourri sur l'avenue Kennedy. Ici commence l'histoire judiciaire. Parallèlement à la restructuration de Kaupthing Luxembourg, s'est joué le sort du fonds Immo-Croissance, l'un de ses plus beaux actifs de la banque, doté d'un portefeuille immobilier de valeur. Fin 2008, la Sicav-Fis Immo-Croissance comptait entre autres dans son bilan les immeubles Edison (loué par Compagnie de banque privée et les Russes de Young Energy Prize) et Gutenberg (Dexia BIL et État) à Strassen, le siège d'IBM à Hesperange, le Royal Arsenal (rue Emile Reuter), le projet Arsenal (boulevard Royal) ou encore la villa Churchill sur la place éponyme. PwC estimait la valeur totale des actifs entre 140 et 160 millions d'euros. La valorisation provient du prospectus de vente de la banque Kaupthing Luxembourg, pilotée par PwC, sous le nom de code *Project Earth*. L'offre pour Immo-Croissance de la société R Capital appartenant à un investisseur italien inconnu au bataillon, Umberto Ronsisvalle, l'a remporté face à deux autres candidatures. Étaient apportés un peu de cash (autour de cinq millions d'euros) et des garanties pour obtenir le refinancement de l'endettement, 123 millions d'euros, d'Immo-Croissance. R Capital est devenue propriétaire du fonds en décembre 2008 et attendait son prêt pour refinancer l'ancien arrivant à échéance début 2009. Le 3 février à 16h11, Kaupthing (sous administration judiciaire) a accordé l'emprunt puis l'a dénoncé 50 minutes plus tard au motif que les garanties (des biens immobiliers) n'ont pas été apportées. Le 20 février, la banque a activé les garanties qui portaient sur 75 pour cent des actions d'Immo-Croissance et a donc récupéré l'essentiel de la propriété du fonds. R Capital a introduit un recours judiciaire contre Kaupthing dès le 3 mars. Au cours de l'été, Umberto Ronsisvalle s'est fait éjecter du conseil d'administration du fonds d'investissement.

Quand ce dernier passe dans les mains de Pillar Securitisation en juillet, la cession d'actifs démarre. Deux immeubles sont rapidement vendus par la banque conseillée par EHP. Le premier, le projet Arsenal, à la banque de Luxembourg, pour prolonger son emblématique quartier général sur le boulevard Royal. Siègent au conseil d'administration de la banque privée des associés d'EHP. Le second, la Villa Churchill, échoue aussi entre les mains des associés du cabinet. L'argent de la vente d'Arsenal permet une augmentation de capital du fonds, entièrement souscrite par Pillar Securitisation. À cet instant, Umberto Ronsisvalle n'a plus voix au chapitre chez Immo-Croissance. Mais les juridictions commerciales le remettent en selle en 2013. Le tribunal d'arrondissement qualifie de « frauduleuses » les circonstances de la cession

avortée d'Immo-Croissance, pensée par les avocats d'EHP, sous l'administration judiciaire d'un de leur collaborateur. « La banque a en quelque sorte elle-même créé un cas de défaut afin de pouvoir profiter des garanties, ce que démontre la résiliation opérée si peu de temps après la confirmation de la mise à disposition des fonds », écrivent les juges. Umberto Ronsisvalle, qui bénéficie d'une sympathie limitée auprès de la notabilité locale, regagne en appel. Il doit récupérer ses titres, mais ils ne valent rien après l'augmentation de capital décidée par Pillar en décembre 2009. Son avocat, Fabio Trevisan (BSP), ouvre en 2017, un nouveau front pour demander l'annulation de tous les actes intervenus depuis le 3 février 2009. Mais, pour la première fois en 2019, EHP remporte une bataille dans la guerre judiciaire Immo-Croissance. Il y aurait prescription selon les juges.

Dans ses plaidoiries, Yves Prussen invoque le principe selon lequel *fraus omnia corrumpit* (la fraude corrompt tout, en latin). L'annulation de l'augmentation du capital entraînerait une sous-capitalisation d'Immo-Croissance et conduirait à sa mise en faillite judiciaire. Le recours de R Capital consisterait, selon les avocats d'EHP, en un « chantage pour obtenir quelque chose de Pillar dans le cadre d'une transaction ». « Cette démarche fait partie d'une escroquerie avec usage de faux qui a débuté avec la proposition d'acquiescer les actions Immo-Croissance en 2008 et qui continue maintenant comme escroquerie à jugement, infraction dont le juge d'instruction est à nouveau saisi », écrivent les avocats de la place Churchill. La partie Pillar demande aux juges de constater la fraude ou à tout le moins de surseoir à statuer en application du principe « le criminel tient le civil en l'état ». L'affaire est pendante.

Dans un courrier lié à ces procédures, Yann Baden, administrateur provisoire d'Immo-Croissance par intermittence, juge la gestion d'Immo-Croissance critiquable, parce que « certains actifs ont été cédés dans des conditions qui (...) peuvent ne pas correspondre au meilleur prix qui aurait pu être obtenu ». Yann Baden fait référence à l'immeuble Arsenal vendu à la Banque de Luxembourg « alors que R Capital avait alors négocié un contrat globalement plus intéressant », lit-on dans le courrier de l'ancien séquestre du fonds.

Regards détournés D'autres doutes planent. Ils portent sur la diligence de la CSSF. Le superviseur de Kaupthing savait dès 2007 que des risques de concentration des crédits menaçaient. En 2008, la CSSF couchait par écrit son mécontentement quant à l'analyse fournie par Kaupthing en trainant des pieds. « We do not accept a financing by your bank of Kaupthing shares as this may represent an artificial creation of capital at group level ». « The credit activity could be qualified as an investment bank activity, the bulk of the credits are covered by highly concentrated portfolios », lit-on dans des courriers co-signés par Jean-Nicolas Schaus, le directeur général de la CSSF. La banque est tombée du fait d'une mauvaise gestion, avec des prêts consentis à des clients pour acheter massivement des actions de l'établissement (qui ne valaient pas grand chose) déposées en garantie. À Bâle en juin 2008, lors d'une réunion des banquiers centraux, Yves Mersch est tombé sur son homologue islandais : « Your banking system is in serious trouble », a-t-il dit, dénonçant notamment des abus du système de refinancement européen (avec des actifs pourris donnés en garantie d'argent frais de la BCE). Ces fébrilités n'ont jamais été évoquées publiquement. En sus, le jour du sursis de paiement, le 9 octobre 2008, le responsable risque de Kaupthing a démissionné en dénonçant la gestion irresponsable, un courrier déposé sur le bureau des administrateurs judiciaires.

« A gigantic market manipulation machine »

Kaupthing Luxembourg selon l'autorité financière islandaise

En septembre 2009, la nouvelle direction de la jeune banque Havilland (disposant d'une licence accordée par Luc Frieden) passe les tests d'honorabilité de la loi sur le secteur financier. En janvier puis avril suivant, la CSSF reçoit des courriers de son homologue islandaise. La FME alerte, début 2010, sur « plusieurs violations potentielles de la loi luxembourgeoise » impliquant Kaupthing Bank Luxembourg. Est notamment détaillé le recours à une société des BVI, Lindsor Holding Corporation, pour lever des liquidités et y jeter de la *junk debt*. Plus de 170 millions d'euros levés artificiellement via cette entité (soit plus que l'aide d'État luxembourgeois). La FME dénonce aussi certains employés qui ont bénéficié de manipulations sur des opérations de dette dans les jours qui ont précédé le sursis de paiement. La FME parle de « gigantic market manipulation machine ». Elle ajoute avoir demandé le 15 octobre 2008 au Resolution Committee de Kaupthing Iceland d'engager un expert pour enquêter sur ces transferts d'argent suspects. PwC avait été choisie. « Perhaps news of this investigation reached Luxembourg because in november 2008, it appears that parties at Kaupthing Luxembourg acted to cover up the huge trading gains made by three employees by unwinding the trades done in early October ».

Des perquisitions monstres sont organisées au Grand-Duché en 2010. Elles tiennent à des commissions rogatoires islandaises, exécutées avec promptitude. L'affaire a généralement suscité peu de remous politiquement (trois questions parlementaires en lien avec Kaupthing au cours des quinze dernières années), mais une intervention du député Xavier Bettel (DP) en mars 2010 interroge ces descentes policières. « Les conditions d'agrément de la banque Havilland restent remplies », répond le ministre des Finances, Luc Frieden. Une enquête pénale a été ouverte sur le volet Lindsor au Luxembourg après dénonciation de la CSSF au parquet en avril. L'instruction contre « inconnu » des chefs de vol domestique, abus de confiance, abus de biens sociaux, recel, de faux et usage de faux et de blanchiment, une affaire « très complexe », a été clôturée en août 2020, a informé l'administration judiciaire. Un porte-parole précise aujourd'hui que l'affaire, où figurent quatre inculpés, est devant la chambre du conseil. « Il n'est donc pas encore possible de dire quand, ou même si, un procès aura lieu », résume-t-il. Les perquisitions menées dès 2009 et 2010 dans le cadre de commissions rogatoires islandaises ont mené à des condamnations en 2013

à Reykjavik. Entre quatre à cinq ans de prison, notamment pour le CEO de la filiale luxembourgeoise, démis en 2010 quand il a été interpellé en Islande.

Y'a-t-il eu une intervention politique auprès du parquet pour privilégier les poursuites en Islande et les circonscrire à leur portion la plus congrue au Grand-Duché où viv(ai)ent d'ailleurs deux des quatre cadres bancaires poursuivis à Reykjavik? Une rencontre entre le ministre de la Justice François Biltgen (CSV), la conseillère du procureur spécial islandais, Eva Joly, le procureur d'État, Robert Biever, et le conseiller de gouvernement Jeannot Berg, a été organisée en 2010 au ministère. Aucune information sur son contenu n'a filtré. La seule procédure pénale associable à Kaupthing ayant abouti est celle liée aux poursuites engagées par la banque en 2010-2011 contre son ancien *chief risk officer* pour vol de documents. L'avocat de la banque n'était autre que Franz Fayot. Dans ses conclusions, l'avocat s'offusque de la posture de « justicier » prise par l'ancien salarié de Kaupthing : « Pour justifier le vol de documents et la violation du secret bancaire, Monsieur X. se retranche derrière la gravité des manquements dont se serait prétendument rendu coupable son ancien employeur ». Après le réquisitoire du procureur demandant la relaxe de l'accusé (obtenue en fin de parcours), Franz Fayot avait quitté la salle, sans rien dire. « J'ai opté de prendre position par écrit au vu de l'absence de jurisprudence existant en la matière au Luxembourg et des conséquences importantes que votre décision entraînera, non seulement dans cette affaire, mais également au niveau de la place financière dans son ensemble », lit-on dans un courrier envoyé par Franz Fayot à la présidente du tribunal. EHP et PwC auront engrangé des millions d'euros en quinze ans, en consultant Havilland et Pillar et en avisant leurs comptes. La relation commerciale cesse en 2017 entre PwC et Havilland, puisque l'ancien *managing partner* du cabinet nd'audit (2007-2015), Didier Mouget, rejoint le *board* de la banque. PwC a cependant continué d'auditer Pillar sans toutefois livrer d'opinion sur les comptes, trop exposés au litige Immo-Croissance.

En 2017 toujours, Havilland est soupçonnée d'avoir mené une attaque irrégulière sur les marchés financiers contre les intérêts du Qatar. En 2018, la CSSF sanctionne l'établissement. Une lourde amende de quatre millions d'euros. L'influence de l'oncle Sam ? Dans un reportage, *Bloomberg* raconte les relations sulfureuses entretenues par le père Rowland avec des régimes autoritaires, via le Prince Andrew, entremetteur. Est notamment détaillée la raison de la sanction administrative : Pour récupérer l'appartement new-yorkais de l'un de ses clients africains, persona non grata aux États-Unis, Havilland a déclenché abusivement un gage sur le bien, court-circuitant les velléités de saisie américaines. Voilà qui nuit à la réputation du centre financier que l'on voulait préserver en sauvant Kaupthing/Havilland (et sa grosse centaine d'employés). Et l'État, créancier de Pillar suite au sauvetage de Kaupthing ? Le directeur du Trésor, Bob Kieffer, nous informe que sur toute l'opération, le taux de recouvrement est « assez élevé », 87,64 pour cent (ou 92 intérêts inclus). « Le coût du sauvetage pourrait, in fine, se réduire à zéro pour l'État », précise-t-il. La BCL, exposée pour 800 millions d'euros en 2008, n'a pas encouru de pertes dans ce cadre, nous précise aussi l'un de ses porte-paroles. Le contribuable s'en sort à bon compte, notamment grâce à la vente d'actifs permise par un abus de droit (pour employer un euphémisme). Mais qu'en est-il des responsabilités des banquiers de Kaupthing et de ceux qui les surveillent. La morale de cette histoire est qu'il faut savoir s'asseoir sur l'état de droit pour préserver un centre financier ●

ÉDITORIAL

Les Rouges et les Noirs

Bernard Thomas

Max Leners vient d’auto-éditer un pamphlet contre Luc Frieden. Sur 76 pages, le jeune candidat socialiste fait l’inventaire des nombreuses casseroles trainées par le *Spëtzekandidat* du CSV. Compilant des centaines de coupures de presse, il dresse le portrait d’un néolibéral aussi autoritaire qu’incorrigible. Leners imite son mentor politique, Franz Fayot, qui, il y a dix ans exactement, avait publié un texte à charge sous le titre « The Talented Mr Frieden ». En 2013, l’exercice était peu risqué : Jean-Claude Juncker excluait une coalition avec les socialistes qui, estimait-il, l’avaient trahi. En 2023 par contre, l’establishment du LSAP digère mal le brûlot de Leners. D’autant plus qu’il conclut sur la phrase : « Ce serait un désastre si Luc Frieden jouait un rôle déterminant dans la conception de notre avenir. » Un doigt d’honneur non seulement à l’ancien ministre des Finances, mais également à une future coalition noire-rouge, vers laquelle lorgnent de nombreux bonzes du LSAP. (Même s’ils ne croient pas une seconde à la métamorphose de #Luc.)

La brochure de Leners comporte un angle mort. C’est qu’une partie des « actions choquantes » qu’elle dénonce ont été commises par Frieden alors que le LSAP était au gouvernement. Sur les cinquante dernières années, le LSAP en a passé quarante au pouvoir. Cela témoigne d’un sacré sens de l’opportunisme. Ce lundi sur les ondes de 100,7, la *Spëtzekandidatin* socialiste n’a pas voulu tracer de lignes rouges en vue d’éventuelles négociations de coalition. Parmi les programmes des coalitionnaires, il y aurait « à boire et à manger », mais « on pourrait se mettre potentiellement d’accord avec tous ». À la même question, Luc Frieden répondait quelques jours plus tôt : « Ech hunn nëmmen eng rout Linn, dat ass dat blo-rout-gréng muss op een Enn geféiert ginn ». Cette fois-ci, le CSV est prêt à tous les compromis et compromissions pour retourner au pouvoir, même à faire à Bettel ou à Lenert *an offer he/she can’t refuse*, c’est-à-dire le poste de ministre d’État.

Le LSAP rêve donc de sa première Premier ministre socialiste. Pour des raisons tactiques, les socialistes avaient laissé ce poste à Gaston Thorn en 1974 et à Xavier Bettel en 2013. Lenert se dit déterminée à le revendiquer cette fois-ci, que ce soit dans une constellation avec le CSV, ou avec le DP et Déi Gréng. (En fin de compte, c’est Jean Asselborn qui ferait les frais d’un tel scénario : les Affaires étrangères devant alors contenter Frieden ou Bettel, en attendant qu’ils prennent la première sortie vers Bruxelles.)

En 2017, les majorités CSV-Déi Gréng au niveau communal devaient préparer un gouvernement Wiseler/Bausch au niveau national. Le « plan » du CSV implosa une année plus tard. En juin 2023, à l’issue des communales, un premier rapprochement rouge-noir s’est opéré dans le Minett : de Schifflange à Differdange, en passant par Kayl. À Mamer, la présidente du LSAP est devenue l’échevine de Gilles Roth ; à Käerjeng, le chef de fraction socialiste a intégré la majorité de Michel Wolter. (Ce dernier mène une campagne hyperactive sur Facebook, préparant son comeback ministériel.) Mais même si elle était arithmétiquement possible, une coalition CSV-LSAP devrait encore obtenir l’aval du congrès socialiste, une instance notoirement imprévisible. Un tel accord se complique davantage par la marginalisation de l’aile syndicale du CSV (ou de ce qu’il en reste) : Luc Frieden ayant placé son entourage de juristes comme têtes de liste au Sud (Gilles Roth), au Centre (Elisabeth Margue) et à l’Est (Léon Gloden).

Pour ce nouveau « parti des chaussures vernies » (dixit Ali Kaes) une alliance avec le DP reste évidemment le choix naturel. Malgré des pressions croissantes du courant « wirtschaftsliberal » au sein de son parti, Xavier Bettel ne se montre guère enthousiasmé à l’idée de former un gouvernement avec Frieden et ses députés-maires éternellement frustrés de leurs ambitions ministérielles. Mais en fin de compte, tout pourrait dépendre de la loterie des *Reschtsëtz*. Ceux-ci se jouent à quelques centaines de voix près.

P O L I T I K

Integristen

Am Montag berichtete *RTL* über möglichen Verbindungen zwischen dem ADR und der religiösen und parteipolitisch aktiven Civitas. Im Januar lud ADR-International unter der Leitung von Anne-Marie Yim den französischen Mediziner und Impfgegner Christian Perronne auf eine Konferenz ein. Er wurde dabei von Alain Escada begleitet, dem Präsidenten der rechtsextremen Partei Civitas. Dem ADR-Abgeordneten Fernand Kartheiser zufolge, der die Konferenz moderierte, habe Alain Escada den Mediziner als Freund begleitet, ohne die Partei darüber in Kenntnis zu setzen. Überhaupt sei ihm Civitas kein Begriff gewesen. Laut *RTL*-Informationen habe die Vize-Präsidentin der ADR International, Anne-Marie Yim, Alain Escada jedoch eingeladen. Nach der Berichterstattung diese Woche über die Konferenz ist Anne-Marie Yim nun aus der ADR ausgetreten. Seit Ende April habe sich die katholische Kirche näher mit Civitas befasst und sich von der Gruppierung abgegrenzt, erläuterte Weihbischof und Generalvikar Léon Wagener am Montag. Er habe auch die ADR im Juli auf den religiösen Arm von Civitas angesprochen und wollte wissen, ob ein Kontakt bestehe. Das verneinte Fernand Kartheiser zu dem Zeitpunkt. Am Dienstag stand Maksymilian Woroszyło im Rahmen des Wahlkampfes vor der *RTL*-Kamera und will einen letzten Punkt einbringen: „No dësem Reportage vum Fanny Kinsch hu mir als ADR entscheet, datt mir eng Plainte géint den *RTL* maachen“. Der Beitrag sei nicht konkret und objektiv gewesen. „Dat ass är Meenung“, antwortet *RTL*-Journalist Frank Goetz und verabschiedet den Gast, der für eine Partei steht, die sich immer öfters über Anzeigen wehren will. Civitas will den Katholizismus als Staatsreligion wieder einführen und kritisiert progressive Stimmen wie die von Kardinal Jean-Claude Hollerich. Darüber hinaus ist die Gruppierung in Belgien zusammen mit konservativen Muslimen und Verschwörungsideologen aktiv, um gegen den schulischen Sexualkundeunterricht zu demonstrieren, weil dieser einem pädophilen System in die Hände spiele und im Unterricht Sexualhandlungen vorgenommen würden. Ob nun der Präsident Alain Escada im Januar offiziell zu Wort kam oder auch nicht – zumindest die Haltung von Civitas gegenüber dem Sexualkundeunterricht wabert bereits über hiesige Internetkanäle. Die ADR-Zentrum-Kandidatin Marie-Andrée Faber beteiligt sich an Debatten auf der Seite *famill.lu*, auf der Beiträge veröffentlicht werden, die ähnliche Vorwürfe insinuierten. sm

Carambolage

Ce samedi sur 100,7, dix candidats ont discuté pendant 90 minutes sur le climat et le logement. L’émission a vite sombré dans la cacophonie. Tom Weidig (ADR) se réfère sans cesse à son CV : « entschëllegt, ech sinn Atomphysiker ! » ; « ech [hunn] a Venture Capital geschafft » ; « ech kenne mech relativ gutt mat Banken aus, och mat der europäescher Zentralbank, an all déi aner. » Frank Engel

utilise une bonne partie de son temps de parole à faire l’éloge de l’hydrogène, sans préciser qu’il travaille, par ailleurs, comme « advisor » pour le groupe de lobbying Hydrogen Europe. Le Pirate Yann Retter lit d’une voix monocorde ses notes. « Et muss och komfortabel sinn », dit-il à propos de la transition énergétique. Le communiste Alain Herman fait une introduction au marxisme-léninisme : « D’Fro vun der Reproduktioun, déi sech schonn am 19. Joerhonnert gestallt huet, konnt de Kapitalismus net léisen ».

Mais c’est la candidate de Liberté-Fräiheet !, Perrine Felix, qui aura livré les citations les plus mémorables : « Mir kënnen den CO₂ net ofschafen ». À propos du *carsharing*, l’enseignante-remplaçante au fondamental s’exclame : « Dir kënnnt dach keen zwängen, mat engem anere matzefueren ! Ech vertraue kengem, et deet mir leed ! ». (Personne dans le studio ne la corrigea sur cette confusion entre autopartage et covoiturage.) Felix se targue à plusieurs reprises d’être « mère de six enfants » et de « ne pas être une politicienne ». Yves Cruchten (LSAP) tente de la convaincre du contraire : Puisqu’elle est candidate, elle serait politicienne. Puis de se résigner : « Komm ’t ass gutt… » Mais, en-dessous de ces sorties plus ou moins farfelues, Felix exprime l’angoisse de la classe moyenne asphyxiée par la hausse des taux : « Mäi Prêt ass 900 Euro an d’Luucht gaangen ; ech muss gläich mäin Haus verkafen ! »

Le ministre Henri Kox (Déi Gréng) tente de calmer. Comme d’habitude, il se fourvoie dans le détail des mesures qu’il énonce comme un élève zélé. « Top-up 100 Prozent » ; « ganz schéi kooperativ Projeten » ; « kuckt Iech dat un op *logement.lu* ». L’ingénieur de formation est incapable de rassembler ces éléments en un discours cohérent. (Kox paraît comme la principale *liability* pour le siège vert dans la circo Est.) Le néo-ministre Max Hahn (DP) évoque, lui aussi, « e grouse Puzzle mat ganz ville Puzzelstécker » : « De ganze Programm hei opzielen,

ass onméiglech », se désole-t-il. « Dat ass evident », réplique le modérateur.

Stéphanie Weydert, la notable CSV de l’Est, se contente de recycler les éléments de langage de Frieden sur la transition énergétique : « net ideologesch virgoen ». Sur le logement, elle estime que les promesses de Frieden pourront être tenues, également celle d’abaisser la TVA à trois pour cent pour les investisseurs privés : « et kann ee ganz vill negociéieren an der Europäescher Unioun ». Pour le reste, on pourrait simplement « construire plus haut et plus dense ». Gary Diderich (Déi Lénk) ose un tacle : « Dat wonnert mech ganz staark. Well wann ech mat Gemengen ze dinn hunn, déi an CSV-Hand sinn, da kann ech alles anescht maache wéi soziale Wunnengsbau héich an dicht. Ech ka mol keng WG opmaachen. » Frank Engel se réjouit de cette sortie : « Sehr richtig! Sehr richtig! ». ^{bt}

« Säi Stil…

…mécht den Ènnerscheed », lit-on sur les brochures du LSAP. Sur l’index du moins, la *Spëtzekandidatin* sociale-démocrate (très modérée) tient désormais la ligne : « À mes débuts, je m’étais lancée à dire qu’on peut discuter de tout », relatait-elle jeudi dernier devant la Chambre de commerce. Mais elle serait arrivée à la conclusion « que l’expérience des uns et des autres doit avoir amené à cette conviction qu’il ne faut pas en discuter et ne pas y toucher ». ^{bt}

G E S U N D H E I T

Die AMMD ist noch da

Hatte der Ärztesverband im Wahlkampf 2018 mit allerhand Aktionen Front gegen die LSAP gemacht, ist er dieses Mal vergleichsweise still. Nächsten Mittwoch aber soll eine außerordentliche Vollversammlung „un signal fort au pouvoir politique en place“ senden: Das Verhältnis

von Klinik- und außerklinischem Bereich sei mit dem Antennen-Gesetz überhastet und ohne Konsultation der AMMD erfolgt, der *Gesondheetsdësch* habe viele wichtige Themen nicht behandelt. Zwischen den Zeilen liest sich das wie ein Angebot zur Kooperation. Aber da sogar die Gesundheitsministerin und Spitzenkandidatin der LSAP sich eine weitreichende Liberalisierung der Gesundheitsversorgung vorstellen kann, DP und CSV für „die Privatinitiative“ sind, hat die AMMD Aktionen gar nicht mehr nötig. ^{pf}

N E K R O L O G I E

Deux sudistes CSV

Camille Dimmer et Ady Jung, deux anciens députés du CSV, viennent de décéder. Ils étaient âgés tous les deux de 84 ans. Camille Dimmer comptait parmi les des premiers « Naturschützer » au sein du CSV. En 1982, le Dudelangeois, ancien international de foot, devient le premier président de la fondation Hëllef fir d’Natur. Il est pourtant loin d’être un ami des Verts qu’il soupçonne, en 1986, de poursuivre « das Ziel der Zerstörung oder Destabilisierung unserer Gesellschaft ». Ingénieur de formation, il siège cinq ans au Parlement au début des *nineties*. Le discours inaugural en portugais, qu’y tient Robert Garcia (GAP) en 1992, le choque. Il y voit « eine Provokation an das nationale Gefühl der meisten Luxemburger ». En même temps, Dimmer plaide, en tant que secrétaire général du CSV (1990-1995), pour ouvrir d’avantage le parti aux non-Luxembourgeois. Le commerçant eschois Ady Jung était, lui, censé aider le CSV à attraper des voix parmi le « Mëtzelstand », chasse gardée du DP. Il siège entre 1989 et 2003 au Krautmaart, puis rejoint le Conseil d’État. Mais c’est sur le plan communal que Jung s’active. La telenovela politique eschoise lui doit quelques-uns de ses plus beaux épisodes. Sa devise « Ech gi

Buergermeeschter oder näischt » est restée dans les annales locales. Or, une dispute interne l’oppose à Josy Mischo (père de l’actuel maire, Georges). Mischo père quitte le CSV en 1999, faisant ainsi sauter le rêve jungien d’accéder à la mairie. ^{bt}

W I R T S C H A F T

Dura Lex, sed lex

L’initiative pour un devoir de vigilance a mis les pieds dans le plat à quelques jours des élections législatives. L’organisation militant en faveur d’une responsabilisation des entreprises en matière de respect des droits de l’Homme a demandé aux têtes de liste de répondre, par oui ou par non, à des engagements attendus par l’ONG. Ils le sont d’autant plus que la coalition sortante a loupé sur le sujet de l’élaboration d’une loi au niveau national (demandant par exemple l’élaboration d’une étude sur la faisabilité qui n’a débouché sur rien), dans l’espoir que la directive européenne aboutisse avant et qu’il faille simplement la calquer. Ce qui aurait permis de ne pas se mettre les patrons à dos. Les résultats collectés par l’initiative pour un devoir de vigilance sont assez éloquentes. À la question de savoir qui serait en faveur d’une loi nationale si le projet de directive échouait, Lex Delles (qui a été envoyé au charbon à la place de Xavier Bettel) est le seul représentant de la coalition sortante à s’y opposer. Luc Frieden s’y oppose également, mais le chrétien-social inclurait le secteur financier, y compris les fonds d’investissement, dans une réglementation nationale en la matière si la directive ne précisait pas ce point. Lex Delles ne l’entend pas de cette oreille. Le représentant du parti libéral motive son désaccord « par le fait que les fonds d’investissements auraient uniquement la mission de gérer le patrimoine des investisseurs et que ces actifs seraient eux soumis aux dispositions de la directive ». Ce qui explique la position du ministère des Finances actuel, conclut l’ONG présidée Jean-Louis Zeien. ^{ps0}

Blog

Le parent pauvre

France Clarinval



L'accès à la culture au plus grand nombre est un des axes des programmes

La culture peine à se frayer une place dans le débat électoral. L'analyse des programmes donne une image contrastée des priorités des partis

La culture reste assez mal aimée des partis politiques qui lui consacrent relativement peu de pages dans leurs programmes. Le moins d'importance se lit chez Fokus et Volt qui ne dédient pas de chapitre spécifique à la culture. Le premier plaide de manière très générale pour un « paysage culturel vivant » et milite pour « une rémunération qui permette au créateur de vivre en dehors de la pauvreté ». Frank Engel et ses colistiers considèrent que la « culture générale » doit être revalorisée à l'école. De leur côté, les europhiles de Volt soutiennent « la préservation de la langue luxembourgeoise et l'importance du patrimoine culturel ». De manière anecdotique, Volt suggère une décentralisation des institutions dans son chapitre sur la mobilité et imagine : « le ministère de la Culture peut facilement être transféré dans une autre ville (p. ex. Echternach...) ». Également peu d'ardeur pour la culture chez Liberté-Fräiheet où le sujet est noyé parmi « École - Éducation - Langue - Culture ». La préservation du patrimoine historique y est considérée comme une « priorité absolue » et la prédominance de la langue luxembourgeoise est souhaitée pour tous les noms d'institutions ou rues. Le plus gros paragraphe est consacré au rejet de la *cancel culture*. Pour Roy Reding et consorts, « le mouvement 'woke' est toxique et dangereux ».

Il est fidèle en cela à ses anciens amis de l'ADR qui s'opposent « avec véhémence » à la *cancel culture* : « Nous pensons que ce 'mouvement' est sur le point de détruire notre culture et celle du monde occidental. » Son chapitre *Kultur a Patrimoine* ne compte pas moins 18 pages. Tout en voulant augmenter le budget du ministère de la Culture, le parti veut abolir plusieurs décisions récentes (établissements publics, charte de déontologie). Arguant de la liberté d'expression, il veut « éviter que l'État ne s'immisce trop dans la vie culturelle ». Pour l'ADR, la politique culturelle est surtout un moyen de conserver les institutions, traditions, langue et histoire spécifiquement luxembourgeoises. Ainsi, le patrimoine occupe une place prépondérante dans le programme. Le parti populiste exige un moratoire pour tous les immeubles bâtis avant la Seconde Guerre mondiale et intime à une augmentation des moyens des instituts concernés, l'accélération des classements dans les communes, un soutien aux associations, des subsides aux particuliers ou encore la sensibilisation du public... La défense de la langue luxembourgeoise est l'autre cheval de bataille de l'ADR. Il convoque la création d'un ministère « fir Sprooch, Integratioun a Kultur » qui serait notamment chargé de « soutenir et promouvoir la culture luxembourgeoise et de veiller à ce que davantage de productions soient réalisées en luxembourgeois, comme des films, des livres, des livres audio, par le biais de financements et de prix ou récompenses. »

Au sortir de cinq années à la tête du ministère de la Culture, Déi Gréng veut surtout prolonger ses actions. Sam Tanson se voit bien se succéder à elle-même. Aussi, la protection du patrimoine est aussi un volet important des propositions des Verts qui veulent « renforcer les moyens pour assurer la mise en pratique de la loi relative au patrimoine culturel » avec des aides pour la rénovation énergétique des bâtiments protégés, plus de ressources aux institutions spécialisées, une plus grande implication des communes ou la création d'un Centre des monu-

ments nationaux. Dans la continuité de la politique menée, Déi Gréng souhaite réflexion sur la suite du plan de développement culturel (KEP) ainsi que le maintien des assises et la poursuite de la professionnalisation de la scène culturelle. Le programme cite une série d'infrastructures déjà plus ou moins sur les rails – Villa Louvigny, NeiSchmelz, Bâtiment Schuman, Ressourcerie – et met en avant d'autres projets comme la création d'un Centre national de l'architecture et de l'urbanisme ou la transformation de la Halle des Soufflantes de Beval en « un lieu de culture et de rencontre pour y implanter le Centre national de la culture industrielle ». La mise en place de plans de développement culturel communaux, le renforcement de l'éducation à la culture ou encore l'introduction de bons pour des dépenses culturelles pour les jeunes, sont quelques autres mesures d'une politique culturelle présentée comme « féministe et inclusive » qui nécessite « une augmentation des budgets et des structures » :

Le DP plaide pour que le budget du ministère de la Culture atteigne un pour cent du budget national. Côté patrimoine, le parti démocratique veut valoriser les « lieux de culture classiques qui ont marqué l'histoire de notre pays », les sites archéologiques et les jardins historiques. Il espère aussi aplanir les différences entre protection nationale et communale, prône l'utilisation à des fins culturelles d'églises désaffectées et appelle à la fondation d'un institut pour les biens culturels immatériels. En accord avec son partenaire de coalition, le DP espère prolonger le KEP et les assises. Il continue à prôner la création d'une galerie nationale « destinée à exposer et à conserver les œuvres d'artistes luxembourgeois reconnus ». Les libéraux promettent des « espaces résidentiels supplémentaires pour les jeunes artistes indépendants » et proposent la conversion de surfaces commerciales vides en ateliers. Le programme prend des allures de bilan quand il met en avant des initiatives libérales comme la gratuité de l'enseignement musical ou la semaine d'action culturelle *Lëtzebuerg (er)liewen* dans les écoles. Esch2022 est abondamment cité (l'échec à la Culture d'Esch, Pim Knaff, et Nancy Braun figurent sur la liste DP dans le Sud). De là vient l'idée d'encourager le mécénat à travers une plateforme de mise en relation entre les entreprises et les artistes qui a pourtant fait *flop* pendant l'année culturelle.

Le troisième partenaire de la coalition, LSAP, inclut son chapitre sur la culture, ambitieux et détaillé, dans celui, sur la démocratie. Le parti socialiste briguera peut-être ce ressort s'il retourne au gouvernement, alors qu'il lui avait préféré les sports en 2018. Il entend poursuivre la politique actuelle, mais axe surtout son programme sur l'accès à la culture et, plus précisément, « sur le développement des audiences dans un effort de démocratisation de la culture ». Pour cela, le LSAP suggère davantage de diversité au sein des conseils d'administration et des directions des entités culturelles publiques, une collaboration avec des multiplicateurs dans les communautés locales, avec les écoles et les entreprises, des formations pour guides et médiateurs. « L'objectif est d'attirer de nouveaux publics, plus représentatifs d'une population en mutation. » Le volet du public est complété par celui des artistes. Le soutien passe par « une politique de bourses et de résidences attractives ». Enfin, les socialistes envisagent l'introduction « d'un cycle d'études complet en arts à l'Uni ».

Dans son programme, le CSV place la culture « au cœur de la société » en affirmant que « la démocratie a besoin de culture ». Professionnalisation des acteurs

Pour l'ADR, la politique culturelle est surtout un moyen de conserver les institutions, traditions, langue et histoire luxembourgeoises

culturels, soutient à l'offre culturelle pour les enfants et les jeunes, promotion de la culture dans les régions et les communes et renforcement de l'accès à la culture dans les structures d'immigrés et de réfugiés, sont les premières lignes du programme. Cela passe par des aspects financiers comme des aides au démarrage, à la diffusion ou à la mobilité, une TVA réduite pour la création culturelle, des incitatifs à l'implantation des métiers de support (agents, bookers, galeries, labels, correcteurs, traducteurs), un dispositif simplifié en matière d'impôt pour les spectacles étrangers. Tout comme la création d'une « Cité des artistes » avec des résidences d'artistes et des appartements culturels intégrés (il n'est pas précisé où cela serait réalisé). Le parti adresse une chiquenaude aux Verts en notant « les nouvelles mesures et prescriptions énergétiques ne doivent pas se faire au détriment du patrimoine bâti et de l'identité architecturale de nos localités et de notre passé ». Sur ce dossier, les chrétiens-sociaux veulent aussi élargir le patrimoine culturel mondial de l'Unesco luxembourgeois ou valoriser le site gallo-romain de Dahleim.

La première mesure de Déi Lénk serait d'augmenter le budget culturel à un pour cent du PIB. Le programme met en avant la médiation culturelle et la pédagogie pour permettre « l'accès à la culture pour toutes et tous ». Projets culturels participatifs, action culturelle comme vecteur d'intégration, digitalisation des biens culturels, investissements dans les bibliothèques publiques vont dans ce sens. Pour « garantir une création artistique indépendante », le parti propose d'accorder les statuts d'artiste ou d'intermittent dès les premières années d'activité, et d'adapter les bourses et aides aux besoins réels. Il propose l'occupation temporaire d'immeubles vacants pour des projets artistiques (« Proufsäil an de Freeport »). Déi Lénk veut créer une École supérieure d'art et des études d'art, de cinéma et de sciences culturelles à l'Uni. Des moyens doivent être attribués à une véritable évaluation des politiques culturelles. La création d'un Observatoire de la culture qui collectera des données statistiques, assurera l'évaluation des pratiques et émettra des recommandations figure au programme de Déi Lénk comme à celui du LSAP et du DP.

Les Pirates plaident pour une approche *bottom-up* plus systématique en matière de politique culturelle. Ils veulent abolir les droits d'auteur et les brevets pour « un accès libre à la culture et la connaissance ». Le parti violet préconise davantage de « lieux de rencontre entre les créateurs et les populations marginalisées » et un rapprochement avec les industries créatives.

L'augmentation du budget de la culture fait à peu près l'unanimité. Mais cette manne supposée irait-elle aux jeunes artistes ou aux vieilles pierres, au petit acquis ou à conquérir, à la culture avec un petit c ou avec un grand K ? ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Die Fledermaus der ADR

Unter allen Wahlplakaten am Straßenrand hat die ADR das drastischste. Es zeigt Eingeweide eines Autos. Einen überdimensionalen Motorblock aus glänzendem Stahl. Mit seinen Rädern, Röhren, Rollen und Riemen. Ohne Karosserie in seiner brutalen Nacktheit.

„Une automobile de course avec son coffre orné de gros tuyaux tels des serpents à l'haleine explosive... une automobile rugissante, qui a l'air de courir sur de la mitraille, est plus belle que la *Victoire de Samothrace*.“ Schwärmte Marinetti in seinem Manifest „Le Futurisme“ (*Figaro*, 5.2.1909). Zehn Jahre später gründete er mit Mussolini die faschistische Partei.

Die Bilder des Futurismus verherrlichen die Technik, den Rausch der Geschwindigkeit, den Krieg. Die Technik auf dem Bild der ADR scheint bewegungslos. Unverrückbar wie die Schwerkraft der Tradition. Die ADR berauscht sich am Stillstand.

Unter dem Motorblock steht auf grünem Grund: „DE VERBRENNUNGSMOTOR NET OFSCHAFEN. LËTZEBUERG GÄR HUNN“. Die Europäische Union will den Verbrennungsmotor ab 2035 verbieten. Er ist eine vom Aussterben bedrohte Spezies. Der Verbrennungsmotor ist die Große Hufeisennasenfledermaus der ADR.

Die Regierungsparteien versprechen die Begründung des Kapitalismus. Mit Fastenpredigten für die besitzlosen Klassen, dem Schutz der Wettbewerbsfähigkeit für die besitzenden. Die ADR hilft ihnen dabei. Sie lenkt von der Durchsetzung eines neuen Akkumulationsmodells ab. Der Handelskammer kann es recht sein.

Die ADR erfindet einen Ersatzklassenkampf zwischen Autofahrerinnen. Zwischen ökoliberalen Mittelschichten und Globalisierungsverlierern, die „Lëtzebuerg gär hunn“. Einen Kreuzzug unter dem Banner des Verbrennungsmotors.

Wer sich kein Elektroauto leisten kann, muss mit Benzin oder Diesel fahren. Benzinfahrzeuge sind billiger. Noch billiger gibt es Benzinzer als Gebrauchtwagen. Elektroautos sind schlechte Gebrauchtwagen: ihre Batterien sind erschlaft. Wer im Winter weit zur Arbeit fährt oder im Sommer nach Portugal, traut keinem Elektroauto. Mit einem Satz Maultschlüsseln repariert ein Bastler sein Dieselfahrzeug selbst. Elektroautos voll Elektronik müssen jedes Mal zum Händler.

Die ADR kämpft nicht gegen das Verschwinden des Verbrennungsmotors. Sie kämpft nicht gegen dessen Konkurrenz, den Elektromotor. Ihr Wahlprogramm ist liberal: „[D]éi bescht Technologie soll sech op eng natierlech Manéier um Maart duerchsetzen“ (S. 178). Sie kämpft gegen die Fahrer von Elektroautos.

Benzinfahrzeuge lärmen und stinken wie richtige Männer. Sie sind politisch unkorrekt wie alte Pirelli-Kalender und der Tanktourismus

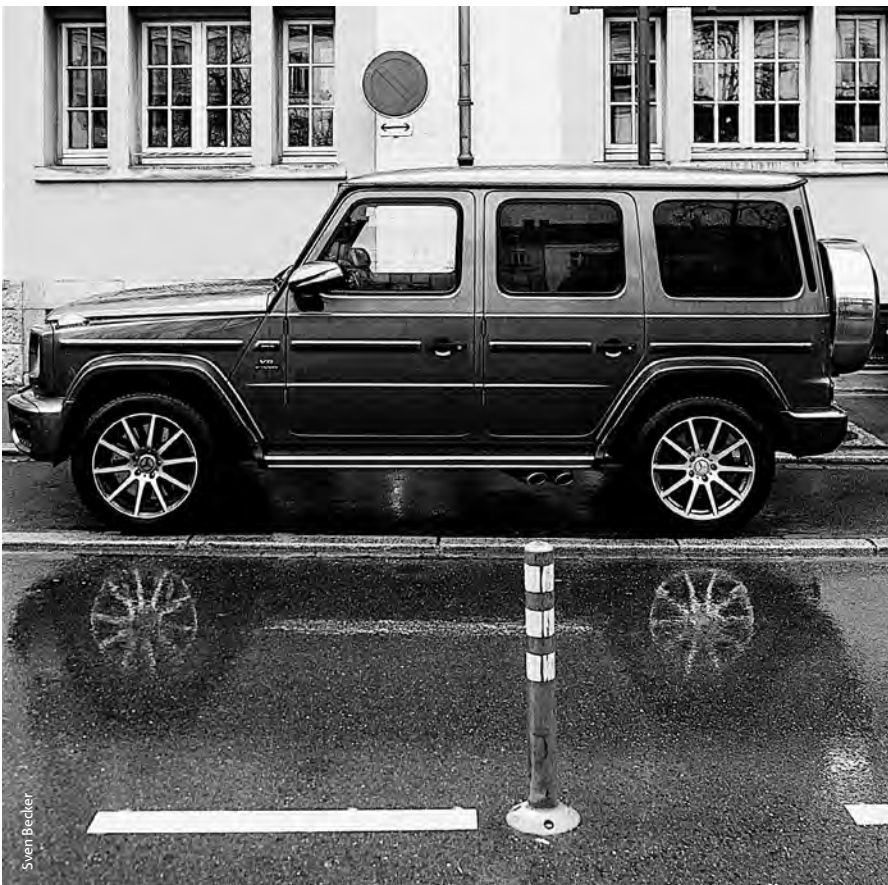
Für die ADR sind die Fahrerinnen geräuschlos gleitender Elektroautos kosmopolitisch, woke, vegan, verweichlicht. Benzinmotoren sind solide, bodenständig. Sie lärmen und stinken wie richtige Männer.

Elektroautos sind Fahrzeuge für Leute in Hesperingen und Mamer. Die ein Eigenheim mit Garage und Ladestation besitzen. Die kurze Strecken ins Büro, zum Supermarkt fahren. Die 20 000 Euro für einen Akku im Fahrzeugboden ausgeben. Die staatliche Zuschüsse in Höhe von drei Mindestlöhnen erhalten. Elektroautos retten nicht das Klima. Sie retten die Automobilindustrie.

Benzin- und Dieselfahrzeuge sind politisch unkorrekt. Wie alte Pirelli-Kalender und der Tanktourismus. Am 12. September erhielt die ADR Unterstützung vom Automobilclub. Präsident Yves Wagner: „[N]os membres rejettent l'électrique cent pourcent. Il ne faut pas prendre les gens pour des imbéciles. On ne peut pas leur raconter n'importe quoi.“

Die anderen Parteien versprechen, dass alles so bleibt, wie es ist. Sie wollen die halbe Million Autos im Land nicht abschaffen. Die ADR verspricht, dass alles wieder wird, wie es war. Sie will den Verbrennungsmotor nicht abschaffen.

Die ADR verspricht, Auto zu fahren wie früher. Ohne Gedanken an Qualm und Staub. Ohne schlechtes Gewissen. Spitzenkandidat Fred Keup schwärmt: „La vie était meilleure avant, au Luxembourg, dans les années 90, par exemple“ (*L'Essentiel*, 14.9.23). ● Romain Hilgert



Benzin- und Dieselfahrzeuge sind politisch unkorrekt.

Wie alte Pirelli-Kalender und der Tanktourismus



Déi Lénk setzt auf grafische Elemente und die Stimme von Serge Tonnar

„Lauschter d’Stëmm“

Stéphanie Majerus

Déi Lénk erwartet keine großen Zugewinne. Trotzdem ist die Stimmung parteiintern heiter. Eine neue Generation orientiert sich derweil an Identitätspolitik

Gary Diderich, Ko-Parteisprecher von déi Lénk, zeigt sich am Freitagabend zuversichtlich – die zwei Parlamentssitze werde die Partei am 8. Oktober behalten. Déi Lénk hatte letzte Woche in das Sang a Klang im Pfaffenthal auf einen Wahlabend geladen. Aus der Basis kommen pessimistischere Töne: „Es wird knapp“; „kann sein“, „vielleicht verlieren wir den zweiten Sitz“. Bei den Gemeindewahlen vor drei Monaten fiel déi Lénk von acht auf sechs Sitze zurück. In Schiffingen konnte sie zwar durch eine neue Liste ein Mandat im Gemeinderat erringen, in der Hauptstadt, Esch/Alzette und Sassenheim verlor sie jeweils ihren zweiten Sitz.

Am Freitag ist die Partei in Wahlkampfstimmung. Die Wahlschlappe von Juni scheint vergessen. Zu Beginn des Abends steht Line Wies am Rednerpult in einem engliegenden roten Kleid – rot sind auch die sie umgebenden Wahlplakate. Es bedürfe eines „radikalen Bruchs mit einem System, das uns ausnutzt, krank macht und unsere Lebensgrundlage wegfrisst“. Die Escherin fordert eine Arbeitszeitverkürzung gegen den Widerstand der Führungskräfte. Und zeichnet mit einem nach vorne gerichteten Blick, dass für Arbeiter/innen „an all Kand, dat elo gebueren gëtt, nach alles ze gewinnen ass – mat déi Lénk“. Mit ihren offensiven Spitzen und präzise gesetzten Wortwiederholungen spielt sie in der Rhetorik-Liga des Süd-Spitzenkandidaten und Schauspielers Marc Baum.

Auf ihn zählt man nun für Oktober. In Esch-Alzette nämlich vereinnahmte Marc Baum die meisten Stimmen im Ge-

meindewahlkampf, obwohl er nicht Spitzenkandidat war. Der erfahrene Politiker ist ein Aufmerksamkeitsmagnet, der vor einem Mikrofon komplizierte Sachverhalte allgemein verständlich herunterbrechen kann. Am Freitag freut er sich über die „Kraft und Energie“, die den nationalen Wahlkampf trägt. Schwenkt gleich über zum Cargolux-Streik, der einige Stunden zuvor losbrach: Zu beobachten sei „Zynismus und Klassenkampf von Oben“. Im Raum waren mehrere OGBL-Vertreter anwesend, unter anderem der Zentralsekretär David Angel. Süd-Spitzenkandidatin Carole Thoma hebt in ihrer Rede hervor, déi Lénk sei häufig das einzige Sprachrohr der Gewerkschaften. Zum Cargolux-Streik gab es bisher von den Regierungsparteien „kee Mucks“. „Trotz Milliarde-Beneficer wëll d’Cargolux de Fuerderung vun der Gewerkschaft net nokommen“, so die auf Brückenbau spezialisierte Ingenieurin. In den vergangenen Jahren habe man sich in der Kammer immer wieder für Arbeiter/innen eingesetzt und Gesetzesvorschläge eingereicht, um Kündigungen aus ökonomischen Gründen zu verbieten und die Regelung der Plattformarbeit voranzutreiben. David Wagner, Spitzenkandidat im Zentrum, fährt fort: „ADR, DP, CSV, Piraten – nie haben sie Zeit, um Arbeiter/innen entgegenzukommen, immer stehen ihnen Krisen im Weg – vergangene oder anstehende.“ 1918 hätten sich unsere Ur- und Urur-Großeltern für eine Arbeitszeitverkürzung auf acht Stunden eingesetzt. „A mir feiern dee Kampf wieder.“

Überhaupt stehen sozialökonomische Belange bei Déi Lénk im Vordergrund: Man will eine 32-Stunden-Woche einfüh-

ren und den Mindestlohn um rund 300 Euro erhöhen. Güter wie Wasser, Strom, das Gesundheitswesen und die Mobilität sollen in öffentlicher Hand bleiben oder in sie überführt werden. Das Geld für die Umverteilung will déi Lénk bei den Kapitaleigentümern holen und fordert eine Vermögens- und Erbschaftssteuer in direkter Linie und eine Anhebung der Einkommenssteuer für Unternehmen auf 20 Prozent. Luc Frieden und Xavier Bettel mahnen angesichts linker Politik unerlässlich vor Unternehmens- und Kapitalflucht. Déi Lénk möchte deshalb, dass auf internationaler und europäischer Ebene gegen Steuerflucht vorgegangen wird.

Im Sang a Klang ist man heiter. Noch im Gemeindewahlkampf hätte man nicht auf knackige, einprägsame Slogans gesetzt. Man sei eine Partei, die dazu tendiere, zu intellektualisieren, Details zu zerreden, ideologische Traditionen immer wieder aufzurollen, von großen Utopien zu träumen, stets dicke Bretter bohren zu wollen – während andere Parteien ihre Botschaften öffentlichkeitswirksam hinklatschten. Das aber sei nun anders. Déi Lénk rekurriere jetzt auf Formate, die Inhalte einem breiten Publikum vermitteln. Im offiziellen Werbespot für die Kammerwahlen spielt die Partei mit grafischen Elementen, Rhythmus und Epanalepsen (in diesem Fall beginnt jeder Satz beginnt „mat léns“). Knappe veranschaulichende Sätze sollen eine politische Botschaft auf den Punkt bringen („Klimaschutz, deen all Mënsch sech leeschte kann“). Der Spot wurde von Serge Tonnar produziert und von ihm vertont. Im Rahmen des Wahlkampfes legte er am Mittwoch mit dem Musikvideo „Mat léns“ nach. Darin singt er zunächst mit Irina Holzinger und schließlich weiteren Kandidat/innen: „Lauschter d’Stëmm, du hues näischt ze verléieren.“ Die Aufnahmen wurden in der Mine von Hussigny-Godbrange aufgenommen; ein Augenzwinkern angesichts dieses Anachronismus, und Minett-Romantik sucht man allerdings vergeblich.

Während ihre Vorredner/innen einen seriösen Tonfall auflegten, ist Ana Correia da Veiga Einstieg zunächst erfrischend locker. Als sie auf die Bühne tritt, lacht sie: „Ich musste jetzt ganz langsam gehen, um nicht über die Treppensätze zu stolpern.“ Und ruft Mitstreiterinnen auf die Bühne. Um dann ebenfalls ernst zu werden: Es sei wichtig, feministische Werte im Alltag, in der Parteistruktur und im Wahlkampf zu leben, sagt sie ins Mikrofon. Unsere Gesellschaft behandle Frauen, LGBTQ- und nicht-weiße Menschen als minderwertig. Deshalb sollte man Gewalttaten gegen diese Gruppen gezielter erfassen, wie beispielsweise den Feminizid. Hierbei handle es sich nicht um Mord aus Leidenschaft, sondern es gehe um die Objektivierung der Frau: „Wann ech dech net ka kréien, da soll och keen aner dech kréien“, resümiert sie die Tatmotive. Diskriminierungen sollten gesetzlich strenger geahndet werden.

Falls David Wagener im Oktober in die Kammer gewählt wird, wird Ana Correia da Veiga möglicherweise durch das Rotationsprinzip der Partei nachrücken. 2020 ist sie so bereits in den Gemeinderat der Hauptstadt gewählt worden. Im Juni allerdings reichte es nicht mehr, um einen Kommunalposten zu sichern. Ihre Eltern wurden im Kap Verde geboren, sie ist in Bonnevoie aufgewachsen, wo sie zunächst in der katholischen Kirche im Chor sang. Die Älteste von vier Geschwistern politisierte sich später im Comité Spencer (der 2015 aufgelöst wurde), einem Verein, der sich für eine gewaltfreie Gesellschaft einsetzte sowie sich mit den schulischen Nachteilen von Lusophonen befasste. Als 20-Jährige beginnt sie sich für den brasilianischen Pädagogen Paulo Freire zu interessieren und wie das Theater gesellschaftspolitische Themen aufgreifen kann. Schließlich entscheidet sie sich, beruflich als Sozialpädagogin in der Kinder- und Jugendbetreuung zu wirken. 2013 nimmt sie erstmals an den Nationalwahlen teil.

An der Themenwahl von Ana Correia wird eine Neuausrichtung der Partei deutlich, vielleicht sogar ein Bruch zwischen den Generationen – nämlich die Einbeziehung von Identitätspolitik. Noch vehementer legt Mara Stieber den Fokus hierauf: „Ich stehe für eine queerfeministische und anti-rassistische Politik“. Die 26-Jährige, die sich auf *LinkedIn* als „freelance writer and researcher based between London and Luxembourg“ bezeichnet, ist eine von elf Kandidat/innen der Jonk Lénk. Die Identitätspolitik sorgt für Reibungsfläche innerhalb der internationalen Linken. Der Vorwurf steht im Raum, die Analyse von ökonomischen Sachverhältnissen sei durch kulturpolitische Prioritäten und Identitätspolitik verdrängt worden. Der slowenische Philosoph Slavoj Žižek moniert, immer mehr Studien würden nicht mehr Klassenzugehörigkeit untersuchen, sondern ethnische Minderheiten als Hauptkategorie anführen und somit ökonomische Ungleichheit implizit als simples Diskriminierungsproblem umdeuten. Identitätspolitik habe einen entpolitisierenden und polarisierenden Effekt: Statt ein gemeinsames solidarisches Projekt in den Vordergrund zu stellen, würde sich auf partikuläre Identitäten und deren Interessen kapriziert. Differenzen statt Gemeinsamkeiten würden betont; es existiere nun keine Menschheit mehr, sondern nur noch Träger von Identitäten. Der Ökonom Wolfgang Streek nennt Identitätspolitik eine „überschwängliche Buntheitsrhetorik“, eine Art pseudopolitische Spielart der befindlichkeitsfixierten Selfie-Kultur und somit bestens vereinbar mit der kapitalistischen Konsumkultur. Der linke Historiker und Journalist Ian Buruma führt seinerseits aus, man habe die Armutsbekämpfung gegen kulturelle Anliegen eingetauscht. Je schwächer die Gewerkschaften wurden, desto deutlicher schritt diese Verlagerung auch in linken Kreisen voran.

Mit ihren offensiven Spitzen und präzise gesetzten Wortwiederholungen spielt Line Wies in der Rhetorik-Liga des Süd-Spitzenkandidaten und Schauspielers Marc Baum

Man sehe sich zunehmend mit Virtue-Signaling, einer Art angelsächsisch-protestantischer Bekenntniskultur, konfrontiert.

Mara Stieber sieht das anders. Identitätspolitik biete „eine komplexere und vollständigere Analyse der Verhältnisse“. Falls die kapitalistische Produktionsweise abgeschafft wäre, seien Frauen und Minderheiten trotzdem weiterhin unterdrückt. Sie beachte Ungleichheiten gleichermaßen entlang Gendernkategorien, *Race* und ökonomischem Kapital. „Falls déi Lénk junge Wähler erreichen will, ist es nicht verkehrt Identitätspolitik miteinzubeziehen“, so die auf Gender Studies spezialisierte Mara Stieber. Im Anschluss an das Gespräch mit dem *Land* schickt sie eine *Whatsapp*-Nachricht und erklärt, den Begriff *race* würde sie auf Englisch verwenden, weil er eine „analytische und keine biologische Kategorie sei“ und sie keinen gleichwertigen Terminus auf Luxemburgisch und Deutsch nennen könne. Luxemburgisch ist ihre Muttersprache, aber sie denkt auf Englisch.

Umweltthemen und die Herausforderungen angesichts des Klimawandels stellt Laurent Fisch im Sang a Klang in den Vordergrund. „Häusersanierungen müssen vorfinanziert werden“, wiederholt er die Forderung von déi Lénk. Laut Programm will man bis 2030 die Anwendung von Kunstdünger um 80 Prozent reduzieren. Außerdem fordern sie eine progressive Preisstaffelung für überschüssigen Wasserverbrauch und die Ausweisung weiterer Wasserschutzzonen. Überhaupt fiel am Freitag öfters die Wendung: „Mir si méi gréng wéi déi Gréng“. Eigentlich arbeitet der 55-jährige Laurent Fisch parteiintern eher auf Datenschutzthemen, aber dies sei ein technischer Randpunkt, deshalb habe er Umwelttopoi besetzt. Der Anwalt ist ein politischer Neuling. 2015 begegnete er auf einer griechischen Insel Flüchtlingen – das habe ihn politisiert. „In Bech habe ich zunächst auf lokaler Ebene Kleidersammel-Aktionen mitorganisiert, vor fünf Jahren bin ich schließlich bei déi Lénk Mitglied geworden“. Er ist von seinem ersten Wahlkampf „zugleich erschöpft und ganz froh, dabei zu sein“.

Gary Diderich ist im Gegensatz zu Fisch seit seiner Jugend zivilgesellschaftlich aktiv. Mit 16 Jahren engagierte er sich im Movement Ecologique und beäugte Parteipolitik zunächst skeptisch. 2009 änderte er seine Position und trat déi Lénk bei. Seit 2016 ist er deren Ko-Parteisprecher und Gemeinderat in Differdingen. Später am Wahlabend lässt er durchscheinen, dass eine Positionierung gegenüber dem Krieg in der Ukraine umschiffen wurde, da das Nationalkomitee keine einheitliche Position in puncto Waffenlieferungen finden konnte. „Es gibt keine schwarz-weiß Antwort auf die Frage nach Waffenlieferungen. Für den nationalen Wahlkampf sind andere Schwerpunkte wie Lösungen für Umwelt- und Immobilienprobleme ohnehin relevanter“, meint der Spitzenkandidat aus dem Süden.

Kann déi Lénk ihre Mandate im Oktober retten? Während der Kommunalwahlen äußerte David Wagner bestimmte Unwägbarkeiten, die auch für die Nationalwahlen gelten: Ob die Linke ehemalige LSAP-Wähler/innen überzeugen kann, für sie zu stimmen. Ob sie Protestwähler abfangen kann, oder ob diese überwiegend die Piraten wählen? Ob sie sich als grüne Alternative etablieren konnte? Hinzu kommen Faktoren, die die Linke europaweit schwächen, wie die Atomisierung und Entsolidarisierung der Arbeiterbewegung, die Überpolitisierung von Trivialem aber der Rückzug aus zivilgesellschaftlichem Engagement und Vereinen. Der Absolutsetzung des eigenen Ichs und dem Trend hin zum Libertären und Rechtspopulismus. Ob mit einem oder zwei Sitzen – déi Lénk wird Oppositionspartei bleiben. Ana Correia da Veiga witzelte unlängst über diesen Dauerstatus: „Mir hunn eis an der Opposition professionalisiert.“ ●

Quand un marché déraile ...

De tout temps, l’accession à la propriété immobilière a été facteur d’inégalités. Très limitée jusqu’au milieu du 20e siècle, l’accès à la propriété s’est ensuite répandu en Europe lors de la constitution d’une classe moyenne patrimoniale dans un contexte de forte croissance économique. La situation s'est de nouveau renversée à la fin du siècle avec la remontée des inégalités de patrimoine conjuguée à l’accroissement général de la valeur du sol. Progressivement une part croissante de la population a été exclue de la propriété immobilière. Aux inégalités de revenu vient s’ajouter une dimension générationnelle puisqu’au fil du temps nombre de jeunes ménages ne peuvent devenir propriétaires qu’avec l’aide de leurs parents ou d’un héritage. Ces évolutions profondes marquent un marché de l’immobilier qui rappelons-le n’est pas un marché comme un autre, tant se loger est un besoin essentiel dont la non-satisfaction a des conséquences socio-économiques, psychologiques et sociétales importantes.

La situation du partage de la propriété est préoccupante au Luxembourg. Nous assistons en réalité à la crise d’un modèle de production de logements qui a débuté dès le début du 21e siècle. Ce modèle a conduit à un gonflement de plus en plus important du patrimoine des ménages propriétaires au prix d’un accroissement inquiétant des inégalités entre les propriétaires et les non-propriétaires d’une part, et, au sein même de la population propriétaire, entre ceux ne détenant que le bien qu’ils occupent et ceux détenant de nombreux logements et du foncier constructible.

Cet article puise dans les recherches menées au LISER ces dernières années, et notamment au sein de l’Observatoire de l’Habitat, pour retracer la mise en place de ce modèle de production de logements et tirer des leçons des maux qu’il entraîne actuellement au sein de notre société.

Pour commencer, quelques chiffres :

1. Le Luxembourg a connu une augmentation astronomique des prix des logements. Les prix de vente des logements existants, des logements neufs et des terrains à bâtir ont tous plus que doublé entre 2010 et 2022. Le **graphique 1** ci-dessous montre que la crise de 2008-2009 n’a eu qu’un effet mineur sur l’augmentation des prix et que leur envolée depuis fin 2017 est en total décrochage par rapport aux loyers. Deux conséquences : le rendement locatif est plombé et les ménages non-propriétaires sont incités à rester locataires plutôt que de tenter d’acheter.
2. Notre pays ne construit pas assez de nouveaux logements pour satisfaire la demande croissante des nouveaux ménages. Rappelons que la population luxembourgeoise a augmenté de près de 25% de 2011 à 2021. Le creusement du déficit de logements est particulièrement prononcé depuis 2002, date depuis laquelle la production de logements n’a plus jamais atteint le nombre de nouveaux ménages. Bien qu’une partie de ce manque ait probablement été comblée par la densification du stock de logements (sous-division, location de chambres, co-location, etc.), une pression grandissante de la demande s’exerce sur les prix depuis le début du 21e siècle (**Graphique 2**).
3. Une part non négligeable des nouveaux logements n’a pas été acquise par des ménages mais par des investisseurs à la recherche de placements refuges après la crise de 2008. Depuis 2015, ceux-ci ont représenté entre un tiers et la moitié des acquéreurs d’appartements neufs, avec des achats concentrés dans les cantons de Luxembourg et d’Esch-sur-Alzette. A Dudelange par exemple 46% des appartements neufs vendus entre 2012 et 2018 ont été acquis par des multipropriétaires détenant déjà d’autres biens immobiliers dans le pays. La multipropriété s’est donc développée au Luxembourg depuis le début des années 2000.

Ces trois constats permettent de dresser un portrait de l’évolution d’un modèle de production de logements qui montre aujourd’hui ses limites. Ce modèle repose sur une demande forte pour le logement, tirée par la croissance rapide de la population. Cette demande est néanmoins également influencée par les politiques publiques, capables de modifier de manière fondamentale les conditions du marché tant par les contraintes de la réglementation qu’ils imposent, par les aides diverses qu’ils distribuent, ou par le cadre légal ou réglementaire qu’ils fixent aux outils financiers. De ce point de vue, le niveau actuel des prix est le résultat d’une double tendance : la perpétuation d’une aspiration sociétale à devenir propriétaire, fruit d’une longue politique de soutien aux ménages pour accéder à la propriété d’une part, et l’émergence d’une nouvelle demande pour des logements de la part d’investisseurs d’autre part. En effet, le système socio-fiscal actuel distribue à la fois des aides au logement aux ménages les moins aisés et des avantages fiscaux aux plus aisés, en particulier à ceux qui tirent des revenus issus de la location de biens.

Ce qui est interpellant, c’est que, face à la demande très forte, la production de logements soit restée étonnamment stable depuis les années 1990 – traduction des difficultés de longue date du Luxembourg à accélérer le cycle de production de logements et à mobiliser le foncier pour la

production de logements. Depuis 2007, on constate d’importantes réserves de terrains constructibles non-exploitées pour l’habitat.

En 2023, on estime que jusqu’à 161.500 logements pourraient être construits si les réserves de terrains constructibles pouvaient être mobilisées.

Les terrains potentiellement constructibles sont majoritairement en main privée, et leur détention est concentrée. Il y a au Luxembourg 100 personnes physiques détenant en moyenne près de 30 millions d’euros de terrains constructibles chacune, et cinq promoteurs locaux détenant en moyenne 500 millions d’euros de foncier chacun. En l’absence d’impôt foncier véritable et de non-imposition des successions en ligne directe, l’attente d’une plus-value supérieure dans le futur ralentit inévitablement la mise à disposition de terrains pour la construction.

Le profond virage récent de la politique du logement en faveur du logement public abordable s’est accompagné d’un activisme de la main publique sans parallèle historique dans l’acquisition de terrains pour le logement : la part des entités publiques dans la détention de ce type de terrains est en effet passée de 7,8% en 2013 à 14,5% en 2022.

Mais cette montée en puissance récente des acquisitions par l’Etat n’a pas encore eu le temps de produire d’impact majeur sur la création de nouveaux logements. Les efforts pour stimuler cette production comme le Pacte Logement se sont heurtés à la lenteur du cycle de production et aux réticences et au manque de capacité des communes à faire face à l’augmentation de leur population. Plutôt que de stimuler la production de logements, d’autres mesures de l’Etat comme les mesures fiscales incitant l’investissement immobilier ont surtout entraîné un changement dans la demande de logements. Profitant de la défiscalisation et pariant de plus en plus sur les plus-values futures, les investisseurs ont pu acheter plus rapidement et en plus grande quantité que les primo-accédants et sont donc devenu une maille essentielle du financement de projets immobiliers. Les promoteurs qui ont intégré ces évolutions dans leurs *business models* se sont de plus en plus tournés vers eux et vers leurs potentiels de financement pour les pré-réservations.

Le modèle de production de logements du Luxembourg n’était donc sans conteste soutenable sur la durée. Si le taux de propriété a pu se maintenir face à la demande grandissante d’investisseurs pour le logement — grâce à l’allongement de la durée des crédits et aux taux d’intérêts faibles depuis la crise financière de 2009 — la compétition entre ces deux pans de la demande, conjuguée aux rigidités de l’offre, a fait exploser les prix du logement. Et c’est l’augmentation astronomique des prix à partir de fin 2017 qui a commencé à gripper la machine.

La décision politique en 2020 de limiter les incitatifs fiscaux pour les investisseurs et notamment les

avantages de l’amortissement accéléré a porté un coup à la demande d’investissement. Depuis la remontée des taux d’intérêts à partir de 2022, ce coup a été démultiplié et les investisseurs se sont naturellement détournés de la pierre au profit d’autres placements plus avantageux. A la chute de la demande des investisseurs dans le logement s’est ajoutée une perte significative de pouvoir d’achat, d’environ 20 à 30% pour les acheteurs. De plus en plus de ménages, y compris des ménages relativement aisés, doivent se tourner vers la location. Ceci met une nouvelle pression sur le marché locatif et permet aux bailleurs d’ajuster les loyers à la hausse : +11.1% entre 2022 et 2023, alors que la variation annuelle moyenne entre 2010 et 2022 tournait autour de 4%.

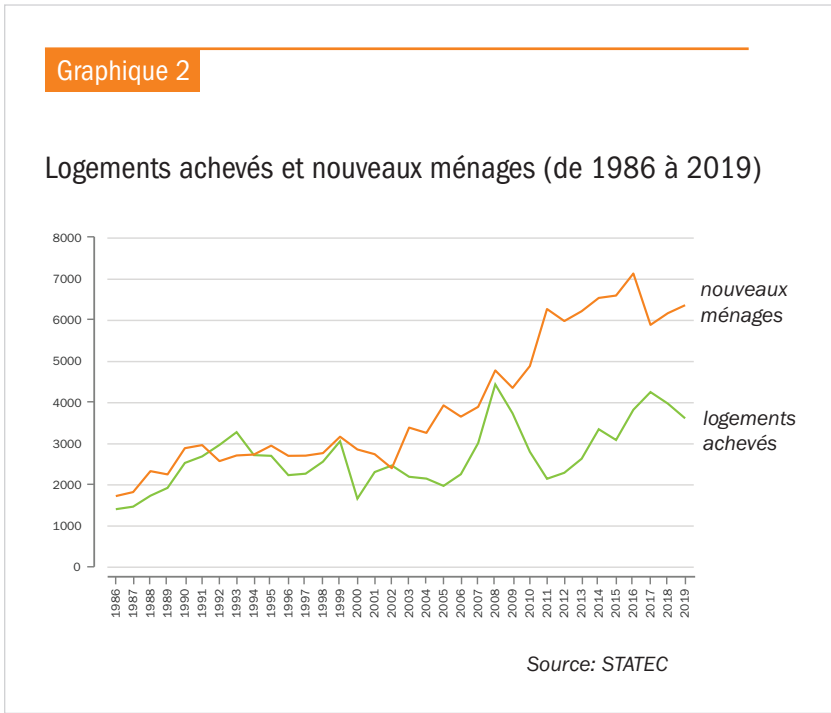
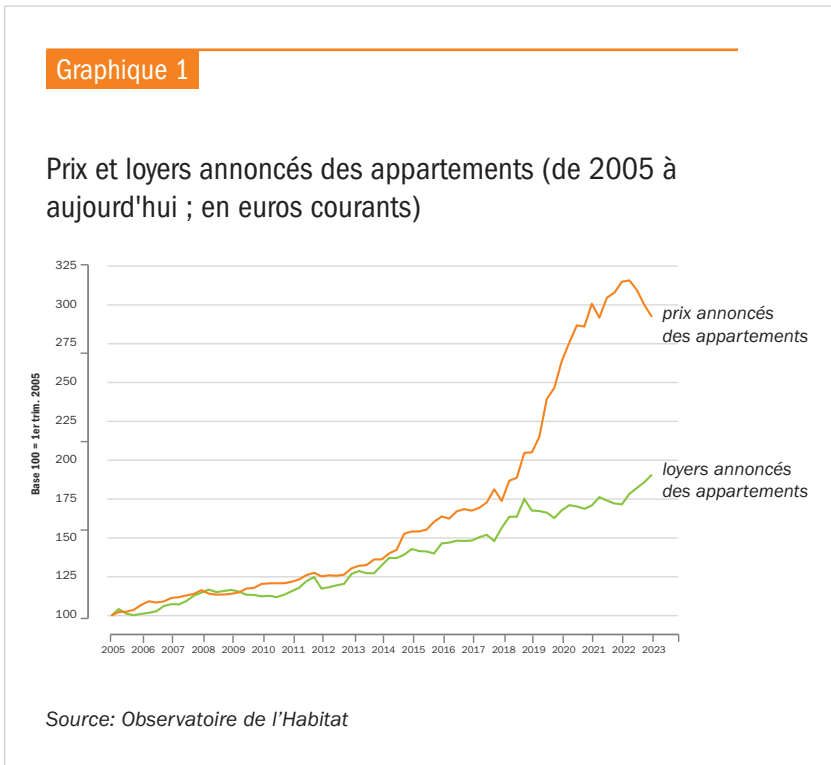
Or la situation des ménages locataires au Luxembourg était déjà critique en 2019, avant la crise du COVID-19, la guerre en Ukraine et l’inflation : ils payaient déjà la plus forte proportion de leur revenu et même jusqu’à plus de la moitié de leur revenu pour leur loyer. La crise actuelle vient donc aussi encore aggraver de manière dramatique la situation des locataires. Le coût du logement, en englobant une part substantielle des ressources des ménages, augmente fortement le risque de déprivation car « le reste à vivre » des ménages les plus vulnérables n’est plus suffisant pour remplir les autres besoins, en ce compris certains besoins des enfants.

Un des indicateurs incontestables de la crise est l’explosion du nombre de ménages candidats à un logement en location abordable, avec une hausse de 43% de candidats ces deux dernières années.

Parmi ces candidats nous retrouvons surtout des personnes seules, des familles monoparentales et des familles nombreuses, qui ne trouvent pas d’offre abordable sur le marché. La crise du modèle de production de logements se transforme en crise sociale en affectant une grande partie des ménages du pays, des plus modestes aux classes moyennes du fait du très faible nombre de logements locatifs publics protégés des secousses du marché immobilier.

Aujourd’hui, le nombre de nouveaux logements mis sur le marché s’est effondré, ce qui limite pour l’instant une chute trop brusque des prix des logements. Certains promoteurs, et surtout ceux qui sont ancrés localement et qui ont des réserves foncières importantes, semblent préférer mettre leurs biens en location que vendre. Pour sortir de cette crise, il faut réinventer un nouveau modèle, qui s’éloigne de la configuration actuelle.

Il importe également de mettre fin aux incitatifs directs ou indirects à la thésaurisation du foncier constructible. En attendant qu’une telle transformation se mette en place, et au vu du nombre croissant de ménages aujourd’hui victimes ou exclus du marché, l’intervention accrue de l’Etat dans la production de logement locatifs abordables, est une mesure d’urgence indispensable. Parmi les autres mesures urgentes, le soutien au paiement du loyer des ménages vulnérables qui n’ont pas ou pas encore accès à un logement abordable devrait être renforcé.



Le nouveau modèle de production doit se bâtir autour d’un objectif de soutenabilité sociétale du marché du logement – un bien dont la valeur ne se résume pas à la seule valeur de marché.

Le nouveau modèle devra impérativement reposer sur la réalité socio-économique de notre pays. Il devra tenir compte du fait que le logement au-delà de sa valeur de marché a une valeur sociale majeure et qu'il est un facteur déterminant pour la cohésion de notre société ainsi que pour l'attractivité et la compétitivité de son économie.

Aline Muller et Antoine Pacoud
Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)
Vincent Laborderie
Université Catholique de Louvain



Mars di Bartolomeo (LSAP) in seinem Wohnzimmer



Sven Clement (Piraten) in seiner Küche

Das Spiel mit der Aufmerksamkeit vor dem Wahlkampf erreicht langsam seinen Zenit. Und wir sind um einiges schlauer, vor allem dank neuer Formate, die uns die Politiker/innen „näher“ bringen. Wir wissen nämlich nun, welche Farbe der Wohnzimmerschrank von Mars di Bartolomeo (LSAP) hat, wie David Wagner (Déi Lénk) das Basilikum stampft, um das perfekte *Pistou* hervorzuzaubern – und, dass viele Politiker/innen Sahne von Luxlait bevorzugen.

Sogenannte Homestories haben gerade Konjunktur, sowohl auf RTL als auch auf den parteieigenen Kanälen. Die LSAP etwa begann im April, Einblick in die privaten Räumlichkeiten ihrer Kandidat/innen zu gewähren, ganz nach dem (deutlich professioneller produzierten) 73 Questions-Format von *Vogue*. „Doheem beim Mars di Bartolomeo“ hieß die erste Folge: „Mars“ führte durch sein Haus, stellte uns seine schlafende rothaarige Katze namens Tiger vor und lobte, ein Stück Stahl in der Hand, seinen Vater und Großvater, beide für die *Schmelz* tätig, für den Sinn für Gerechtigkeit und Solidarität, die sie ihm eingepflanzt hätten. Mittlerweile umfasst die Serie neun Videos. Die Frage: „Wieviel Privatsphäre opfert man dem Stimmenfang?“ beantworten die Politiker/innen dabei unterschiedlich: Während Lydia Mutsch dem Kameramann die Tür ihrer „Villa blanche“ vor der Nase zumacht, um sich von ihm zum Markt begleiten zu lassen, zeigt Simone Asselborn-Bintz ihre Bibliothek samt luxemburgischen Theaterwerken. Francine Cloesener ist eher zurückhaltend, das Innendesign ihres Hauses bleibt dem Zuschauer vor-enthalten, sie setzt sich für das Interview auf ihre Terrasse. Dan Biancalana, sichtlich nervös, kann den Gang auf den Balkon samt Espresso scheinbar kaum abwarten, nachdem etwas zu lange in seiner Küche verweilt wurde.

Die Videos klicken sich trotz ihrer gestelzten und banalen Manier prächtig – mit um die 38 000 Ansichten sind sie die erfolgreichsten auf dem parteieigenen LSAP-Youtube-Kanal, wahrscheinlich auch gerade weil sie so peinlich anmuten. Auch das Magazinformat „Politik & Pasta“ von RTL präsentiert uns die Spitzenkandidaten in familiärem Umfeld, diesmal hinter dem heimischen Herd, um ein – Achtung, menschnäher geht es nicht – Nudelgericht zu kochen. Die einen meisterten die Übung entspannter als die anderen: Denn es geht weniger um Politik als um Smalltalk und Slow-Motion-Aufnahmen von weißen Schürzen, zum Teil untermalt mit Musik, die man

„Die Menschen interessieren sich immer mehr für die Person als für den politischen Diskurs.“

Steve Schmit, Content-Direktor von RTL

„sexy“ nennen könnte, während Zwiebeln, Möhren oder Speck geschnippelt werden.

„Braucht man das? Nein. Heißt das, dass man die Sendungen nicht produzieren sollte? Nein“, sagt Steve Schmit, Content-Direktor von RTL, im Gespräch mit dem *Land*. Es handle sich bei den Sendungen um komplementäre Formate zu den Nachrichtensendungen, in denen politische Inhalte diskutiert würden. Doch auch er erkennt, dass der Druck, sich persönlich zu profilieren, in den letzten Jahren größer geworden ist. „Die Menschen interessieren sich immer mehr für die Person als für den politischen Diskurs“, erklärt er. Dadurch, dass die großen Parteien inhaltlich immer mehr zueinander gerutscht wären, müssten die Politiker/innen andere Wege finden, ihr Profil zu schärfen. Das Konzept sei für diese Formate immer, das Publikum über den „Menschen an den Fakt“ zu bringen. Heute gehöre das wohl einfach dazu, wenn man sich politisch engagiere. Die Formate sind von den Klickzahlen jedoch nicht zu vergleichen mit „Background“, „Kloertext“ oder „Journal“, die deutlich mehr angeschaut werden, erläutert Steve Schmit.

Nähe-Distanz-Problem

Sarah Pepin

Die Personalisierung des Wahlkampfs schaukelt sich weiter krampfhaft hoch, sowohl in den sozialen Medien als auf den traditionellen Kanälen

Hierzulande, wo die Größe einen anderen Umgang zwischen den Menschen diktiert, ist man den meisten Politiker/innen jedoch sowieso automatisch „näher“: Sie stehen ohne Bodyguard auf dem *Stater* Markt oder der Schieberfouer herum. Das Spiel mit der Nähe treiben sie weiter, indem sie das Identifizierungspotenzial bei den Wähler/innen mit Slogans wie „No bei dir“ wecken. „Ich bin wie du!“ lautet die Botschaft dahinter. Es scheint, als könne der politischen Karriere nichts schädlicher sein als Menschenscheu oder vermeintliche Abgehobenheit. Das Wahlsystem des *panachage*, das das „Wählen nach Köpfen“ und persönlichen Sympathien verstärkt, trägt zu einer – immer schon – vergleichsweise hohen Personalisierung der politischen Debatte bei.

Neu ist diese Art von Homestory nicht, auch in den 1990-er- und Nullerjahren gab es Fotostrecken der Politiker im *Télécran* oder in der *Revue*. Der *fun fact* zu Jean-Claude Juncker war, dass er einen Flipper in der Garage hat, den er gern bespielt. Heute singt Premier Xavier Bettel (DP) im Weinkeller von Grevenmacher mit den Gästen und streamt das Ganze auf seinem *TikTok*-Kanal, um die Gen Z zu erreichen. Der mediale Wandel beeinflusst die politische Kommunikation also zunehmend, die eigene Inszenierung hat sich angepasst, ist intensiver und diversifizierter geworden. Xavier Bettel war einer der ersten, der *Facebook* beim Wahlkampf 2009 aktiv nutzte. Was das Kochen angeht, zog er es nun vor, seiner Ko-Spitzenkandidatin den Vortritt zu lassen, vielleicht auch aus Sicherheitsbedenken. Wie alle anderen macht Bettel sich die sozialen Medien zu eigen, um seine Sichtbarkeit und Beliebtheit zu steigern und seine Inhalte zu verbreiten.

Die traditionellen Medien mussten ihre hegemoniale Stellung in den letzten zehn Jahren vermehrt aufgeben und stehen, in der Logik der Aufmerksamkeitsökonomie, stark unter Druck, mit den neueren,

schnelleren Medien irgendwie mitzuhalten. Auch aus diesem Grund werden spielerische Formate multipliziert: Kinderreporter bei „Kleng freet Grouss“ oder auch Politiker, die auf Hass-Kommentare aus dem Netz reagieren (inspiriert von *Jimmy Kimmel Live*, anno 2012). Die Formate führen den Zuschauern die Kandidaten als wahlweise lustig, kinderlieb oder kumpelhaft vor. Diese Personalisierung nehmen die Kandidat/innen in Kauf, je nach Charakter fördern sie sie aktiv.

Das Phänomen der Personalisierung sei auf die späten 1960-er Jahre und die „Trudeaumania“ unter Pierre Trudeau, Vater vom derzeitigen kanadischen Premier Justin Trudeau, zurückzuführen, schrieb der Politologe Ian McAllister bereits 2007 in dem Aufsatz *The personalisation of politics*. Ein Jahrzehnt später stellten Margaret Thatcher und Ronald Reagan ihre jeweiligen Parteien in den Schatten und wurden zum alleinigen Symbol ihrer Politik. In anderen Ländern ließe sich ebenfalls in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhundert in Demokratien feststellen, dass Massenmedien verstärkt begannen, Namen von Politiker/innen stellvertretend für ihre Parteien zu benutzen, schreibt McAllister.

Etwa zeitgleich begann in Deutschland Willy Brandt, sich als Mensch „wie du und ich“ zu inszenieren, wie die Journalistin Tina Rohowski in ihrer Recherchearbeit *Das Private in der Politik* beschreibt. Sie erwähnt weitere interessante Thesen der Medienwissenschaft. Um einen in den Massenmedien dauerpräsenten Politiker könne sich etwa eine Art „Mediencharisma“ entwickeln, das als „unabhängiges Machtreservoir“ funktioniere: „Zahlreiche Medienauftritte, vor allem in unterhaltenden und personalisierten Formaten, prägen das ‚Image als eigenständige Person‘. Die Popularität, die daraus möglicherweise erwächst, wird dann nicht der Partei, dem Parlament oder etwa einem

Kabinetts zugeschrieben. Sie bezieht sich auf die Person und bietet damit einen Machtfaktor und ein Druckmittel gegenüber der eigentlich repräsentierten Partei oder Institution.“ Und: Die „Vermenschlichung“ könne auch dazu führen, dass, wenn ein Politiker es schaffe, sich als verlässlicher Familienvater zu inszenieren, sich diese Eigenschaft auch auf die professionelle Tätigkeit übertragen lässt – dieser Mensch könne dann damit rechnen, „ein Teil aller Familien, gewissermaßen ein Bruttonationalvater“ zu werden – was wiederum die Wählerbindung fördert. Angela Merkel, die ihr Multi-Image jahrzehntelang ziemlich erfolgreich kultivierte, hütete ihr Privatleben sehr. Obwohl es zu Berliner Stadtführungen immer noch dazugehört, ihre Wohnung unweit des Pergamonmuseums zu erwähnen, wäre es nie infrage gekommen, dass ein Fernsightteam sie zuhause beim Kochen filmt.

Was sagen die hiesigen Politiker dazu, Kameras in ihre Küchen zu lassen? Fred Keup (ADR) fand es „eher schön“ mitzumachen, da er gerne kochte. Das Ganze sei relativ authentisch gewesen, man habe nicht „wie bei Stanley Kubrick“ jede Szene mehrmals wiederholt. Außerdem findet er, eine Reihe Journalisten zeugten selber von der Tendenz, sich mehr für die Nebensächlichkeiten zu interessieren als für die Wahlprogramme. Eigene Homestories hat die Partei nicht geplant – „aber vielleicht müsste man es machen, wenn die anderen es tun“.

David Wagner, Spitzenkandidat für Déi Lénk im Bezirk Zentrum, fühlte sich dagegen „sehr unwohl“ und war etwas irritiert, teilzunehmen. Doch man müsse als kleine Partei eben auch froh sein, einen Auftritt zu bekommen. Die Aufnahme habe zweieinhalb Stunden gedauert, von denen zehn Minuten übrig blieben. David Wagner stellt allgemein eine Entpolitisierung fest. Auch wenn es letztlich Menschen seien, die später im Parlament säßen, um Ideen umzusetzen – da sei es nicht ganz unwichtig, aus welcher Position jemand spreche. Trotzdem höre er oft, Menschen wollten „ideologiefrei“, also nach Köpfen, wählen. Er teilt die Ansicht von Steve Schmit, der Drang zur Personalisierung sei in den großen Parteien noch stärker, da sich ihre Positionen nicht sonderlich voneinander unterschieden.

Erklären kann man die in Luxemburg scheinbar erstarkende Tendenz zur Personalisierung vielleicht auch damit, dass es den Menschen hier – vergleichsweise – gut geht. Man kann sich also auf das Unwesentliche konzentrieren. Dabei wäre eine Versachlichung der Debatte gerade hier dienlicher als der Fokus auf die Politiker als Privatpersonen. ●

Eine Partei der Mitte

Peter Feist

Für die Grünen wird es ungemütlich im Wahlkampf. Sie polarisieren kaum, mangels „politischer Tiere“ und mangels großer politischer Pläne

Dienstagmorgen im *Radio 100,7*: Vom Ausgang der Gemeindevahlen dürfe man nicht auf die große Politik schließen, erklärt die grüne Spitzenkandidatin Sam Tanson tapfer. Dass Déi Gréng dort ein Sechstel ihrer Gemeinderatsmandate verloren, habe in erster Linie lokale Gründe. Vielleicht hat sie recht. Ein ziemlicher Schock, der noch immer nachwirkt, waren die Resultate vom 11. Juni für die Grünen trotzdem. Die letzte *Sonndesfro* der Ilres, wenngleich sie immer mit Vorsicht zu genießen ist, sah mit einem Minus von drei Sitzen auch nicht gut aus. Was die Schwesterpartei in Deutschland macht, registrieren Déi Gréng ebenfalls mit Sorge. Das Attribut „Verbotspartei“ ist längst ins Großherzogtum importiert.

Samstag, 16. September: *Hierschtmoart* im Zentrum von Esch. Auf der Alzettestraße lockt eine Mischung aus Braderie und Flohmarkt die Leute an. Politische Parteien versuchen das mit ihren Ständen auch. KPL und déi Lénk sind da, Piraten und ADR, DP und Déi Gréng. Die grüne Süd-Spitzenkandidatin Joëlle Welfring hält Kugelschreiber und Falbblätter in der Hand. Sie lächelt freundlich, während der Menschenstrom an ihr vorüberzieht. Manchmal fragt sie: „Wëllt Dir e Bic?“ Kaum jemand will. Was wahrscheinlich auch daran liegt, dass Welfring den Eindruck macht, als wäre sie lieber gar nicht hier. Die Leute seien ja eigentlich gekommen, „um ihre Einkäufe zu machen“. Sie einfach anzusprechen, nicht gleich loszulassen und noch eine Portion grüner Programmatik loszuwerden, „das liegt mir nicht so“, vertraut sie dem Reporter an. Und: „Ich war 47 Jahre keine Politikerin. Das hier ist mein erster Wahlkampf, ich lerne noch.“

Ein **Trost** mag sein, dass am Stand der DP auch nicht gerade der Teufel los ist, obwohl Claude Meisch dort steht. Doch selbst falls die *DP trottuarspolitisch* an diesem Tag in Esch nicht stärker zünden sollte als die Grünen, haben Letztere im Südbezirk das größere Problem: 2018 waren sie dort die drittstärkste Partei, nach CSV und LSAP, vor der DP. Drei ihrer neun Kammersitze errangen die Grünen im Süden. Von den drei damals Bestgewählten aber stehen die beiden Ersten, Félix Braz und Roberto Traversini, nicht mehr zur Verfügung. Entsprechend hoch sind die Erwartungen an das Spitzenkandidaten-Tandem Joëlle Welfring und Meris Sehovic. Muss die Spitzenfrau noch lernen, im Wahlkampf eine Rolle zu spielen, drohen die Erwartungen enttäuscht zu werden.

Dabei müsste Welfring als Umweltministerin eine der wichtigsten Protagonistinnen der grünen Politik sein – nicht nur im Süden. Müsste besonders gekonnt die Attacken parieren, die auf das Kerngeschäft der Grünen zielen, die Umweltpolitik. Dass die Attacken kommen würden, war abzusehen. Lange vorbei sind die Zeiten, als die CSV den Eindruck machte, ökologischer sein zu wollen als Déi Gréng. Als am 9. November 2019 ein außerordentlicher CSV-Kongress in Rodange bei nur einer Enthaltung ein Grundsatzdokument annahm, das Klimaneutralität als Staatsziel in der Verfassung verankert, die CO₂-Emissionen „umgehend radikal verringert“ haben wollte. Zum Beispiel durch eine höhere Besteuerung „besonders emissionsstarke[r] Autos“. Doch der Herbst 2019 war auch jener Zeitraum, in dem die Grünen mit der *Gaardenhaischen-Affäre* ihres Differdinger Bürgermeisters Roberto Traversini ein Polit-Skandal erteilte, der auch die damalige Umweltministerin Carole Dieschbourg erfasste. Gut ein Jahr später folgte die *Superdreckskecht-Affäre*. In ihrer Folge machte die CSV Politik gegen das grüne Konzept *Null Offall Lëtzebuerg*. Spätestens da hatte sie entschieden, die Schwächung der Regierungskoalition, um nach den Wahlen 2023 endlich selber wieder an die Macht zu gelangen, klappe am besten durch Schwächung der Grünen. Kein Wunder, dass die CSV im Sommer vergangenen Jahres die hohen Sprit- und Heizölpreise gegen die Umweltministerin und den Energieminister verwendete. „Herr Turmes, in Luxemburg frieren die Menschen!“, warnte Fraktionschef Gilles Roth in der Kammer. Dass der Abgeordnete Laurent Mosar bei über 30 Grad im Schatten auf *Twitter* fragte: „Darf man eigentlich noch sagen, dass der Sommer bis jetzt eigentlich ganz angenehm war?“, passte dazu natürlich nicht gerade, folgte aber der Erzählung der CSV von der „pragmatischen und ideologiefreien“ Klimapolitik „zesumme mat de Leit“, die nur mit ihr zu haben sei.

Besonders raffiniert inszenierte Kontroversen sind das gar nicht. Aber die Grünen setzten ihnen damals wenig entgegen und tun sich auch im Wahlkampf schwer damit. Ihnen fehlen „politische Tiere“. François Bausch ist noch da, doch er nimmt allmählich seinen Abschied. Joëlle Welfring hingegen mag sich am Montag auf der Bilanzpressekonferenz ihres Ministeriums nicht mal auf Nachfragen politisch äußern: Als sie bei der Renaturierung angelangt ist und die EU-Gesetzgebung erwähnt, die im Europaparlament so umkämpft war, sagt sie, in Luxemburg gebe es dazu „relativ viel Zustimmung“. Doch die beiden CSV-Abgeordneten in der Fraktion der Europäischen Volkspartei stimmten dagegen, wovon der Hesperinger *député-maire* Marc Lies von der CSV so hingerissen war, dass er auf *Facebook* tonte: „Fort mat dem gréngen Kroml!“ Was die Umweltministerin davon hält? – „Ich weiß nicht, ob ich das kommentieren soll...“, rudert sie und kommentiert es auch nicht. Fügt nur an, „ich höre auch von CSV-Bürgermeistern, dass ihre Gemeinden dank Renaturierung nun weniger Wassermassen zu bewältigen haben und dass das gute Projekte sind“.

Dass sie sich strategisch zurückhält, weil ihre Partei das so beschlossen hat, um sich eine maximale Koalitionsfähigkeit nach den Wahlen zu sichern, ist unwahrscheinlich. Zu fraglich ist geworden, wie stark die Position der Grünen noch ist; Strategiespiele auf Re-

gierungsbeteiligung führen da nicht viel weiter als auf eine dritte Auflage der Koalition mit DP und LSAP als bester Chance, wenn sich das am 8. Oktober so ergibt, weil die Kernwählerschaft zu den Grünen hält. Joëlle Welfring mag keine politischen Kontroversen. Ihre Partei weiß, was sie an ihr hat: Die ehemalige Direktorin der Umweltverwaltung, die zuvor die Umweltforschung am Centre de recherche public Henri Tudor leitete, ist eine überaus kompetente Fachfrau. Eine begabte Ministeriums-Chefin ist sie ebenfalls, aber eben auch eine Technokratin. Jedenfalls noch.

Gut möglich, dass die CSV die Schwächen der Umweltministerin einkalkuliert hat, ehe sie begann, im Wahlkampf die „Umweltprozeduren“ im Allgemeinen und die zum Naturschutz im Besonderen anzugreifen und damit alle möglichen Übel zu verbinden, unter denen Luxemburg leide. Spitzenkandidat Luc Frieden führte es beim „Optakt“ der CSV-Kampagne vergangene Woche ein weiteres Mal vor: Betriebe blieben nur wettbewerbsfähig, wenn sie nicht „Tag und Nacht an Umweltauflagen“ denken müssten. Der Wohnungsbau komme nicht voran wegen „aller möglichen Impactstudien“ im Bauperimeter. Sogar der Ausbau der Windkraft werde von „den vielen Regeln“ gebremst.

Neu ist sowas nicht. In Krisenzeiten werden regelmäßig Rufe nach Abbau von Verwaltungsvorschriften laut. In der Rezession von 2009 versprach der damalige CSV-Präsident François Biltgen einem Kongress seiner Partei, in Zukunft werde „der Bauperimeter Vorrang vor dem Biotop“ haben (*d’Land*, 23.7.2009). Seit Grüne das Umweltministerium leiten, wird ihnen bei Bedarf vorgehalten, Tiere „vor den Menschen“ zu stellen. Fledermäuse etwa, wie im Wahlkampf 2018 der damalige DP-Generalsekretär Claude Lamberty fand. Oder der CSV-Abgeordnete und frühere Landesplanungsminister Michel Wolter: Es könne nicht sein, „dass jedes einzelne Biotop uns daran hindert, dort zu bauen, wo es landesplanerischen Kriterien entspricht, aber eine Fledermaus herumfliegt oder irgendein Schmetterling gesehen wurde“.

Ginge es nach Luc Frieden, dürfte „die Umweltministerin im Perimeter nichts zu suchen“ haben, nachdem Bauland in einem kommunalen Flächennutzungsplan (PAG) als solches ausgewiesen ist. Das klingt im Wahlkampf griffig, kommt aber der Aufforderung zum Bruch von EU-Recht nahe: Die Fauna-Flora-Habitat-Richtlinie macht keinen Unterschied, ob ein Fledermausnest in einer Grünzone oder im Perimeter gefunden wurde. In der EU stehen sämtliche Fledermäuse unter Schutz. Doch den Naturschutz anzugreifen, der komplex ist, ist hierzulande einfacher, als brachliegendes Bauland über kommunale Baugebote seiner Nutzung zuzuführen oder über eine Besteuerung, die nicht erst in zehn Jahren wirkt.

Und ebenfalls einfacher, als an die Entscheidungsprozesse in den Gemeinden zu gehen: Wie die Architekten Sahar Azari und Stephanie Law in der neuen Veröffentlichung *Face aux grand dé-*

„**Enorm**“ viele Bürgermeister würden erst nach potenziellen Nimbys schauen, ehe sie ein Wohnungsbauvorhaben gut finden, sagt Sam Tanson

fis der Fondation Idea schreiben, werde die Bauaktivität kaum durch Naturschutzprozeduren gehemmt. Sondern eher innerhalb der Gemeinden. Einerseits durch den „processus incroyablement chronophage“, mit dem die Gemeinden ihre PAGs an die neuen Kommunalplanungsvorschriften anpassen. 18 seien noch immer nicht fertig damit, sechs hätten noch nicht mal begonnen. Oder die in jeder Gemeinde verschiedenen Bautenverordnungen: Es dauere außerordentlich lange, um die Interpretationen der Verordnungen zu verstehen, die in jeder Gemeinde variieren können, „l’auteur standard d’une pièce est différente d’une communale à l’autre; la façon dont le récul latéral d’une propriété est différente d’une commune à l’autre“. Dass sich nicht genug Wohnungen bauen lassen, liege auch an den im Allgemeinen noch immer zwei Parkplätzen, die pro Wohneinheit vorzusehen sind. Das senke die Rentabilität eines Projekts und mache dichteres Bauen schwerer.

Diese Bemerkungen sind auch deshalb interessant, weil sie den Schluss erlauben, die für Kommunalplanung und Gemeindedinge generell zuständige LSAP-Innenministerin Taina Bofferdig hätte zur Ankurbelung des Wohnungsbaus mindestens ebenso viel beitragen können wie Henri Kox, der grüne Wohnungsbauminister. Doch an die Gemeindeautonomie zu rühren, erfordert Mut und am Ende einen großen politischen Konsens. Pech für die Grünen, dass Kox Probleme hat, seine Politik zu kommunizieren, und am 8. Oktober vermutlich mit ausbleibenden Wählerstimmen für alles wird bezahlen müssen, was im Wohnungsbau nicht läuft, und als Polizeiminister für laut CSV und DP mangelnde Law & Order. Auf dem Remicher Marktplatz am Montag Nachmittag ist Kox am grünen Stand ein ähnlich wenig gefragter Gesprächspartner für die Passant/innen wie Joëlle Welfring zwei Tage zuvor in Esch. Was auf das Problem verweist, das die Grünen im Ostbezirk haben, ähnlich wie im Süden: 2018 hatte ihnen Carole Dieschbourg das einzige Ost-Mandat gesichert, mit anderthalb Mal so vielen Stimmen wie der Zweitgewählte Kox, der jetzt Spitzenkandidat mit seiner Nichte Chantal Gary ist.

Es soll natürlich Behauptungen von „Verbotspartei“ entkräften, wenn Déi Gréng im Wahlkampf auf „Eise Bilan“ verweisen. Doch

wenn das ihre Minister/innen als Arbeitstiere der Koalition erkennen lässt, dann kommt dabei auch die Partei zum Vorschein, die einfach auf eine dritte Runde mit DP und LSAP hofft, gerne mit Xavier Bettel als „Klima-Premier“. Im Wahlkampf selber zu polarisieren, trauen die Grünen sich nicht: Natürlich könnten sie einer CO₂-Steuer von 200 Euro pro Tonne-Äquivalent etwas abgewinnen, wie der Klimabiergerrot sie vorgeschlagen hat. Doch dafür einzutreten, sähe nach „Verbotspartei“ aus. Lieber versprechen sie mit Sam Tanson eine schöne Reise nach *Zero Carbon*, mit Beratung und mit Beihilfen vom Staat. Nach zehn Jahren an der Regierung sind sie aber auch derart in der Realpolitik angekommen, dass es ihnen schwerfällt, hochfliegende Öko-Pläne zu schmieden. Eher erzählen sie jetzt Piraten und CSV, dass sich so viele Windräder auf einmal, wie jene vom Himmel versprochen, nicht installieren lassen, weil sie aus Erfahrung wissen, dass das nicht so einfach ist.

Kämpferischer treten nun Sam Tanson und Claude Turmes auf. Bei der Rundtisch-Debatte mit den Spitzenkandidat/innen in der Handelskammer (am Donnerstag vergangener Woche) weist Tanson Luc Frieden zurecht: Der Naturschutz habe einen EU-Rahmen. „Wir können nicht machen, was wir wollen, das kann man nicht versprechen.“ Sie sagt, eine „enorme“ Zahl von Bürgermeistern schaue erst nach potenziellen Nimbys, ehe sie ein Wohnungsbauvorhaben gut finden. Beim *Paperjam*-Rundtisch diese Woche kommt sie darauf zurück: Bürgermeister, „auch CSV-Bürgermeister“, hätten vor den Gemeindevahlen aufgehört, Baugenehmigungen zu vergeben. Turmes wiederum nutzt am Dienstag die Bilanzpressekonferenz über seine beiden Ressorts Energie und Landesplanung für Ausflüge in den Wahlkampf. Lange genug in der Politik ist er immerhin, auch wenn er lieber mit Zahlen hantiert. Er rechnet vor, was für eine „Wüste“ bei der Nutzung erneuerbarer Energien CSV-geführte Regierungen angerichtet hätten, ist dabei so freundlich, die Rolle der Energieminister von der LSAP unerwähnt zu lassen. Dass die Innenministerin und er vor einer Woche ein *reglement-type* für kommunale Bautenverordnungen vorgestellt haben, die nun besser die Isolation von Häusern und die Installation von Solarpanelen ermöglichen sollen, versieht er mit dem Hinweis, dass das in der Hauptstadt schwierig ist, liege an „blau-schwarzen Prozeduren“ und nicht an Umweltprozeduren.

Letzten Endes aber ist das ein später Mut der Verzweiflung, der eine Partei erfasst hat, die politisch nicht mehr erkennbar genug ist. Den Naturschutz würde auch ein CSV-Minister nicht killen. Die aktuell geltenden Regeln wurden wesentlich unter Marco Schank konzipiert, Carole Dieschbourg ließ sie umsetzen. Joëlle Welfring ließ sie flexibilisieren, soweit das EU-Recht dies erlaubt, und reichte vor zehn Tagen für eine weitere Flexibilisierung den Gesetzentwurf im Parlament ein; Gespräche mit der EU-Kommission machten das möglich. Müssten Déi Gréng nach dem 8. Oktober in die Opposition, würde jede Regierung gern übernehmen, was die fleißigen grünen Minister/innen alles ausgearbeitet haben. ●



„Eigentlich wollen die Leute ja ihre Einkäufe machen.“
Umweltministerin Joëlle Welfring beim Escher Hierschtmoart

Peter Feist

ISRAËL

Anhaltende Krise

Felix Wellisch, Tel Aviv

Das Ringen um die Demokratie und ihre Institutionen in Israel geht weiter. Eine Protestbewegung wirft der Netanjahu-Regierung vor, 255 „Staatsstreichgesetze“ durchsetzen zu wollen



Kundgebung am Mittwoch vor der US-Botschaft in Tel Aviv, während Benjamin Netanjahu am Rande der Uno-Vollversammlung Joe Biden traf

Wenn Israels Ministerpräsident Benjamin Netanjahu gehofft hatte, auf seiner USA-Reise für einen Moment den politischen Spannungen zu Hause zu entkommen, so wurde er enttäuscht. Bereits um kurz nach sechs Uhr morgens empfangen am Montag mehr als einhundert Protestierende den Regierungschef vor dem Flughafen in San José, Kalifornien. Auf ihren Transparenten war zu lesen: „Netanjahu zerreißt Israel“. Auch die Hoffnung, der Widerstand gegen die Pläne der Regierung zum Umbau der israelischen Justiz würde über den Sommer einschlafen, hat sich nicht erfüllt. Schon die Abreise Netanjahus am Vorabend wurde von zehntausenden Demonstranten in Tel Aviv und am Flughafen begleitet. Alles deutet auf einen turbulenten Herbst in dem schon mehr als neun Monate andauernden Ringen um die Zukunft der israelischen Demokratie hin.

Vergangen Dienstag begann Israels Oberstes Gericht mit Anhörungen zu einem Gesetz zu seiner eigenen Einschränkung, die die Richter in einen Verfassungskonflikt mit der Regierung bringen könnten. Ende Juli hatte das Kabinett mit seiner Parlamentsmehrheit von 64 Abgeordneten einen wichtigen Teilaspekt seiner Reformpläne durch die Knesset gepeitscht: Demnach soll das Oberste Gericht künftig Entscheidungen der Exekutive nicht mehr auf „Angemessenheit“ prüfen und auf dieser Grundlage für ungültig erklären

„Demokratien sterben nicht mit einigen heftigen Schlägen, sondern in vielen kleinen Schritten“, sagte ein Richter des Obersten Gerichts bei einer Anhörung vorige Woche

können. Dem Obersten Gerichtshof liegen zahlreiche Petitionen gegen das Gesetz vor. Wann ein Urteil fällt, ist offen.

Unterstützer des Justizumbaus werfen dem Gericht vor, übermäßig Einfluss auf politische Entscheidungen zu nehmen. Die Gegner argumentieren, dass mit dem Obersten Gericht die einzige Institution ausgeschaltet werden soll, die der Regierung im Sinne der Gewaltenteilung Grenzen setzen könne. Sie warnen vor einer Schwächung der Demokratie und einer Begünstigung von Korruption, etwa durch willkürliche Besetzung entscheidender Positionen im Staat.

Diese Befürchtung scheinen auch die meisten der 15 Richterinnen und Richter zu teilen. Nachdrücklich fragten sie die Vertreter von Regierung und Parlament darüber aus, was etwa passieren solle, falls die Regierung plötzlich die Wahlen aussetzt oder allen arabischen Staatsbürgern das Wahlrecht entzieht. Der Knesset-Abgeordnete Simcha Rothman, einer der Architekten des Justizumbaus, antwortete darauf, es sei in einer Demokratie „an der Öffentlichkeit, zu entscheiden, wie die Regierung geführt wird“. Sein Demokratieverständnis machte er dabei deutlich: Künftig solle in Israel erlaubt sein, was mehr als die Hälfte der gewählten Vertreter im Parlament entscheiden. Die Einmischung von Richtern sei ihm zufolge undemokratisch, da sie nicht gewählt seien.

Das Oberste Gericht bildet in Israel das stärkste Gegengewicht zur Regierung. Da das Land lediglich über ein Einkammerparlament sowie anstelle einer Verfassung über eine Sammlung von 13 sogenannten Grundgesetzen verfügt, sind es die Richter, die die Einhaltung von Rechtsstaatlichkeit und demokratischen Grundprinzipien überwachen.

Dabei haben sie die Prüfung auf „Angemessenheit“ laut dem Thinktank Israel Democracy Institute bisher eher zurückhaltend eingesetzt. In aller Regel würden die Richter Petitionen gegen Gesetze oder Personalien auch in kontroversen Fällen nicht annehmen. Sollten sie doch Handlungsbedarf sehen, würden die fraglichen Institutionen meist aufgefordert, ihre Entscheidungen zu überprüfen. Aufhebungen wegen „Unangemessenheit“ seien die Ausnahme.

Dass sich die Richter ihrer Verantwortung sehr bewusst sind, wurde bei der Anhörung deutlich: Nachdem ein Vertreter des Parlaments die Angst vor den Reformen als übertrieben bezeichnete, äußerte sich der Richter Isaak Amit mit klaren Worten: „Demokratien sterben nicht mit einigen heftigen Schlägen, sondern in vielen kleinen Schritten.“

Dennoch ist es alles andere als sicher, dass das Gericht das Gesetz zu seiner Einschränkung aufheben wird. Die Abschaffung der Angemessenheitsklausel wurde im Juli als Grundgesetz verabschiedet. Die Hürden für eine Aufhebung, so die Richter, seien damit enorm. Auch deshalb trat das Gericht erstmals in seiner Geschichte mit allen 15 Richterinnen und Richtern zusammen.

Und selbst wenn: Bisher haben erst sechs Kabinettsmitglieder öffentlich erklärt, einer Entscheidung des Gerichts folgen zu wollen. Andere, wie der Parlamentspräsident Amir Ohana, erklärten, das Parlament werde „nicht auf sich herumtrampeln lassen“. Netanjahu selbst hat sich bisher nicht klar geäußert, ob er sich an die Entscheidung des Gerichts halten werde. Damit droht Israel eine Verfassungskrise, deren weitere Entwicklung kaum abzusehen ist.

Doch geht es nach Netanjahus Regierungsbündnis unter Beteiligung von rechtsnationalen und ultrareligiösen Parteien, hat der Umbau gerade erst begonnen. Insgesamt 225 Gesetzesvorhaben der Regierung hat die Dachorganisation der Protestbewegung Chofshi Beartzenu (Frei in unserem Land) als „Staatsstreichgesetze“ bezeichnet. Davon würden sich 84 gegen die Justiz richten, 53 gegen Menschenrechte und 30 gegen das Wahlrecht.

Bereits jetzt haben die Pläne Israel in eine der schwersten Krisen seiner Geschichte gestürzt: Aus Protest kündigten in den letzten Monaten tausende Reservisten der Armee an, nicht mehr zum Dienst erscheinen zu wollen, sollte die Reform durchgesetzt werden. Der Kurs der israelischen Währung Schekel schwächelt seit Monaten, und Oppositionsführer Jair Lapid warnte, die Reform gefährde die Sicherheit des Landes. Viele Gegner werfen Netanjahu zudem vor, sich mit Blick auf drei Strafverfahren wegen Korruption durch die Einschränkung der Justiz selbst aus der Affäre ziehen zu wollen.

Die Krise belastet auch die Beziehungen Israels zu seinen Verbündeten. US-Präsident Joe Biden ermahnte den israelischen Regierungschef bereits bei einem Telefonat im März, demokratische Werte und die Gewaltenteilung zu achten. Seitdem wartet Netanjahu vergeblich auf eine Einladung ins Weiße Haus. Die USA-Reise sollte auch ein Befreiungsschlag auf internationaler Bühne sein. Doch war ihr Auftakt kaum als Erfolg zu werten: Hatte sich Netanjahu früher im Wahlkampf wegen seiner Erfahrung auf dem internationalen Parkett mit dem Slogan „In einer anderen Liga“ gebrüstet, wurde er nun durch die Vizegouverneurin von Kalifornien, Eleni Kounalakis, sowie den Bürgermeister von San José, Matt Mahan, empfangen. Präsident Joe Biden räumte am Mittwoch zwar das erhoffte Treffen ein, allerdings nicht im Weißen Haus, sondern lediglich am Rande der Uno-Vollversammlung.

Indes war die Anhörung vergangene Woche lediglich der Auftakt zu einem turbulenten Herbst. In zwei weiteren Fällen liegen dem Gericht Petitionen vor: Gegen ein Gesetz von Ende März dieses Jahres, das es massiv erschwert, einen amtierenden Ministerpräsidenten aus seinem Amt zu entfernen, sowie im Streit um die Besetzung zahlreicher Richterposten, die Justizminister Jariv Levin seit langem hinauszögert.

Die Fronten sind verhärtet. Alle Vermittlungsversuche von Israels Präsident Izchak Herzog sind bisher gescheitert. Weite Teile der Protestbewegung wollen gar nicht mehr verhandeln, sondern fordern eine Einstellung des Justizumbaus und den Rücktritt des Ministerpräsidenten. Doch wenn das Parlament in Jerusalem im Oktober aus der Sitzungspause zurückkehrt, könnte die Regierung versuchen, unbeindruckt davon auch die übrigen Teile der geplanten Justizreform weiter voranzutreiben. ●

Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1



Zähler und Sensoren

Als die Tripartite vor einem Jahr den Strom- und den Gaspreisdeckel beschloss, gab es Kritik: Wer es sich leisten kann, könnte nun mehr verbrauchen. DP-Premier Xavier Bettel hielt dagegen, es gehe um die Dämpfung der Inflation (und die Vermeidung von Indextranchen). Energieminister Claude Turmes (Grüne) fügte an, nicht jeder Haushalt habe seinen eigenen Gaszähler. Das soll sich nun ein wenig ändern: Laut einem Gesetzentwurf von Turmes soll jeder über seinen Wärmeverbrauch informiert werden. Im Visier sind in erster Linie Apartmentgebäude mit zentralem Gas- oder Ölzähler für alle Bewohner/innen. Diese sollen einmal im Monat über ihren Verbrauch zu den drei Zwecken Heizen, Kälte (die „umgekehrte“ Wärmepumpe) und Warmwasser informiert und so zum Sparen angeregt werden. Doch es soll Ausnahmen geben. Denn verteilte digitale Zähler und ihr Einbau kosten, das Ablesen auch, selbst wenn es *à distance* erfolgt. Gebäude der Energieklasse D und besser sollen ausgenommen werden, weil es zu wenig Energie einzusparen gäbe. Kleinere

Wohnungen ebenfalls – ab einer Schwelle von vermutlicher Einsparung pro Quadratmeter. Dagegen soll in jeder Wohnung gleich welcher Größe und Energieklasse die Heizwärme erfasst werden. Mit Verdampfer-Sensoren, wie es sie früher analog gab und die eine Firma einmal im Jahr ablas. Digitale Sensoren und Fernablesung sollen das jeden Monat erlauben. Die Kosten pro Sensor lägen bei zehn bis 50 Euro, jeder Heizkörper erhielte einen; die jährlichen Fixkosten würden um die 50 Euro betragen, so das Energieministerium zum *Land*. Die verteilten Zähler pro Haushalt, wo sie nötig wären, kosteten 200 bis 300 Euro pro Stück. Verrechnen müssten alle Kosten die Besitzergemeinschaften unter sich. Eine besondere Maßnahme eines grünen Ministers ist die Zähler-Initiative nicht: Sie soll eine EU-Effizienzrichtlinie umsetzen, die in Luxemburg als einem der letzten Mitgliedstaaten national noch nicht gilt. Ob sie in Zukunft gezieltere Preisdeckel erlaubt, wenn man sie braucht, scheint nicht so sicher wegen der Ausnahmen und weil man Wärmeleistung in Gasverbrauch umrechnen müsste (photo : sb). pf

Land

22.09.2023

11

WIRTSCHAFT

La voce del padrone

Luc Frieden n'a pas vu venir le crochet de son voisin. Ce mardi soir, lors du débat organisé par le « Paperjam+Delano Business Club » au siège de PWC (« Crystal Park »), le *Spëtzekandidat* du CSV se pense en terrain conquis. Il est justement en train de gloser sur l'attractivité fiscale, et vient de critiquer « les changements politiques des dix dernières années ». « Je tiens à rappeler qu'on est dans un établissement ici qui a beaucoup souffert de l'ancienne politique », l'interrompt soudain Xavier Bettel (DP). La référence à Luxleaks fait sursauter l'ancien ministre des Finances : « Qui est-ce qui a souffert ? », demande-t-il. « D'anciennes pratiques, sous vous », lui répond Bettel, qui ajoute : « On était blacklistés, on a eu un problème de réputation. Croyez-moi : La place financière serait morte aujourd'hui, si on n'avait pas dû faire ces changements. » Sonné, Luc Frieden monte hâtivement la défense des *tax rulings* qui auraient été légaux.

Devant un parterre composé principalement de managers de la place, David Wagner (Déi Lénk) expose des positions plus hérétiques. Il appelle l'auditoire à « penser à d'autres solutions au lieu d'uniquement s'enrichir en construisant de l'évasion fiscale sur le dos des autres ». Faisant référence aux inégalités croissantes, l'ex-député estime que « les grandes vertus de cette sublime place financière, et bien, surtout la jeunesse ne les remarque plus tellement. Et d'ailleurs, elle n'est plus très populaire. Peut-être ici, mais ailleurs, elle ne l'est plus tellement ». La soirée a été introduite par le « managing partner » de PWC, François Mousel, qui explique avoir aidé aux préparatifs du débat en livrant « des données ». Tout en se défendant de prendre une « position politique », il a profité de l'occasion pour faire passer le message : « Nos clients et nos gens ici sont étonnés qu'on parle surtout de redistribution, mais on parle moins de création de richesses ». Quant aux employés de PWC, la question qui les « tracasse le plus de très, très, très loin » serait le logement, relate Mousel.

Luc Frieden et Xavier Bettel s'en sont mutuellement donné la faute : « La politique des dix dernières années est un véritable échec », dit le premier. « Même mon prédécesseur Jean-Claude Juncker a dit que vous avez foiré le logement », réplique le second. (« Je vais essayer de tous vous mettre d'accord : vous avez tous foiré », assène David Wagner.) Paulette Lenert s'étonne que le programme du DP fasse référence à « Vienne la rouge ». « Cela s'appelle Luxembourg la bleue », répond Bettel. Fred Keup prend la défense du Luxembourg d'antan, qu'il définit comme pavillonnaire. « Si maintenant on voulait construire encore plus de logements collectifs, des appartements, encore une fois la qualité de vie va se réduire ». C'est avec des cadeaux fiscaux que l'ADR veut attirer le personnel hautement qualifié au Grand-Duché. « Il y a d'autres places au monde qui sont... on va dire plus agréables que notre pays », dit celui qui mène campagne sous le slogan « Lëtzebuerg gär hunn ».

Face à un public peu réceptif, Paulette Lenert tente de vendre la réduction du temps de travail comme une anticipation sur « l'avenir » : « Le progrès technique ne peut pas être dissocié du progrès social ». « Dans la situation actuelle, c'est du hara-kiri », s'exclame Bettel. Et d'ajouter, sur un ton

sarcastique : « Cela a été super-efficace en France, les 35 heures... ça a relancé l'économie française ». La remarque fait sortir David Wagner (qui plaide pour 32 heures) de ses gonds : « Allez sur Google, informez-vous un petit peu, trouvez-vous des conseillers ! » (Selon Eurostat, le taux de chômage a reculé sous le mandat de Lionel Jospin, passant de 12,5 à neuf pour cent.)

Pour décontracter l'atmosphère, Fred Keup tente de l'humour : « On passe de 38 heures à 32 heures, je vais vous proposer 26 heures, ça va ? » « Je comprends d'où viennent les 26 heures de mon voisin : vu qu'il était prof, il ne travaillait que 26 heures », réplique le député pirate Sven Clement. Une blague électoralement osée, Fred Keup menaçant illico Clement de faire circuler la petite phrase parmi le corps enseignant. Au bout d'une heure et demie, la session est close, l'audience conviée à un « networking walking cocktail ». La question climatique fut quasi-absente du débat de *Paperjam*, et cela après un (autre) été de tous les extrêmes.

Cinq jours avant la messe chez PWC, c'était la Chambre de commerce qui faisait débattre les têtes de liste des quatre principaux partis. (Xavier Bettel se faisait remplacer par Claude Meisch.) Luc Frieden y prêche aux convertis, devant une chambre patronale qu'il présidait il y a sept mois encore. Lors de cette soirée, Sam Tanson apparaît comme la principale antagoniste du *Spëtzekandidat* CSV. La ministre écolo se retrouve peu à peu dans son rôle et passe de plus en plus à l'offensive.

Mais d'abord, les candidats doivent se plier à l'exercice, très scolaire, du « grand oral ». Paulette Lenert loue la capacité du Grand-Duché à « découvrir de nouvelles niches et à attirer les talents », et plaide pour des partenariats publics-privés. Il faudrait que « tout le monde ait l'impression de participer à cette entreprise qu'est le Luxembourg ». Luc Frieden met d'entrée la salle dans sa poche, en récitant ses impératifs : « Il faut de la croissance », « il faut oser le terme de compétitivité ». La « première priorité » du prochain gouvernement ? « Il faut construire un pays dans lequel l'attractivité fiscale joue un rôle de développement économique et social ». Imposer davantage le capital reviendrait à « déconstruire la prospérité au Luxembourg. Quant à la réduction du temps de travail, « il ne peut être du ressort du législateur de réduire le temps du travail ». Sam Tanson sera la première à évoquer la question climatique (une personne applaudit timidement dans la salle). Frieden refuse de donner la primauté au climat : « L'économie, l'écologie et le social doivent être à un niveau d'égalité. »

Claude Meisch ose une petite pique contre Luc Frieden et sa promesse de moins imposer tout le monde : « Il faut être honnête sur ce qu'on a vécu ces dernières années. Quelqu'un qui me dit qu'il aurait en même temps diminué les taux d'imposition ou adapté les barèmes à l'inflation, je ne le crois pas. Je ne le crois pas. Surtout lorsqu'il s'agit d'un ancien ministre des Finances qui ne l'a pas fait lors d'autres crises. » Face à Frieden, Paulette Lenert reste en retrait. Elle prend ainsi soin de relativiser sa promesse d'une semaine des 38 heures. On se situerait là « plutôt dans l'expérimental » (photo :sb). bt



Ticker



Les employeurs le préconisent, les employés le redoutent

Les enregistrements de communication de près de 62 000 employés de Microsoft ont montré que les réseaux au sein de l'entreprise se sont « fossilisés » et que les collaborateurs sont devenus plus isolés à mesure que le travail à distance s'est imposé

Retour au bureau

Georges Canto

Vivons nous la fin du télétravail ? Des études annoncent son déclin

Le télétravail a-t-il sauvé l'économie mondiale en 2020 ? Ses partisans font valoir que c'est grâce à lui que la baisse du PIB mondial a pu être limitée à -3,1 pour cent (-5,7 pour cent dans l'UE et -2,8 pour cent aux États-Unis) malgré une crise sanitaire d'ampleur et de durée inédites et des confinements à répétition. C'est lui faire beaucoup d'honneur. Certes, une étude menée par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) a montré que dans l'UE en 2021, près de 42 millions de personnes y ont eu recours d'une manière ou d'une autre, soit deux fois plus qu'en 2019. On estime que ce chiffre n'aurait pas été atteint avant 2027 si la pandémie n'avait pas eu lieu.

Malgré cela, le télétravail ne touche encore que 22 pour cent des salariés européens (dont un tiers à plein temps) pour la bonne raison qu'il ne peut matériellement s'appliquer qu'à un spectre d'emplois assez réduit. Néanmoins il a trouvé une place, jugée par beaucoup comme irréversible, dans le monde du travail, où il fait figure de mode d'organisation plus moderne, plus souple, plus adapté aux aspirations de chacun et même plus écologique. Selon les chiffres du réseau social professionnel LinkedIn, une légère baisse a été constatée en 2022, une fois estompés les effets de la pandémie, mais la tendance était encore, il y a peu, à la hausse pour les années à venir, en raison des développements technologiques qui accroissent le nombre potentiel d'emplois « télétravaillables » et d'une faveur non démentie auprès des salariés.

C'était sans compter sur le comportement d'entreprises, de plus en plus nombreuses surtout aux États-Unis, qui ont décidé de siffler la fin de la récré et de faire rentrer leurs troupes au bercail. À la manœuvre, on trouve d'abord les « big tech », comme Apple, Amazon, X (ex-Twitter), Open AI

(ChatGPT) ou Meta (ex-Facebook), celles-là même qui avaient généralisé le télétravail en 2020, où qui en avaient directement profité comme Zoom. Cet été, Amazon, Meta et Lyft (principal concurrent d'Uber) ont demandé à leurs salariés d'être au moins trois jours par semaine au bureau. Disney a porté cette exigence à quatre jours. Même son de cloche chez Starbucks et Walmart. Les banques ne sont pas en reste, et elles vont même plus loin, ayant bien l'intention de faire du travail à domicile une relique de la pandémie. Chez JP Morgan Chase et Goldman Sachs notamment, la semaine de cinq jours en présentiel est à nouveau mise.

Le principal argument des entreprises tient à l'impact du télétravail sur la productivité, un sujet qui depuis l'origine, donc avant même la pandémie, fait l'objet de vifs débats. Des recherches récentes vont plutôt dans le sens d'un effet négatif. Deux études menées en Asie auprès d'entreprises du secteur informatique ont révélé que les salariés travaillant à domicile sont 18 pour cent moins productifs que leurs pairs qui fréquentent le bureau. Début juillet, le WFH Research, un institut de recherche sur les conditions de travail, a donné une fourchette de dix à vingt pour cent de productivité en moins aux États-Unis. Dans les trois cas, il s'agissait de télétravail à temps plein.

Il a pu également être démontré qu'au bout d'une période, de durée variable, pendant laquelle la productivité augmente, l'accoutumance au télétravail se traduit finalement par une baisse. À cette préoccupation majeure s'ajoute du côté des entreprises une crainte pour l'innovation et la communication. Plusieurs sondages ont montré que les dirigeants craignent qu'un niveau excessif de télétravail ne nuise à la collaboration et à la « fertilisation croisée » entre les salariés, menaçant ainsi la croissance de la firme.

La plupart y voient un risque pour l'adhésion à la culture d'entreprise, à cause de la diminution du sentiment d'appartenance. Les enregistrements de communication de près de 62 000 employés de Microsoft ont montré que les réseaux professionnels au sein de l'entreprise se sont « fossilisés » et que les collaborateurs sont devenus plus isolés à mesure que le travail à distance s'est imposé. Le 13 septembre, dans un article qui a fait le buzz, le quotidien français Le Figaro qualifiait le télétravail de « paradis artificiel », notant que « les échanges physiques entre collaborateurs, formels ou informels, garantissent une efficacité et une créativité que mille discussions par écran interposé ne produiront jamais ».

La volonté des managers de reprendre le contrôle de leurs subordonnés, devenus un peu trop indépendants à leur goût, n'est pas étrangère à leur souhait de les voir revenir sur site. De leur côté, les salariés ne mésestiment pas les inconvénients du télétravail. Ils se plaignent de l'envahissement de leur vie personnelle par les tâches professionnelles avec des horaires à rallonge. Selon Eurofound, « des études menées en Belgique, en Croatie et en Allemagne montrent qu'environ la moitié des télétravailleurs interrogés ont déclaré travailler plus d'heures qu'avant la pandémie ». Le manque d'interactions « en chair et en os » avec les collègues de travail est un autre inconvénient majeur surtout dans le cas de télétravail à cent pour cent. Les salariés à distance souffrent d'un manque d'informations sur le fonctionnement de l'organisation connu sous le nom de « syndrome de la machine à café ».

En conséquence, on a pu constater une nette augmentation des troubles psycho-sociaux chez les télétravailleurs (anxiété, isolement, problèmes de sommeil ou troubles alimentaires). En France en 2021, les arrêts de travail pour épuisement ont concerné 18 pour cent d'entre eux contre treize pour cent des salariés sur site. Les troubles musculo-squelettiques ont aussi augmenté, les personnes travaillant à domicile n'ayant souvent pas la place ou le matériel disponible pour aménager un espace dédié et adapté. Mais à leurs yeux, les avantages du télétravail surpassent largement ses inconvénients. Éviter de perdre du temps dans les transports tout en faisant des économies est un élément-clé. Mais les adeptes apprécient aussi la possibilité de se concentrer et de s'organiser à leur guise dans un cadre familial, dans le calme et sans interruptions. Ils considèrent que le bien-être et la satisfaction au travail qui en résultent sont favorables à la créativité. Ils y ont aussi vu l'occasion de se soustraire, au moins en partie, aux pesanteurs hiérarchiques et aux exigences du quotidien.

Les salariés en télétravail craignent aussi le retour dans des locaux inadaptés qui ne leur ont pas laissé un bon souvenir. Verbatim de forum internet : « l'open-space est un désastre en termes de productivité

(bruits, dérangements constants des collègues) et de stress provoqué sur les salariés (auto-flicage, présentisme aggravé) avec parfois de graves conséquences sur la santé des salariés (arrêts maladie, antidépresseurs pour tenir le coup) ; si le retour au bureau, c'est pour qu'il se fasse en flex office (pas de bureau attribué dans l'open space), là, c'est la grosse désillusion ! Car, pour « constituer du lien social » (argument utilisé par les RH) en se retrouvant chaque jour entouré de personnes que l'on ne connaît pas et avec qui on ne travaille pas, c'est pas gagné ! » Pressentant la faible efficacité d'une démarche fondée sur le conseil ou l'incitation, les entreprises américaines ont tenu d'emblée un discours radical et répressif, à l'image d'Elon Musk, PDG de Tesla, déclarant que « le télétravail n'est plus acceptable désormais », menaces de licenciements à la clé. Amazon a envoyé des lettres de rappel aux récalcitrants désireux de rester en télétravail. Google a décidé d'intégrer la présence au bureau dans les évaluations de performances, et donc dans la rémunération et l'avancement. Une attitude qui a provoqué des conflits sociaux inédits, les salariés se sentant trahis. Beaucoup d'entre eux avaient organisé une vie différente fondée sur le télétravail (déménagements). Des centaines de personnes ont manifesté devant le siège social d'Amazon à Seattle en mai 2023 pour exprimer leur mécontentement. Des menaces de démission (comme chez Apple) et des grèves (tous jours chez Amazon) se sont multipliées.

Selon une étude menée sur 34 pays par WFH Research, à laquelle ont participé l'université de Stanford et l'institut IfO à Munich, les projets des employeurs en matière de travail à distance ne répondent pas à ce

que souhaitent les employés. Sur les quelque quatorze millions d'offres d'emplois publiées sur la plateforme LinkedIn, dans le monde entier, seulement une sur sept comporte une composante télétravail. Mais ces quatorze pour cent captent, à elles-seules, 55 pour cent des candidatures. Pour certains emplois comme les cadres et les ingénieurs, la possibilité de travailler à distance au moins trois jours par semaine est une condition sine qua non d'acceptation d'une offre. LinkedIn a pu aussi établir que le télétravail gardait une cote très élevée auprès des salariés en poste.

Le souhait d'un « full remote » (télétravail intégral) reste minoritaire. La plupart des salariés se rallient aujourd'hui au « travail hybride », avec une répartition idéale du temps qui serait selon un expert « deux jours sur site pour les idées et le partage et trois jours de télétravail pour la concentration et le gain de temps de transport ». Mais les entreprises n'en sont pas encore là. Si peu d'entre elles envisagent d'imposer un retour intégral au bureau, la plupart préfèrent, pour les postes télétravaillables, trois ou quatre jours sur site. Ce que confirme une étude récente de McKinsey sur neuf grandes villes du monde : en octobre 2022 les salariés en télétravail étaient présents au bureau en moyenne trois jours et demi par semaine, avec un minimum de 3,1 jours à Londres et un maximum de 3,9 jours à Pékin. Après être monté très haut en 2020, le balancier semble, pour certaines entreprises, reparti un peu vite dans l'autre sens. Rien d'étonnant pour un mode de fonctionnement qui s'est imposé dans l'urgence. À grande échelle le bon équilibre entre les souhaits des entreprises et les aspirations des salariés ne semble pas encore avoir été trouvé. ●

Télétravail et inégalités

Urbain, diplômé d'études supérieures et occupant un poste dans la haute technologie, l'éducation, l'administration publique, les médias, la banque et l'assurance, plutôt entre 30 et 44 ans, avec un salaire relativement élevé. Tel est, selon Eurofound, le portrait-robot du télétravailleur, ajoutant que les femmes sont un peu plus nombreuses à télétravailler que les hommes.

L'essor du télétravail pendant et après la pandémie a creusé les inégalités, car

il a touché principalement des emplois qualifiés. Les salariés ayant accès au télétravail peuvent bénéficier d'une plus grande sécurité de l'emploi, de meilleurs salaires, d'une plus grande autonomie et d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée par rapport à ceux n'y ont pas accès. Pendant la pandémie ces derniers ont également couru, sans forcément en tirer une grande reconnaissance sociale, des risques sanitaires élevés auxquels les télétravailleurs pouvaient échapper. gc

L'immobilier de bureaux en crise

Dès l'origine les entreprises pratiquant le télétravail y ont vu l'opportunité d'économiser des surfaces de bureaux. Ce mode d'organisation touchant, même après la pandémie, un nombre de personnes totalement imprévu avant la crise, la conséquence en a été logiquement un effondrement de la demande de nouveaux bureaux et une chute du taux d'occupation des bureaux existants, qui reste selon les pays entre un tiers et cinquante pour cent inférieur à son niveau pré-Covid. Selon une étude de 88 pages portant sur neuf grandes villes (Houston, Londres, Munich, New York, Paris, Pékin, San Francisco, Shanghai et Tokyo) publiée par McKinsey le 13 juillet, sous le titre « Empty spaces and hybrid

places: the pandemic's lasting impact on real estate », d'ici à 2030 la baisse de valeur des immeubles de bureaux pourrait atteindre 26 pour cent par rapport aux niveaux de 2019, soit quelque 800 milliards de dollars.

Sans espoir d'une remontée de la fréquentation des bureaux, une des solutions au marasme serait de reconvertir une partie des locaux en logements. Une pratique encore très limitée, mais qui suscite un intérêt tel que la Banque de France lui a consacré en janvier 2023 une étude intitulée « La conversion de l'immobilier de bureaux en immobilier résidentiel : quelles tendances après la Covid-19 et l'essor du télétravail ? ». gc

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Born to be free!

Michèle Thoma

Es ist wirklich an der Zeit! Dass einer es sagt. Und noch einer und noch einer, und dass dann immer mehr es sagen und ganz viele. Weil es sagt es ja keiner. Darf man ja auch nicht.

Das, ja, F-Wort. Das wollen wir doch wieder in den Mund nehmen. Ins Maul, um zu reden wie das Volk, um das es hier geht. Das Volk muss zusammenhalten. Kein Maulkorb! Maske runter! Das F-Wort lassen wir uns nicht verbieten, wir lassen uns nicht verbiegen. Wir treffen uns beim Bauern Guy, dem berühmten. In seiner Scheune.

Langweilige Reden halten wir nicht. Lieber sind wir gut drauf. Wir sind wie wir sind. Geradeheraus. Vun der Long op d'Zong. Wir reden nicht um den heißen Brei, wir sagen sogar das F-Wort, wir trauen uns. Laut. Ganz laut. Freiheit! Freiheit! Es ist unser Name, gibt es einen schöneren? Gleichheit und Brüderlichkeit, das haben wir zwar abmontiert, fragt auch keiner mehr danach. Revolutionär, aber doch gemütlich, es riecht nach Thüringern. Nach eisernen Kuchen.

Der Gründer der Freiheit ist kein Politiker. Er ist ein Mensch. Ein Mensch, der Missstände benennt, es geht ihm um die Leute. Um die, die nicht mit dem goldenen Löffel. Die hier.

Wir sind die mit Herz. Und Seele. Soul Brothers und Sisters. Cool. Megamega. Born to be free! Das Volk eben. Aus dem Volk, für das Volk. Aber nicht völkisch, das nicht. Ein lustiges Völkchen. Supercooler Musik. Wir sind keine Partei. Eher eine Party. Eine Bewegung, wir schunkeln mit dem Patt in der Hand. Für unser Land. Aber dann marschieren wir, ganz in Weiß. Oder ein bisschen in Weiß. Oder kein bisschen in Weiß, wir sind ja frei. Die Freiheitsbewegung. Wählt die Freiheit! Welche? Wessen? Zen. Wir sind Zen. Namasté!

Auf den ersten Blick ist es für jemand aus der Rest-Welt nicht ersichtlich. Dass es sich hier um so ein unterjochtes Volk handelt. Auf den ersten Blick hat man nicht den Eindruck, dass hier die Unterdrückten der Erde zuhause sind. Zumindest nicht in den Reservaten der Aborigines und Nachwuchs-Aborigines. Auf den ersten Blick scheint das ein schmuckes Land zu sein mit einer piccobello aufgeräumten Natur, mit übersichtlichen Landschaftsportionen zwischen Autobahnauffahrten und Großen Oberflächen und geschmackvollen, wenn auch etwas nüchter-

Revolutionär,
aber doch
gemütlich,
es riecht
nach Thüringer



Revolutionär,
aber doch
gemütlich,
es riecht
nach Thüringer

Wir sind keine Partei.
Eher eine Party. Eine
Bewegung, wir schunkeln
mit dem Patt in
der Hand

nen Siedlungen mit praktischen Wohnboxen, vor denen rollende Festungen auf ihren Einsatz warten. Es hat einen beneidenswerten ökologischen Fußabdruck, der es mit dem von Saudi-Arabien aufnehmen kann. Alles wirkt sympathisch offen, die Grenzen, die Geschäfte, die Geldbörsen. Die beliebten Flugzeuge der nationalen Luftlinie heben regelmäßig ab um die anspruchsvolle Klientel in Naturparadiesen oder europäischen Kulturhotspots zu deponieren. Die öffentlichen Verkehrsmittel sind gratis wie im Schlaraffenland, trotzdem bewegen sich die Natives vorwiegend in ihren mobilen Festungen fort. Wegen der Freiheit eben. Man kann hier rund um die Uhr einkaufen, dafür sind die Kirchen zu, Gott kauft

nun wirklich keiner mehr. Selbst die Christlichen wollen mit ihm nichts mehr zu tun haben, außer für Deko- und Wellnesszwecke.

Vielleicht ist es die viele Freiheit, die manche so nervös macht? Überall Freiheit, überall kann man Freiheit kaufen, ein Riesenangebot an Freiheit, eine Riesenfrechheit an Freiheit, aber nicht ihre, nicht für sie, denken sie und reißen sich die Maske runter. Es gibt z.B. welche, die über die Grenzen kommen und in ein schmuckes Auto steigen und damit wegrollen, einfach so, ein genialer Self-Service. Anstatt den Einwohnerinnen den Aperol zu bringen oder die Hämorrhoiden zu massieren wie es das Naturgesetz vorsieht. Es kommen viele viele Neue, in allen Hautfarben und alle Sprachen sprechend, und nicht alle sind Zahnärztinnen oder KI-Fachleute, mache haben sogar eine Religion. Und die vielen Geschlechter, früher musste man nur bis zwei zählen!

Kein Wunder, dassmancherosa-beigeUreinwohner*innen und Nachwuchs- Ureinwohner*innen den Überblick verlieren und sich magische Formeln ausdenken.

Und jetzt hat auch noch eine Politikerin ihre Heimat Labor genannt! Als hätten sie das nicht immer gewusst, dass die Pharma dahinter steckt! ●

ZU GAST

Zeitwohlstand

Während zurzeit über viele wichtige Forderungen und Zukunftsvisionen diskutiert wird, kommt eine Fragestellung etwas kurz. Wie wollen wir in Zukunft unsere Arbeitszeit organisieren?

„Arbeit“ ist für viele sehr unterschiedlich definiert. Während die einen vollends darin aufgehen, ist sie für andere nicht mehr, als eine tägliche Verpflichtung, um irgendwie finanziell über die Runden zu kommen. Doch im Fall der Lohnarbeit, bleibt eine Gemeinsamkeit: Menschen verkaufen ihre Arbeitskraft und somit einen Teil ihrer Lebenszeit an einen Arbeitgeber, der daraus finanziellen Gewinn schöpft. Aufgrund des technologischen Wandels und der Digitalisierung sind die Produktivität, und somit die Gewinnmarge pro Arbeitsstunde in den letzten Jahrzehnten stark gestiegen.

„Trotz dieser deutlich sichtbaren Produktivitätssteigerungen [...] die Arbeitszeit der Beschäftigten nicht reduzieren zu müssen ist wohl einer der größten Erfolge der Arbeitgeber:innenseite im Klassenkampf von oben“, schreiben die österreichische Politikwissenschaftlerin Natascha Strobl und Autor Michael Mazohl in ihrem Buch *Klassenkampf von oben*.

Und tatsächlich scheint es, als sei die 40-Stunden-Woche in Stein gemeißelt. Dabei wurde die Arbeitszeit im letzten Jahrhundert regelmäßig auf Druck der Gewerkschaften verringert. Und aktuell scheint die Zeit gekommen für einen weiteren Schritt in diese Richtung.

Haben 2018 im jährlich von der Arbeiterkammer (CSL) in Auftrag gegebenen „Quality-of-work Index“ noch 33 Prozent der Befragten angegeben, sie wollten weniger arbeiten, ist mittlerweile eine Mehrheit (56 Prozent der Vollzeitbeschäftigten) dieser Meinung. Viele Menschen haben während der Pandemie erlebt, dass ihr Alltag auch weniger stressig ausfallen kann und wollen nicht mehr ihr ganzes Leben nach ihrer Lohnarbeit ausrichten. So beläuft sich heute die gewünschte Wochenarbeitszeit auf rund 34 Stunden.

Als Déi Lénk wollen wir dieser Entwicklung Rechnung tragen und schlagen die etappenweise Einführung der 32-Stunden-Woche bis 2030 vor. In der Zwischenzeit liegt es an den Sozialpartnern sektorspezifisch die genaue Umsetzung zu verhandeln, da selbstverständlich unterschiedliche Arbeitsbereiche sehr verschiedene Bedürfnisse und Beschränkungen aufweisen. Da die Umstellung sich trotzdem für einige kleinere Betriebe als kompliziert herausstellen dürfte, ist es am Staat die nötige Unterstützung während der Übergangsphase bereitzustellen.

Carole Thoma ist Co-Sprecherin von Déi Lénk

Die Vorteile einer solchen strukturellen Reduzierung der Arbeitszeit wären zahlreich. Den Menschen stünde wieder mehr Zeit zur Verfügung, um ehrenamtlich tätig zu werden und Bekanntschaften zu pflegen. Vor allem junge Eltern könnten mehr Zeit mit ihren Kindern verbringen, ohne auf einen Teil ihres Einkommens oder Berufsperspektiven verzichten zu müssen. Weniger Stress und mehr Zeit für Entspannung und Bewegung hätten positive Effekte auf die physische und mentale Gesundheit.

Trotz all dieser genannten Vorteile wehrt sich das Patronat mit Händen und Füßen gegen eine solche Maßnahme. Dabei hat ein erfolgreiches Pilotprojekt in Großbritannien gezeigt, dass bei einer 32-Stunden-Woche nicht die Produktivität fällt, sondern eher die Fehleranfälligkeit und das Fernbleiben aus Krankheitsgründen. In Anbetracht des Fachkräftemangels müssen zudem die Arbeitskonditionen verbessert werden. Unternehmen, die bei vorteilhaftem Gehalt ihre Arbeitszeit reduzieren, werden in den nächsten Jahren die erste Wahl der jungen Berufsanfänger sein. ● Carole Thoma

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Offensive judiciaire

Jean Lasar

La Californie a porté plainte la semaine dernière contre cinq majors pétrolières pour avoir délibérément menti au sujet des effets négatifs des émissions de CO₂ résultant de la combustion de leurs produits. Si elle n'est pas le premier État américain à introduire une telle plainte, elle est le premier grand État producteur d'hydrocarbures à le faire. Cinquième économie mondiale, l'État, le plus peuplé des Etats-Unis, entend obtenir

d'ExxonMobil, BP, Chevron, ConocoPhillips et Shell, ainsi que de leur lobby l'American Petroleum Institute (API), des indemnités à la hauteur des impacts catastrophiques dont ses habitants ont déjà eu à pâtir ces dernières années, notamment du fait d'incendies cauchemardesques et de sécheresses historiques. Sans se substituer à elles, la plainte s'appuie sur celles, similaires, déjà engagées par plusieurs villes et comtés de l'État, dont San Francisco et Oakland. Des initiatives comparables ont été lancées dans d'autres États et ont obtenu le feu vert de la Cour suprême pour aller de l'avant.

Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il s'agit vraisemblablement d'un moment-charnière dans la lutte pour débarrasser le monde des énergies fossiles. L'effort mené par le procureur général de l'État, Rob Bonta, appuyé par le gouverneur Gavin Newsom, est en effet de nature à reconfigurer en profondeur le débat sur les responsabilités des grands groupes pétroliers dans la crise climatique. « Nous voulons voir cela se propager, nous voulons que de plus en plus de juridictions, les Nations Unies et d'autres pays avancent dans cette direction », a commenté Newsom.

Les pétroliers abordent cette offensive judiciaire en mauvaise posture. On sait depuis longtemps

qu'ils étaient au courant dès les années 50 des risques énormes que leur activité faisait courir à l'humanité et ont sciemment choisi non seulement de les ignorer, mais d'agir de tout leur poids pour instiller le doute quant à leur réalité et bloquer toutes lois qui auraient pu menacer leur profitabilité. Le *Wall Street Journal* a dévoilé la semaine dernière des extraits d'emails internes d'Exxon qui jettent une lumière crue sur les menées machiavéliques de Rex Tillerson, son CEO de 2006 à 2016, et sa garde rapprochée pour perpétuer son modèle d'affaires fondé sur l'extraction de pétrole et de gaz. Ces extraits montrent que l'objectif était bel et bien de « tout faire en notre pouvoir pour continuer de gagner de l'argent avec le business du pétrole », a reconnu un ancien consultant d'Exxon.

Un communiqué de l'API révèle le malaise des pétroliers face à l'avalanche de procès qui les attend et leur espoir de ne pas avoir à y débattre du fond : « C'est au Congrès de débattre et de décider la politique climatique, pas aux tribunaux », y déclare son conseil Ryan Meyers. On le comprend : les milliards dépensés au fil des ans par les membres de l'API pour aider républicains et démocrates à se faire élire y ont en effet créé un environnement législatif qui leur est extrêmement favorable. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Un der Wéi vun der Rentepartei

Jacques Drescher

De Keup kuckt ganz verbattert;
De Reding ass scho fort.
Streech kritt haut de Kartheiser
Am *Luxemburger Wort*.

Jo, deemools war dat anescht:
Du war e Paf e Paf.
Op eemol huet de Klerus
Säi Kiercheblat verkaf.

Zu Roum, de Poopst, ass oppen,
An och säi Kardinol.
Si si keng Integristen
An hu kee brongt Idol.

Et stoung um Spill ganz fréier
Dem Heiderscheid seng Rent.
Mee lo ass keen am *Wort* méi,
Deen d'Fanger sech verbrennt.

MAUX DITS D'YVAN

Les 1 000 yeux du docteur J'abuse



Le visage que le candidat affiche n'est pas seulement le faciès, c'est aussi, parfois, la joue qu'il tend

Yvan

*Point, point, virgule et trait,
Le visage a son attrait.*

C'est avec ce refrain qu'enfants nous avons appris à dessiner. À la veille des élections, les politiques veulent réaliser leurs desseins en misant sur l'attrait des 1 000 yeux du docteur J'abuse qui observent le chaland, comme le font les caméras de surveillance, installées un peu partout dans l'espace public. Ces visages se veulent être le grand frère et la petite sœur qui nous couvent du regard, non pas pour nous surveiller, mais pour nous promettre des lendemains qui vont chanter, forcément chanter, à condition, bien-sûr, de voter pour la bonne tronche, celle qui nous veut du bien, et non pas pour le mauvais œil que nous jette celle d'en face. Le trottoir est devenu le quartier chaud où ces prostitués prêchent pour leur chair, n'èpargnant pas, évidemment, les réseaux sociaux. Depuis quelques semaines, en effet, votre serveur est courtoisé sur son compte Facebook par une foule de gens qu'il ne connaît ni d'Ève ni d'Adam pour lui proposer leur amitié. Flatté dans son ego, il a dû ravalier sa fierté en en se rendant (enfin) compte que le 8 octobre approche. Et que ces bonnes bouilles ne se sont pas gênées d'utiliser la même image que celle qui fleurit comme de la mauvaise herbe à tous les coins de rue. Il est vrai que le panachage est un des rares sports nationaux où le Luxembourg excelle, et que cette inénarrable pratique favorise le vote pour des gueules plutôt que pour des têtes, pour des slogans plutôt que pour des idées. Ce

*La chambre creuse du
« Hohlkammerplakat »,
qui sépare l'espace entre le
recto et le verso, rappelle
fâcheusement le vide
cérébral que le scanner
détecte chez les déments.*

n'est pas pour rien qu'un certain nombre de ces affiches s'appellent « Hohlkammerplakate », la chambre creuse qui sépare l'espace entre le recto et le verso rappelant fâcheusement le vide cérébral que le scanner détecte chez les déments.

Mais prenons garde de ne pas verser dans le populisme et de jeter le candidat avec le vin qu'il avale goulûment en ces temps de campagne. Rappelons à cet effet que le mot candidat remonte à l'antiquité latine où les brigueurs de suffrages revêtaient une toge candide, blanche donc, symbolisant leur innocence et leur droiture. Saluons donc celles et ceux qui, derrière cette apparente démagogie, affichent non seulement leur binette, mais aussi un formidable courage. Et relisons, à côté de l'inapte prose électorale, le philosophe Emmanuel Levinas qui a remplacé l'Estre, cher à son maître Heidegger, par l'autre, ce grand Autre dirait Lacan, que les politiques viennent aujourd'hui apostropher. Car derrière la drague, on peut aussi déceler, parfois, un appel. Une invitation à penser et choisir autrement, une promesse de solidarité. Cet appel se fait, en ces jours de campagne, par le visage. Les théoriciens de la forme, de la Gestalt, ont montré que le visage est plus que la simple somme des éléments de la face. La véritable rencontre entre deux sujets humains se fait à travers le visage, dit Levinas, philosophe franco-lituanien, rescapé de la Shoah. Or, cette rencontre est à chaque fois une aventure qui n'est pas dénuée de risques, banalement électoraux en politique, mais aussi noblement existentiels dans la vie. La nudité du visage tendu à l'autre est le signe de la plus fondamentale vulnérabilité de l'être humain, ajoute Levinas. Le visage que le candidat affiche n'est donc pas seulement le faciès, c'est aussi, parfois, la joue (gauche pour les unes, droite pour les autres) que candidates et candidats tendent à l'autre, au sens métaphorique et non christique du terme. On peut gifler cette joue ou au contraire la caresser, lui donner ou refuser sa voix. La loi électorale luxembourgeoise oblige électeurs passifs et électrices actives à ne pas pouvoir s'abstraire de cette rencontre dont découle leur responsabilité. En politique cela s'appelle la morale. Et au-delà de la métaphore électorale commence l'éthique. À bon électeur, salut !

Ceterum censeo : le panachage est aux élections ce que le panaché est à la bière : un ni-ni, une faute de goût ! Permixonem delenda est ! (avec la complicité de lan) ●

EEN PHONOLOGESCHE POLIT-EXKURS

Heeschemann

Nico Graf

*„Javier Bettel[r]“, héieren ech
um Deutschlandfunk. Ech hunn
direkt do ugeruff, a gouf mat
hirem phonologesche Spezialist
verbonnen. An dee war guer net
amuséiert iwwer meng
Fuerderung, dee Numm misst
franséisch ausgeschwat ginn*

Deemnächst sinn also Wahlen – jojo, ech schreiwen dat mat engem *h* well et huet jo näischt mat Orkaen oder Pottwalen ze dinn – an dat huet mech un eppes Desagreables erënnert. Ech hat nämlech, wéi dat esou meng Gewunnecht ass, no de leschte Chamberwahlen den *Deutschlandfunk* gelauschtert an do hunn se vun engem Lëtzebuerger Premier geschwat, deen hunn se „Javier Bettel[r]“ genannt. Dat huet mech – réng radiosméisseg – queesch gemaach. Gemengt hat de Reporter wuel de Liberale „Ksawie Böttel“, mä et huet geklunge, wéi wa mer e spueneschen Heeschemann als Regierungschef hätten. Esouwäit ass et jo awer nach net komm mat de Clochardën *et autres mendiants* an der Stad. Der Lydie Polfer e weidere Bettler ënnerejubelen, jeejee. Ech net faul hunn also beim *DLF* ugeruff, an der Aktueller Redaktion bei deenen, an déi hunn net laang mat mir geschwat, mä hunn mech direkt mat hirem phonologesche Spezialist verbonnen. An dee war guer net amuséiert iwwer mäi Protest a meng Fuerderung, de Xavier misst franséisch ausgeschwat ginn an de Bettel, svp, mat engem kuerzen, drëchenen ò, dat sollt dach net no engem deen heesche geet klénge, wou kéim d'Finanzplaz do hin. Hunn ech nach de Geck gemaach.

De Spezialist op där anerer Säit huet dat mässeg lustig fonnt a sot, do géiff op der Télé, wann de Xavier zu Bréissel emol erëm interviewt gëtt, ëmmer Bettel stoen an da giffen hier Nolauschterer her-no net eens gi mat deem geschwaten ò, deen ech do gär hätt. Och wa mir de Bettel am Land „Böttel“ nenne giffen, da misste si dach awer op hier Zuhörer oppassen a sech eben erlaben, do eng Concordance ze maan tëschent Schreifweis an Aussprooch, Lëtzebuerger Gewunnechte hin oder hier. Ech sinn dunn e bësse queesch ginn an hu proposéiert, de Macron an Zukunft „Mahkrohn“ ze vernennen an den Tramp eben Trump – d'autant plus well deem seng Ahnen

jo aus Deutschland kéimen. Dat huet de Mann net lëschteng fonnt, meng Proposen, a wéi ech du nach ugefléckt hunn, mat Politiker aus klénge Länner kéint een dat jo maachen, hire Numm einfach à la germanique auszeschwätzen an eben net wéi se am Land, wou se regéieren, genannt ginn, et wier also wuel eng arrogant Decisioun vun uewen erof ouni Rücksicht op linguistesch Gewunnechte vu klénge Länner – jo, du war d'Gespréich zack zimmlech ënnerkilt a guer met méi kollegial, „auf Wiederhören, danke für den kritischen Hinweis, wir bleiben bei unserer Entscheidung“.

Dee Couptelefon bei de Kollegen vum *DLF*, deen ech wuel besser net gemaach hätt, ass mer elo erëm bäigefall. An zwar aus deemselwechte Gronn. Iwwer d'Internet-Säiten kréien ech jo mat wat elo vu Wahl-Preparatiffen am Land leeft, wivill riets Parteien d'Ierfschaft vun der *feue* CSV untriede wëllen a wéi lues a lues ënner de Koalitionären d'lelebéi méi spatz ginn. An ech kréie virop mat, datt dat alles hei wou ech wunnen – im Norden an der Elbe – awer och kee Mënsch interesséiert, do ass wierklech null Intérêt, op elo e Liberalen, e Sozialist oder e *miraculeusement* operstanene Luc F. sech ëm d'Finanze vun der Welt këmmert. Déi – onbewosst – Suppositioun ass déi, datt sech guer näischt ännert an deem butzege Land, wou ee jo alt emol an der Noperschaft – soe mer an der Eifel – an der Vakanz war oder wou een zu Tréier mat Réimeschem gelangweilt gouf a net an d'Marx-Haus eragaangen war – ze vill Chinese stungen do Schlaang. Wéi sot déi Deeg e Kolleg mer: „Zu Luxemburg hab ich überhaupt keinen Bezug. Was war, was ist denn bei Euch so los?“

Am Hierscht si Wahlen zu Lëtzebuerg, sot ech virgëschnt menger Frau. Ma da kéint ech jo doriwwer schreiwen, sot si, an ech sot, nee, geet net, ech hunn net méi genuch Kontakter, sinn ze weit ewech.



Dat war nëmmen d'Hallschent vun der Wouerecht. Déi aner Hallschent ass dës: Ech hunn och dee spezifesche Bléck krit, deen ee vu baussen huet, wann een op d'Land kuckt: dat et ze kleng wier, ze wäit ewech. Wat weess ech. Vun deem.

An dann awer. Hm, soll et wierklech esou kommen, wéi informéiert Kollege mer soen, well d'CSV elo schon der DP schéin Aen mécht? Wann de Jean-Claude dat héiert! Sollen Déi Gréng iwwer de Guidon falen? Sollen d'Sozen – Paulette hin, Francine hier – ewech fueren? An den Polit-Zombo Luc F., deem ech elo pub-méisseg iwwerall am Netz begéinen, dee wäert dach net leibhaftig resuscitéiert ginn, obwuel en, hat säin Nestor – pardon: säin Mentor – deemols gesot, vun Économie alles a vu Politik näischt versteet. Fragen über Fragen. Demnächst mehr in jenem Theater. ●

Grande foire

À l'entrée du bâtiment, Raphael Gindt a peint dans des tons bleus un sans-abris penché sur son gobelet, sans doute vide. L'énorme fresque murale fait écho à l'actualité de l'interdiction de la mendicité. Dans l'énorme hall désaffecté de Paul Wurth (7 500m²), 80 autres artistes cherchent s'attirer les bonnes grâces du public avec leurs œuvres (photo : Sven Becker). L'initiative Fuel Box en est à sa huitième édition, sans doute une des plus imposantes. L'idée de Laurent Turping et Yvette Rischette est d'investir des bâtiments vides (généralement industriels, Fuel Box VII au printemps dans une maison du 19^e siècle à Remich faisait exception) et d'y inviter des artistes. Ici, pas de comité de sélection, pas de commissaire d'exposition, pas de jury : « Nous proposons à un réseau de contacts, d'autres viennent frapper à la porte, c'est très ouvert », commente Laurent Turping, qui sculpte le bois à la tronçonneuse quand il ne travaille pas dans la finance. Les organisateurs se chargent de dénicher des lieux et de convaincre les propriétaires de les prêter gratuitement. Les artistes choisissent et investissent leur espace à leur manière et selon

leur style et leurs moyens. Ils contribuent avec une toute petite participation et offrent une petite œuvre vendue au profit d'une association.

Parmi les artistes, on retrouve quelques *usuals suspects* de ce genre d'exposition : Dani Neumann, Florence Hoffmann, Rafael Springer, Jean-Claude Salvi, Marie-France Philipps, Theid Johannis, Patricia Lippert ou Thierrv Lutz. Le moins qu'on puisse dire est que le mélange est hétéroclite. Dans les supports d'abord : peintures, sculptures, photos, graffitis, installations, vidéos... Dans les générations d'artistes aussi et leurs origines bien sûr. À peu près toutes les œuvres sont en vente, parfois à des prix assez exagérés compte tenu de jeunesse de l'artiste et de la qualité de la pièce. « Nous cherchons le talent, l'originalité et aussi l'amitié, l'inclusion et la diversité », explique l'organisateur. Ça ressemble à une grande foire, un grand bazar, une grande fête. C'est un art qui ne fait de mal à personne, ne questionne pas grand-chose, ni ne bouscule les canons plastiques. Mais à chaque édition de Fuelbox, il y a du monde. Comme pour assister à un match de foot, fût-il de division d'honneur. [fc](#)



Land

22.09.2023

PATRIMOINE



Richesse intangible

Dans le cadre des Journées européennes du patrimoine 2023, placées sous le thème *Living heritage*, le Luxembourg met à l'honneur son patrimoine immatériel du 23 septembre au 1^{er} octobre. Cette année coïncide avec le vingtième anniversaire de la Convention de l'Unesco pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et le quinzième anniversaire de l'inventaire national luxembourgeois. En effet, les pratiques, connaissances et savoir-faire des communautés locales sont inventoriés et rassemblés dans un but d'identification et de sauvegarde.

L'inventaire est désigné par le nom d'IKI. « Par définition, le patrimoine immatériel implique largement la population et s'insère ainsi dans l'esprit de cet événement qui se base depuis toujours sur une démarche participative », a énoncé la ministre de la Culture Sam Tanson lors de la présentation des Journées.

Le point d'orgue est le 30 septembre, « Dag vum Immaterielle Kulturierwen » à l'Abbaye Neumënster. On pourra assister à des démonstrations ou explications des pratiques listées dans l'inventaire du patrimoine culturel immatériel : un concert des *Haupeschlëiser*, des danses par le Lëtzebuurger Volleksdänz, le *Fléizen* par le Naturpark Obersauer, la procession dansante d'Echternach par le Willibrordus-Bauveräin (photo : Lex Kleren), les crécelles du Lëtzebuurger Massendénger, *Heiwannskonscht* par l'Association Luxembourgeoise des Sages-Femmes ou le *Léiffräwëschdag*, (voir la série du *Land* Patrimoine culturel immatériel, parue cet été). Sur le parvis, la traditionnelle *Hämmelsmarsch* fera revivre la Schueberfouer.

En même temps, une exposition de livres et de costumes de l'ancien duché du 18^e et 19^e, baignée dans une ambiance sonore de musiques populaires traditionnelles, est à découvrir alors que la construction en pierre sèche sera présentée au musée d'histoire naturelle. Les Journées présentent en tout 45 événements et manifestations ouvertes gratuitement au public à travers le pays : des démonstrations de savoir-faire et de pratiques ; des visites guidées de bâtiments, de sites historiques, de collections des musées ; des ateliers, des conférences et des concerts, tous liés au patrimoine immatériel. [aia](#)

PARUTION

Esquisses d'une ville

L'architecte et l'artiste belgo-luxembourgeois, Arnaud De Meyer, connu pour embarquer son carnet de croquis partout où il passe, a couché sur le papier des vues de la vieille ville et ses faubourgs historiques. Il a rassemblé ses dessins dans le livre *Luxembourg Sketch* by Sketch (coédité avec le Comité Alstad), un recueil de croquis, né de l'envie de faire redécouvrir la Ville, autrement. Le dessinateur s'est baladé dans les rues de Luxembourg entre 2016 et 2023 pour présenter ses aspects architecturaux à l'aide de ses crayons et aquarelles. Les planches colorées, de tons chauds ocres et rosés, des vues familières et originales à la fois, la nouveauté créée par la texture, la couleur, par le tracé noir qui vivifie le regard habituel, Arnaud De Meyer invite à percevoir ces lieux à sa manière : la Ville s'illumine, s'intensifie sous ses traits.

Ce samedi, la présentation du livre s'accompagne d'une promenade couplée à un atelier de dessin, partant de la rue



Sigefroi et descendant vers le Grund, à laquelle le public est convié. Un carnet à dessin en mains, les crayons dans la poche et l'envie d'esquisser en observant sont les seuls prérequis pour les participants. Arnaud De Meyer les aidera à affiner leur perception des rues, des maisons, pour saisir leurs contours sur le vif. On enchaînera des vignettes (les petits dessins encadrés), on créera ainsi une série de séquences, avant de prendre son temps et faire son dessin en fin de parcours. La réalisation du croquis est aussi une façon de raviver une pratique ancienne et dans le cas de Luxembourg sketch by sketch (photo : Arnaud De Meyer) d'illustrer le patrimoine de la Ville de Luxembourg. [aia](#)

ART CONTEMPORAIN

New-York – Clervaux

En 2008, deux œuvres de Paul Kirps entraient dans la collection du MoMA de New York. *Protekt* et *Autoreverse* marquaient un tournant dans la conception du travail de l'artiste. Il exploitait un langage graphique issu de l'imagerie populaire pour mettre en scène un message insolite. Un vocabulaire plastique ambigu qui a depuis trouvé une place dans la plupart de ses créations. Dans le cadre de l'exposition collective *Life Cycles* (au MoMA jusqu'en juillet 2024), la curatrice Paola Antonelli a sélectionné ces deux œuvres. Elle offre ainsi une visibilité exceptionnelle à l'artiste luxembourgeois. On peut



voir une coïncidence amusante avec la livraison récente de *frag. landscape* que Paul Kirps a réalisé au Lycée Edward Steichen de Clervaux, en rappelant que Steichen a été conservateur du département photo du MoMA dans les années 1947-1962. Cette grande fresque se situe entre le graffiti et le décor de théâtre. Elle a été réalisée à l'aide de pochoirs, appliqués successivement, puis remplis de peinture en aérosol. Cette composition fragmentée a été réalisée en relation avec le paysage de l'Oesling, reprenant le contraste entre ses vallées boisées et ses plateaux imposants. Les grilles, lignes pointillées et motifs évoquent les couches géologiques et imitent les strates de la Terre. [fc](#)

LESUNG

Heemecht

Im Kasemattentheater wird die Saison kommenden Donnerstag mit einer Lesung eingläutet, die den Zuschauer/innen nochmals in Erinnerung ruft, dass in Luxemburg längst nicht alle in der Resistenz aktiv waren. „Alles fir d'Hémecht?“ greift Texte aus dem *Luxemburger Volksblatt*

auf, einer Zeitung, die sich ab 1933 unter dem Journalisten Leo Müller für „Heimatreue“ und gegen Ausländer positionierte. Neben Leo Müller waren auch Jean Pétin und Eugen Ewert Kollaborateure, letzterer erhielt als prominenter NS-Kulturjournalist das Verdienstkreuz des Kriegsverdienstordens. Als Schauspielerin sei es interessant, vor allem im Hinblick auf die Wahlen, historisch zurückzublicken und Parallelen mit der Gegenwart ziehen zu können, sagt Nora Koenig, die gemeinsam mit Pitt Simon und Marc Limpach liest. Pol Belardi begleitet das Ganze musikalisch. [sp](#)

URBANISME

De la viande au verre

L'abattoir municipal de Hollerich a fermé ses portes en 1997, laissant place au service des sports de la Ville, au skate parc couvert et devenant progressivement le haut lieu de la scène du graffiti local. Craignant de réitérer les boucliers que les habitants du quartier avaient levé lorsque l'Atelier avait manifesté son intérêt pour ces espaces, la Ville de Luxembourg a organisé une consultation citoyenne en 2019, complétée par une programmation urbaine et architecturale (par Jim Clemes) en 2021. Le futur site du Schluetchhaus, environ 2,5 hectares, espaces verts compris, doit préserver la forte identité architecturale et d'art urbain, tout en dédiant le lieu

à la création culturelle et aux sports urbains. À l'été 2022 un concours européen d'architecture avait été lancé. 27 dossiers de candidatures ont été remis, six bureaux retenus ont participé à la deuxième phase du concours. Le groupement d'architectes 2001 (qui avait aussi remporté le concours du quartier Stade) avec CIVIC et Mersch Ingénieurs-Paysagistes remportent le concours avec le projet « *s^a^h* » (pour schluecht-haus, skatehaal, staad-haal, sonnen-hangar, solar-haus, schied-hal, spray-haus), une superstructure en verre et une réorganisation des espaces. Avec en ligne de mire « seize mémos pour un équipement métropolitain », ils misent sur un projet fonctionnel qui doit « renforcer l'urbanité inhérente de ce site ». Pas de bâtiments supplémentaires et un minimum de démolitions, une ouverture sur le quartier, mobilisation des espaces interstitiels et adaptation aux évolutions de la population, du programme et des aléas climatiques ont séduit le jury. On n'est pas encore à la première pierre ni même au Plan d'aménagement particulier, mais le public pourra déjà découvrir le projet lors d'une séance d'information le 24 septembre. [fc](#)

Artaban is back

Godfrey Gordet

Alors qu'il y quinze ans, leur premier disque *Landscapes* faisait crisser les stylos de superlatifs en comparaisons flatteuses avec les iconiques Røyksopp, Artaban revient d'une absence de dix ans en signant un troisième album dans leur discographie électro-aventureuse. Après *Flow*, sorti en 2013, le duo de frangins Charles et Max Nilles a pris une décennie pour parfaire le cinématographique *Rec. Play. Rewind.*, un disque signé cette fois chez Muaaah! Records, le nouveau et ambitieux mini-label luxembourgeois, fondé en trio, par Marc Hauser, programmateur aux Rotondes ; Yann Gelezuinas, régisseur technique aux Rotondes et Nicolas Przeor également programmateur aux Rotondes, et surtout guitariste du groupe math-rock Mutiny on the Bounty. Un pur produit made in Luxembourg, donc.

Même si dix années ont passé, on entend toujours l'Artaban d'antan. Ce retour, marque l'idée d'un renouveau qui n'abîme pas son héritage. *Rec. Play. Rewind.* est un très bon troisième album, parce qu'il invite à croiser musicalité et narration cinématographique, dans un tout qui laisse l'écouter se faire son film, guidé par les ambiances rythmiques composées par le duo.

Rec. Play. Rewind. n'a pas été construit en un jour. Le duo fraternel commence à bosser sa copie en 2017-2018. De là, les premières maquettes de l'album émergent et, dans leur légendaire perfectionnisme, ils prennent du temps pour peaufiner le tout, « et le temps passe souvent très vite, un peu trop vite même... Une bonne phrase de vieux... », s'amuse-t-ils. « Musicalement on a quand même eu nos projets respectifs », explique le duo. Charles, a travaillé en solo son projet instrumental hip-hop old school baptisé Sh'napan, avec lequel il sortait *Pagane* en 2016. De son côté, Max a poursuivi l'aventure collective de Mount Stealth, avec David André, Paul Bradshaw, Claudio Pianini, groupe eschois très respecté, logé dans le rayon de l'expérimental math-rock.

Pour ce troisième disque, les frères Nilles ont bossé chacun de leur côté : Charles pose les bases des morceaux quand Max vient y ajouter sa patte, pour qu'ensuite, ils se retrouvent en studio pour retravailler les morceaux ensemble. « L'album était pratiquement terminé fin 2021 mais le mix a été long et ensuite il a fallu passer au mastering et lancer la production du vinyle », expliquent-ils.



Le duo Artaban

« Il n'y a pas vraiment eu de fil rouge pour cet album. De toute façon on ne fonctionne pas vraiment comme ça », balance avec sincérité Charles Nilles. Pas de langue de bois chez eux, leur musique est clairement d'une spontanéité folle, chaque morceau a été façonné par un sentiment lié à une période. Et au vu du long processus de création de l'album étalé sur des années, les émotions sont variées et disparates, ce qui profite à la force narrative du disque. Le duo reconnaît tout de même des influences notoires, comme la musique des films français et italiens des années 1960 à 1980, « qui a toujours fait partie de notre ADN comme tout ce qui est aussi lié à la nature, à l'évasion », précisent les deux musiciens. Ils assument pleinement ces ingrédients qui, couplés à l'aspect plus cinématographique qu'à leur habitude, donne une recette tout simplement délicieuse.

Porté par le tout jeune label Muaaah! Records, Artaban efface un peu son identité transfrontalière, qu'amenait son ancien la-

bel Chez.Kito.Kat Records. « Marc, Nicolas et Yann ont surtout créé ce label pour rééditer des albums en vinyle mais ils nous ont proposé de nous aider à sortir notre album sur leur label et on était ravis. Il était important pour nous d'avoir un support physique pour la sortie, surtout en vinyle », argumente le duo. Ce qui est sûr c'est que cette nouvelle galette est très convaincante, on y entend le passé, le présent et le futur du duo qui n'a pas perdu de son élocution mélodique. Alors, même s'ils disent ne pas avoir de plan, ils finissent par avouer l'envie de sortir de nouvelles choses dans quelque temps, peut-être sous forme de clips vidéo, qui sait ? « On vous tiendra au courant, sans devoir attendre dix ans... enfin on espère... », plaisantent-ils.

Écoute commentée

Tout commence tranquillement par A2, titre rétrofuturiste qui rappelle les expériences sonores passées d'Artaban. 200 hochements de tête plus tard, on est toujours dedans, sans que rien ne

nous déloge de notre virée musicale. Quatre minutes passent, le duo ferme son intro pour nous emballer dans le plus intrigant *Chazeman*, qui reprend des rythmes que Charles avait dompté auparavant sur son excellent projet solo Sh'napan. Alliant une musique downtempo un poil vitaminé, à une voix soufflant des murmures en complaintes, dans les hauteurs d'un titre hyper réussi.

Chevrotine suit et nous plonge dans un univers un brin plus intrigant et captivant par un rythme soutenu. Ce qu'il se joue là fait penser aux questionnements intérieurs d'un flics porté sur la bouteille en train de courir pour résoudre une affaire bien dégueulasse, comme souvent, dans les polars d'il y a cinquante ans. Les tracks, *Spazzaneve* et *Barman*, nous caressent différemment. Par un suspens lancinant très bien amené, convoquant tantôt les saxos du film noir, tantôt l'ambiance funky à la Starsky et Hutch, jusqu'à des mélodies évidemment vintage, in fine, évoquant les souvenirs d'enfance des frères Artaban.

Moebius, titre central de l'album, nommé, on l'imagine, en hommage à l'immense auteur de bandes dessinées Jean Giraud, plonge par des modulations organiques, dans un monde étrange, bien que permettant une belle respiration à l'ensemble. Derrière, ça repart plutôt énervé, *Tase* embrase la suite comme pour signifier que le dénouement est proche. Et puis, *Melville* – nouvel hommage, à un réalisateur – accompagne ce dénouement. Pour finir, *Skog* conclut l'affaire un peu dans un ailleurs, frôlant l'idée d'un générique, là où l'on présente les personnages hors de leur contexte narratif.

Ainsi, neuf titres se suivent instinctivement, tenant une moyenne de cinq minutes d'audience chacun, assez pour raconter des histoires mirobolantes, à l'image d'une fiction ciné... Et vraiment, c'est ce qu'il se passe à l'écoute : on plonge dans un film dont on imagine les ressorts narratifs. Avec *Rec. Play. Rewind.* – titre clin d'œil à nos vieux magnétoscope –, Artaban conserve son « truc à part ». Leur témérité, leur patience et leur abnégation, marques de leur « tendance excessive à rechercher la perfection », leur permettent de taper encore une fois très fort et d'offrir à leurs auditeurs un album soigné et captivant. ●

GRANDE RÉGION

Les puissances collectives du récit

Loïc Millot

« Dans une ère de post-vérité, nous assistons à une atomisation des récits collectifs. Les grandes structures que sont l'enseignement et les grands médias, souvent canaux de diffusion de ces récits communs, ont perdu de leur aura et de leur autorité, pour être contrebalancées par des mouvements émancipatoires qui ont permis une libération de la parole. Cette transformation a ouvert l'espace à l'expression de ressentis et d'émotions dans l'espace public – un espace qui peut tout autant fonctionner comme lieu de rassemblement qu'exclure ceux.elles qui ne sentent pas légitimes de s'y exprimer. » Ce constat introduit *Comment se raconter*, exposition d'envergure qui investit l'ensemble du bâtiment du Frac Lorraine. Elle dévoile le travail d'une dizaine d'artistes internationaux à travers une pluralité de techniques d'expression mise au service de récits de vie collectifs – échanges épistolaires, dessins, broderie, vidéos, installations plastiques.

Rien n'est plus traditionnel que de « faire récit », en Occident comme ailleurs, où narration a souvent rimé avec figuration afin de rapporter de hauts faits d'armes, d'immortaliser la magnificence d'un règne et d'en consigner les actions mémorables pour les transmettre aux générations suivantes. Le temps est fini cependant où seuls les puissants possédaient le pouvoir d'écrire l'Histoire et s'y affirmaient comme les sujets exclusifs. Le Frac Lorraine s'empare de ce sujet pour l'interroger à nouveaux. En témoigne cette pièce suspendue dans une salle près de l'entrée : un *Parasol* réalisé cet été lors d'ateliers menés au Centre

Le temps est fini où seuls les puissants possédaient le pouvoir d'écrire l'Histoire et en étaient les sujets exclusifs

social Jean Morette de Fameck, en Moselle, structure invitée par le Frac à présenter un objet auquel s'identifier. Un geste beau et généreux, non seulement parce qu'il décloisonne les secteurs professionnels, mais pour son résultat même, plaisant au regard et justifié comme suit par l'équipe du Centre social. « C'est quoi un centre social, à quoi ça sert, qui peut y venir, quel objet pourrait symboliser un tel lieu ? (...) C'est une maison des possibles, des projets, qui peuvent naître de la rencontre, de passions partagées et parfois de colères ou de désespoir. (...) Comme une incitation à nous rencontrer, notre maison-parasol nous invite à la curiosité de l'autre. », lit-on sur le cartel. Non loin, une clé frappée du nom d'Héraclès repose au sol, reliée à des coussins mythiques : l'une des nombreuses œuvres jalonnant le parcours que l'on doit à la Suisse Gaia Vincensini, intitulée *New Gods* (2021).

Autre forme simple privilégiée, la vidéo iconoclaste de l'Américain Tony Cokes, qui se présente dans son plus simple élément : dépourvue d'images, mais peuplée de messages écrits accompagnés de chansons de Morrissey qui interpellent directement le spectateur, à la façon des situationnistes. L'un de ses écrans-écrits en théorise la démarche : « Ici, l'idée fondamentale est qu'une transformation mentale collective majeure n'est pas toujours portée par des images et des preuves. Peut-être que de telles images et de telles preuves, contrairement à nos suppositions les plus empathiques et rationnelles, ralentissent finalement les transformations : qu'on pense à la République populaire de Chine vingt ans après l'homme face au tank à Beijing. D'une certaine façon, de telles images rendent familier quelque chose d'inhabituel. Mais un tel processus implique aussi, nécessairement, que l'œil colonise quelque chose qui est Autre, créant l'impression trompeuse que je connais déjà cette situation, que nous sommes déjà en train d'agir. D'un autre côté, les connaissances issues d'un événement qui n'a pas d'image seront le fruit de l'imagination. »

Plus avant, une vidéo d'Anna Witt réunit des adolescents et adolescentes du Forum de Gröpelingen autour de photos d'archives prises à Brême, où l'on perçoit des ouvriers kurdes manifester aux côtés de

travailleurs allemands. Ces supports trouvent un écho lointain parmi les jeunes générations convoquées dans la vidéo ; elles expriment leurs ressentis sur des problèmes qui leur semblent dépassés, tout en ne cachant pas leur anxiété quant à leur insertion professionnelle, puisque toute formation leur semble aujourd'hui dévalorisée par le marché du travail... Autre pièce de choix, *Prison n°5* (2017-2019), qui tient à la fois du journal, de la fresque murale, de l'exutoire et de la bande-dessinée : les terribles dessins sur papier kraft de la journaliste et artiste nomade Zehra Dogan, relate la condition des Kurdes

en Turquie ainsi que son propre sort dans les géoles ottomanes. Elle y témoigne des actes de tortures perpétrés contre les hommes et les femmes de la cette communauté, la minorité ethnique la plus importante de Turquie. On doit à l'artiste Rahima Gambo et au Tatsunya Artist Collective, dont la vie communautaire au Nigéria est documentée par de nombreuses photographies et un film, une superbe couverture de lits brodée. Sans oublier la vidéo de Rory Pilgrim, intitulée *RAFTS* (2020-22), réalisé en collaboration avec différents collectifs engagés dans l'accessibilité de l'art et l'hébergement d'urgence. ●

Comment se raconter, 49 Nord 6 Est, FRAC Lorraine (Metz), jusqu'au 28 janvier 2024

Un programme a été concocté autour de l'exposition : une projection de *The Unfinished Conversation* de John Akomfrah (18 octobre, 18h30) ; une table ronde sur les Pouvoirs de l'amitié (9 novembre, 19h, FRAC) ou encore un concert de Rory Pilgrim (25 janvier, 19h), parmi d'autres festivités à venir



Rory Pilgrim, *RAFTS*, 2020-2022

DE PAYSAGE EN PAYS SAGE (9)

Le parc Um Belval, paradis artificiel des frisbees

Erwan Nonet

On a pu se demander ce que deviendrait ce grand terrain au milieu du chantier de Belval. Aujourd’hui, c’est un parc à l’identité affirmée qui a trouvé son public. Et notamment les disc golfeurs



Le disc golf se développe au Luxembourg depuis les talus du parc Um Belval

Entre les tours et les résidences, bien caché à tous ceux qui ne connaissent pas le quartier, le parc Um Belval est un écrin de verdure singulier. Le développeur du site, Agora, n’a pas construit un simulacre de nature, qui s’approchait d’ailleurs du projet initial de 2002. Sur ce lieu majeur de l’histoire de la sidérurgie luxembourgeoise, sur le point d’être transformé en ce qui ressemblait alors à un quartier du futur, faire comme si un environnement sauvage avait repris ces droits aurait sans doute été comme une faute de goût, comme une association de couleur qui ne fonctionne pas.

Un appel d’offres a permis de trouver un projet plus proche de l’âme d’un site retourné pratiquement de fond en comble. Elaboré par l’Agence franco-allemande Ter, le concept prenait cette fois le parti de miser ostensiblement sur la carte du paysage construit. Sans faux-semblant, n’importe quel promeneur comprendrait sans même l’intellectualiser que les allées sur lesquelles il déambule et les pelouses où les enfants jouent sont les fruits d’une création humaine, pas de la nature. Ce qui ne l’empêche pas d’héberger aujourd’hui des écosystèmes riches.

Ce point de vue originel lui permet de ne pas uniquement se reposer sur un usage récréatif. Le parc Um Belval proprement dit, c’est-à-dire le paysage arboré et apprêté que l’on connaît aujourd’hui, est un instrument capital de la gestion des eaux de pluie dans tout le quartier. Le point d’orgue du concept est le Wassertrap, qui file le long des résidences, côté Sanem. Les précipitations qui tombent sur Belval Nord (Sanem), Belval Sud (Esch) et le parc sont dirigées vers cet escalier géant composé de 24 marches capable de recueillir 6 300 m3 d’eau. Comme un bassin de rétention, mais sans béton, puisque les paliers sont en bois. Ce système permet non seulement d’éviter ou de limiter les crues en cas de besoin, ce qui est essentiel sur une aire géographique où l’artificialisation des terres est importante, mais aussi de créer de toute pièce un paysage où la nature peut s’épanouir. La Wassertrap est un biotope riche, qui fait d’ailleurs partie des mesures de compensation prises pour atténuer les pertes écologiques dues aux nouvelles constructions. Qui plus est, lorsqu’elles sont sèches, les marches font partie intégrante du parc et ces espaces verts sauvages peuvent être fréquentés par les passants.

Dans le futur, le parc actuel sera singulièrement prolongé par le plateau Saint-Esprit. Actuellement, ce site qui longe la porte de l’Université recueille les terres polluées sorties de l’ensemble des chantiers de Belval. Nivelé en trois plateaux-talus, ils seront à terme recouverts d’une couche d’argile imperméable, puis de terre arable dans laquelle sera plantée la végétation. Cette extension occupera environ cinq hectares.

Deux profs de lycée fans de frisbee

Les différents secteurs des huit hectares du parc sont facilement identifiables par les usagers. Les installations incitent en outre à la pratique de sports et d’activités physiques plutôt inhabituels. Ici, pas de stade acheté sur catalogue, mais plutôt un skate park qui donne sur le lycée Bel-Val, une aire de jeu inclusive avec des éléments en bois assez spectaculaires, une table de teqball (une table de ping-pong incurvée sur laquelle on joue avec un ballon de foot) et un parcours de disc golf.

Ce dernier mérite que l’on s’y arrête, d’abord parce que ce sport est encore très méconnu dans nos contrées, alors qu’il, au fond, très facile et peu coûteux d’y jouer. Codifié il y a une cinquantaine d’années aux États-Unis, le principe est similaire à celui du golf : réaliser avec le moins de coups possibles un parcours situé entre le tee et l’aire d’arrivée, ici un panier métallique fixé sur un poteau. Mais plutôt que d’utiliser un club et une balle, on lance un frisbee. Selon la phase de jeu à laquelle on s’attaque, il existe différentes morphologies de disque. Le driver permet de lancer loin, en début de parcours. Le mid range est utile dans un deuxième temps, en phase d’approche, tandis que l’on sort le putter lorsque, à proximité du panier, il s’agit de finir le travail.

Les États-Unis et les pays scandinaves sont particulièrement friands du disc golf. En Finlande, il est même le deuxième sport le plus pratiqué, derrière le hockey, mais devant le football. Au niveau mondial, sa croissance est spectaculaire ces dernières années. La fédération qui organise sa pratique, la PDGA (Professional disc golf association) est passée de 50 000 membres en 2011 à plus de 260 000 aujourd’hui. Le nombre de parcours explose un peu partout, il en existe plus de 14 000 dans le monde à l’heure actuelle.

Chronologiquement, celui de Belval est le troisième à avoir été créé dans le pays. Le premier a été installé à Bourglinster (en mauvais état, il est pour ainsi dire impraticable) et le deuxième, de quatre paniers seulement, se situe à Dudelange près du lycée Nic-Biever. Belval est donc le plus intéressant à utiliser, celui autour duquel se retrouve tous les samedis matins les joueurs membres du club local. Les néophytes peuvent se mêler aux licenciés qui prêtent volontiers des disques et montrent les subtilités de leur maniement.

Le Disc Golf Club Luxembourg a été créé en juin 2020 sur l’impulsion de deux professeurs du lycée Bel-Val, situé en bordure du parc, Gérard Kraus et Claude Bouvy. « J’avais découvert ce sport en 1995/1996, lors de mes études en Suisse, puis je l’avais oublié, se souvient Claude Bouvy. Par hasard, en 2019, nous en avons reparlé avec Gérard et nous nous sommes dit que ce serait une super activité pour les élèves. L’établissement a bien voulu acheter quelques paniers mobiles et nous avons organisé un premier petit tournoi pendant la fête du lycée. Cela avait vraiment bien marché ! »

Une fois la première initiative lancée, tout s’est rapidement enchaîné. Le lycée propose la rentrée suivante une option disc golf et le premier club du pays (et toujours l’unique) est fondé. Il est membre de la Luxembourg Flying Disc Federation et de la Luxembourg Field sports Federation, et ainsi du Comité olympique et sportif luxembourgeois.

Le nouveau parc public situé juste à côté du lycée et qui se cherche encore une personnalité et des usages à destination des habitants donne des idées aux deux hommes qui se mettent en relation avec la commune. « Tout est allé très vite, sourit Claude Bouvy. Nous avons expliqué notre projet de créer un parcours de neufs paniers et nous avons fait un tour du parc avec les élus pour leur montrer à quoi cela pouvait ressembler sur le terrain. Ils ont été convaincus. »

Il faut dire que les infrastructures ne sont pas onéreuses. L’ensemble du parcours a coûté autour de 17 500 euros à la commune, points de départ, paniers, panneaux explicatifs et design des neuf trous compris. À des années-lumière des 114 millions estimés pour le futur centre sportif qui inclura une piscine trois bassins, un centre multisport, une grande halle (sans tribune), un mur d’escalade et plusieurs terrains extérieurs. Un projet qui vient d’entrer en commission à la Chambre des députés et dont, il faut le reconnaître, Esch, Belval et Sanem ont besoin tant les infrastructures actuelles ne sont plus adaptées aux exigences d’une population qui croît de manière spectaculaire.

Le parcours de disc golf (ainsi que d’autres équipements du parc) sont inaugurés le 11 septembre 2021 et, sans perdre de temps, la première compétition labellisée PDGA, le Minett Open, est organisée dans la foulée. Cette année, la troisième édition rassemblait plus d’une quarantaine de joueurs venus du Luxembourg, de Belgique, d’Allemagne et de France. Un record qui illustre l’engouement pour ce sport facile d’accès, parfaitement mixte, qui ne demande pas une grosse condition physique et dont la pratique est bon marché. Les disques de qualité coûtent entre dix et vingt euros et l’accès au parcours de Belval est gratuit.

D’ailleurs, la dynamique autour du disc golf ne s’éteint pas. Depuis plusieurs mois, le club tente

de convaincre la Ville de Luxembourg de créer un nouveau terrain de jeu dans la capitale, du côté de Neudorf. Claude Bouvy a une idée derrière la tête : « J’aimerais concevoir un parcours pro de 18 trous, technique, à cheval dans une forêt et sur des milieux ouverts. Je suis en contact avec une commune du nord du pays, je croise les doigts. »

En quelques années seulement, le club s’est retrouvé comme une sorte de pivot dans la communauté des disc golfeurs de la Grande Région élargie. « Les organisateurs allemands, français ou belges nous demandent de traduire leur programmation pour attirer davantage de monde et nous, cela nous ouvre beaucoup de portes pour jouer à l’étranger et rencon-

trer des personnes qui peuvent nous aider à développer notre sport », apprécie Claude Bouvy. Il faut dire que le club est pour le moins cosmopolite, en plus des quelques Luxembourgeois (pas les plus nombreux), il compte des Finlandais, des Espagnols, des Polonais, des Allemands, des Italiens, des Français, des Américains... « Nous aimerions juste avoir un peu plus de joueuses, regrette le président du club. Elles sont vraiment peu nombreuses alors que c’est un sport très mixte au niveau international. »

Aujourd’hui, il suffit de se rendre le week-end au parc Um Belval pour se rendre compte que ce paysage artificiel, né sur ce qui était un des plus grands sites industriels de la région, est devenu un lieu vivant. Dans les petites allées, la communauté indo-pakistanaise joue au cricket dans de beaux éclats de voix, les adeptes de la musculation travaillent biceps et dorsaux en musique sur les pratiques adéquates, les familles pique-niquent sur des couvertures à l’ombre des quelques grands arbres, les enfants jouent au foot, les joggeurs sillonnent le parc dans tous les sens, les skateurs enchaînent les tricks, les cyclistes font leur petit tour et les disc golfeurs lancent leur Frisbee en prenant garde de ne gêner personne, quitte à aller discuter pour avec ceux qui se trouvent sur le parcours sans le savoir pour leur expliquer le sport. Dimanche dernier, ce prêtre en soutane le chapelet à la ceinture et le téléphone qui traînait sur le trou n°8 a véritablement découvert quelque chose de neuf ! ●

The Alchemist

Selected works by Arthur Unger

28.04.2023 – 15.10.2023

Archaeology History Art

National
musée
um Fëschmaart

www.nationalmusee.lu

La performance art est arrivée près de chez nous

Karolina Markiewicz

Pour ce dernier volet sur les performances, zoom sur la place de la performance art et ses artistes au Luxembourg

Au Luxembourg, il n'existe pas d'espace, avec ou sans murs, dédié uniquement à la performance art. La Konschthall programmera des artistes qui activeront des performances historiques, la saison prochaine. Le Casino Luxembourg - forum d'art contemporain par la voix de Stilbé Schroeder, se pose des questions justifiées quant à la place de la performance en général. Et au Mudam, s'ouvre en octobre, une exposition, intitulée *After Laughter Comes Tears. A performative exhibition in four acts*. Cette exposition consacrée entre autres à la performance art marque la deuxième édition de la *Mudam Performance Season*, démarrée en 2021. Elle sera articulée comme une « exposition performative », et réunira les œuvres de 34 artistes qui se meuvent dans les domaines de la performance art, de l'installation mais aussi de la vidéo art. Le titre fait référence au morceau *After Laughter* (1964) de Wendy Rene, chanteuse et compositrice de soul américaine. L'exposition s'organiserait en quatre actes, comme une pièce de théâtre classique. Elle proposera une définition plus large de ce qu'est la performance art en y incluant directement le film et l'installation, l'exposition en elle-même ainsi que sa scénographie, comme autant d'objets performatifs. L'ancrage de la performance art dans un espace muséal, où elle figure d'habitude comme un événement éphémère de passage, est remarquable.

En terme de thématiques abordées, l'exposition disséquera le néolibéralisme, capitalisme dans sa probable dernière phase, dans lequel nous avançons dans nos sociétés respectives, soit dans sa forme concrète, soit dans une forme espérée-révée. Comme l'addition est salée et où il semble que nous fonctionnions droit dans un grand mur, celui de la crise climatique et de toutes ses conséquences, les incohérences monstrueuses entre ce qui est dit et ce qui se fait est dramatique.

L'une des curatrices de l'exposition, Joel Valabrega (l'autre est Clémentine Proby) assure que le rire ou plutôt l'humour, pourra détourner légèrement de la tragédie annoncée et détendre l'atmosphère. L'exposition commencera juste après les élections législatives. Nous aurons avalés les slogans mièvres et surannés de tous les partis politiques et leurs mauvaises affiches. Imaginer que cette exposition en sera une sorte d'exutoire, reste sans doute pour la bulle du public qui suit, un rêve. Le rire sera forcément jaune.

Pour cette exposition, il y aura des artistes de réputation internationale, entre autres Artur Zmijewski, Agnieszka Polska, Monira al Qadiri et aucun artiste luxembourgeois ou basé ici. Ceci un constat. La discussion de savoir si les institutions culturelles portent une certaine responsabilité ou pas de soutenir les artistes locaux, de les faire avancer, est une autre. Je ne la mènerai pas ici.

Depuis les débuts dans les années 1970, les performances art permettent un débridement et une expression artistique plus marquante des femmes. Elles se positionnent dans le domaine notamment à travers leurs corps. Elles ont détourné l'objet qu'elles ont été pour en faire véritable sujet de réflexions : la féminité, la force et la vulnérabilité, l'âge et le vieillissement aussi, le pouvoir. Malheureusement, certaines performances d'aujourd'hui sentent un peu le coup de marketing, la réflexion y manque et les actions demeurent banales, bien qu'annoncées comme politiques et radicales. N'est pas Anne Imhof qui veut. L'artiste qui a reçu le Lion d'or à la Biennale d'art de Venise en 2017 bouscule, choque, mais englobe une certaine réalité, la rêfète, celle de l'abandon.

La pratique de la performance art au Luxembourg ne date pas du Futurisme, elle démarre avec des happenings dans les années 60, 70 avec des artistes comme Berte Lutgen et Misch Da Leiden, mais dans une forme un plus revendicative, s'inscrivant

Au Luxembourg, le théâtre, puis la musique et la danse ont été un catalyseur de performances, plus que les arts plastiques

dans le mouvement international de révolte contre un ordre établi, le post-colonialisme, le patriarcat, l'homophobie, la xénophobie et la misogynie. A souligner que Berthe Lutgen est cofondatrice du groupe d'artistes Arbeitsgruppe Kunst en 1968 et du « Groupe de Recherche d'Art Politique » (GRAP). En 1971, elle crée le « Mouvement de Libération des Femmes » (MLF) à Luxembourg et de 1979 à 1996 et elle enseigne l'éducation artistique à Luxembourg. Cette figure impressionnante de l'art contemporain a récemment été primée par le prix Lëtzebuurger Konschtpräis (2022) - un début.

Cependant ici, en général, le théâtre, puis la musique ont davantage joué le rôle de catalyseur que les arts plastiques ; même si aujourd'hui, les performances théâtrales, musicales ou dansées, sont des performances interdisciplinaires. Elles sont généralement inscrites dans un cadre précis, peu dans la confrontation directe avec le public et certainement moins dans une nature radicale et plus éphémère et de fait plus surprenante. Il se peut que ce soit la raison de la confusion autour du terme de « performance » (voir le premier volet de la série, *Land* du 25/08/2023). C'est précisément la raison pour laquelle, j'utilise la notion de « performance art », en langue française.

Il existe aujourd'hui des artistes qui incluent la performance art dans leur pratique. Trixi Weis qui présentera sa performance *Economy class* en octobre prochain dans le cadre de l'exposition *Hors-d'œuvre* au Cercle Cité. Marco Godhino, représentant du Luxembourg à la Biennale de Venise en 2019, a une pratique qu'il nomme des « gestes performatifs » inscrits dans la poésie qu'il active à différents moments clés, notamment lors de ses vernissages, au moment de pleines lunes ou tout simplement chez lui. Sophie Jung, qui évolue davantage en Suisse reprend régulièrement son activité d'artiste performative, en s'identifiant plutôt à une comédienne sur sa scène de théâtre, des improvisations préparées. Il y a Mike Bourscheid, qui lui aussi a représenté le Luxembourg à la Biennale de Venise en 2017 travaille les identités diverses, les corps et leurs déguisements. Je pense aussi à Catherine Elsen qui pratique la performance art, proche du théâtre au départ et qui s'aiguille de plus en plus dans le cadre des réalités étendues. Pius Clio van Aerde (souvent avec Aurélie d'Incau) qui vient du théâtre et qui a entrepris depuis peu des études en performance art aux Pays-Bas. Et pour finir, il y a aussi Aida Schweitzer, elle performe seule ou en groupe autour des questions du corps féminin, de ses implications diverses, sociétales, politiques et historiques. L'année prochaine, le représentant du Luxembourg sélectionné pour la Biennale d'art à Venise sera Andrea Mancini, un artiste qui a une pratique autour de la musique performative, de la vidéo art et de l'installation.

Pour clore cette navigation à travers la performance art, je reviens vers le terme. Il est né dans les années 70, mais je ne pense pas que quiconque soit capable de retrouver la source exacte. Pendant un certain temps, nous n'appelions pas cela de la performance art. Il s'agissait d'événements, d'actions, de happenings. Il y a eu aussi, les sculptures vivantes de Gilbert & George. Nous avons eu du théâtre de danse, des lectures de poésie et les « partitions » de Fluxus. RosaLee Goldberg, curatrice, critique, historienne et enseignante a trouvé le terme de *live art*, dans son livre référence *Live Art 1909 to the Present*. Quant à la nature de la performance art, Goldberg considère que la performance est la clé de voûte du processus créatif d'un artiste visuel. Dans le cadre de *Performa* (organisation bien connue pour son festival de la performance art qui a lieu tous les deux ans dans divers lieux et institutions de la ville de New York) Goldberg a suivi des artistes apparus dans les années 1960 et 1970, à l'apogée du conceptualisme, elle considérait la performance comme un art à contre-courant de la nature commerciale, un art qui ne pouvait être ni acheté ni vendu. Le temps et le marché de l'art vorace ont tourné en dérision cette idée utopique. Aujourd'hui, les musées ont des départements d'art de la performance et les universités le considèrent comme un programme de recherches, bien que séparé du canon de l'histoire de l'art. C'est là que réside le problème pour Goldberg, qui malgré la réalité du cloisonnement peut citer un exemple après l'autre d'artistes visuels dont les œuvres emblématiques sont issues d'actions en direct exécutées devant un public sur des scènes de théâtres, des cabarets, dans les rues ou devant une caméra. « Au fait, même Léonard de Vinci faisait de la performance », a-t-elle déclaré. ●



Extrait de
Hometherapy 2
de Trixi Weis

1^{er} juillet > 15 octobre 2023

Dans la lumière de l'impressionnisme?

Dominique Lang (1874 – 1919) et ses contemporains



Le haïku du menu

France Clarinval

Les noms varient : amuse-bouche, bouchées apéritives, zakouskis, pré-entrées, canapés... Une chose est sûre, ça se passe au tout début du repas, comme une entrée en matière, une carte de visite. L'idée est d'ouvrir l'appétit, suivant le mot latin *aperire* (ouvrir) qui a donné le terme d'apéritif. À la maison, on se contente souvent de chips ou de cacahuètes, de tranches de saucisson

ou de cubes de fromage, de tomates-cerises ou de radis. Au restaurant, ces bouchées ont longtemps été l'occasion de vider les restes du réfrigérateur et de donner aux apprentis une matière où se faire la main sans risque. Aujourd'hui, surtout dans l'univers de la gastronomie, elles sont devenues les premiers signes qualitatifs du restaurant, une étape à part entière du menu dans laquelle les cuisiniers font la démonstration de leur talent.

Les amuse-bouche se dégustent en lisant la carte, en sirotant un verre de champagne, parfois dans un salon dédié. Ils donnent le ton de la suite du menu et annoncent l'orientation des agapes comme une invitation au voyage culinaire qui va suivre. Il s'agit d'être cohérent avec l'identité culinaire du chef et de mettre en évidence son savoir-faire : rappeler ses origines, valoriser un produit phare, faire la démonstration d'une maîtrise technique, passer un message en lien avec l'histoire ou l'environnement de l'établissement. Certains rassurent avec les saveurs qui font leur réputation, d'autres osent la surprise. Le client acceptera mieux un goût qu'il ne connaît pas dans une seule bouchée que dans un plat entier. Comme son nom l'indique, l'amuse-bouche n'a pas besoin de se prendre au sérieux, il peut déstabiliser, faire sourire, étonner.

Généralement, les amuse-bouche sont de petites dimensions et s'avalent en une seule fois. Ils se dégustent souvent avec les doigts, comme d'ailleurs les mignardises de fin de repas. Le service doit être rythmé pour garder le client attentif et réceptif, avec des intitulés clairs et simples qui ne prennent pas plus de temps que la dégustation. Ce concentré de saveurs et de techniques se doit d'être fort en goût, de marquer les esprits. Il peut susciter une certaine frustration qui, en titillant les papilles, donnera envie d'aller plus avant dans le menu. Certains restaurants ne s'y trompent pas et ne prennent la commande qu'après ces premières bouchées. En ouvrant la faim, l'amuse-bouche peut pousser le client à choisir un menu plus conséquent. On évitera donc de surcharger

avec des ingrédients un peu lourds comme le fromage, le foie gras ou les fritures.

Comme dans tous les domaines, il y a des modes dans l'accompagnement de l'apéritif. Les verrines, puis les cuillères remplies, en vedette il y a une dizaine d'années, se sont ringardisées en entrant chez les particuliers. Place aux boîtes garnies de grains de cafés, de galets, de mousse végétale, de sarrasin, aux branches où sont accrochées les bouchées (à la Distillerie, par exemple), aux tuiles à croquer suspendues (chez Fani notamment), aux supports élégants et personnalisés (vus à Ma langue sourit ou à l'Eden rose). En termes de format, tous les goûts sont permis. La tartelette est un classique qui rassure. Elle se prête à toutes les garnitures, végétale, carnée ou autre, en plusieurs couches parfois. Le croustis (pané) et les gougères (pâte à choux) reviennent à la mode. Ils se mangent chauds, avec du fromage, un escargot, des herbes ou même de la viande. Un cracker, un toast, une tranche de brioche ou de pâte feuilletée sont d'excellents moyens de valoriser la préparation qui est déposée dessus que ce soit rillettes, crème, pommade, charcuterie ou légumes. La technique passe aussi par cette étape du repas : sorbets salés, liquides sphérifiées (qui explosent en bouche), mousses ou éléments déshydratés sont devenus légion. Avec des beurres aromatisés et travaillés avec des épices ou des herbes et du pain fait maison, certains restaurants intègrent la séquence pain-beurre au menu comme une autre signature du chef.

Zone de grande liberté, d'audace et d'expérimentation, l'apéritif et ses bouchées représentent un art à part dans la gastronomie, comme la miniature dans la peinture, l'aphorisme dans la littérature et le haïku dans la poésie. ●



Les bouchées apéritives de Fani en avril dernier

Stil

DIE TRADITION



Hirsch-Tourismus

Hinter der belgisch-luxemburgischen Grenze findet derzeit im Wald von Anlier und Sankt Hubertus Hirsch-Tourismus statt. Das Lauschen des Hirschröhrens bei einem Abend- oder Morgenspaziergang hat sich

im Nachbarland zu einer alljährlich wiederkehrenden Herbsttradition etabliert. Die imposanten Säugetiere sind wegen der Jagd sehr diskret geworden, in der Brunftzeit röhren sie jedoch einen rauen und melancholischen Sound durch die Buchen und Eichenwälder der Ardennen. Der röhrende Hirsch ist zudem das Symbol der Grenzstadt Arlon. Eine ihn abbildende Skulptur steht am Eingang der Altstadt – dort ist er umgeben von der *Friterie du Cerf* und dem *Café du Cerf*. Die Skulptur, die eigentlich der „Ruf des Waldes“ heißt (Foto: Petit Claudy), geht der Erzählung zufolge auf eine nächtliche Begegnung des Künstlers Jean Gaspar und dem Waldtier zurück. Wallonische Presseportale geben Ratschläge zu den besten Spots, um röhrenden Hirschen zu begegnen und lokale Tourismus-Büros bieten Führungen an. Den Förster/innen

geht das Interesse an den Hirschen fast zu weit. Sie beklagen: Der Wald von Anlier verwandele sich Ende September in die Brüsseler Avenue Louise. Nutzergemeinden dieses Waldes sind unter anderem Rambruch und Ell, von der belgischen Hirsch-Euphorie ist man im Großherzogtum allerdings noch nicht angesteckt. [sm](#)

L'ENDROIT

Grünewald Chef's Table

Pour se démarquer dans le domaine de la gastronomie, il faut jouer la carte de l'exclusivité et de l'expérience. Certains restaurants assurent le spectacle avec des projections vidéo, d'autres

invitent les clients dans leur jardin ou proposent de dîner dans la cuisine. Clovis Degrave, à la tête de l'Hostellerie du Grünewald, a transformé le modeste café en face de son établissement en luxueux écriin pour sa Chef's Table. Avec seulement seize places assises à



l'élégant comptoir de marbre vert, les convives assistent à une sorte de ballet culinaire où le chef et ses cuisiniers orchestrent chaque plat avec précision. Neuf étapes constituent le menu, forcément d'excellents produits qui respectent les saisons. On retiendra une étonnante et suave crème de riz accompagnant une ventrèche de thon, une queue de homard grillée à la minute sous nos yeux servie avec un bouillon thaï, un Saint-Pierre relevé par un jus de ratatouille tout ce qu'il y a de plus corsé ou encore cette pièce de bœuf garnie d'un jus au foie. Tout cela accompagné des vins habilement sélectionnés par la sommelière Annaëlle De Zutter (photo : fc). L'expérience est facturée 165 euros (plus 85 pour l'accord des vins), un gros billet, certes, mais un moment assez époustoufflant. [fc](#)

DER ORT

Cyclo Croc

Vor Jahren machte der Bissener Bürgermeister David Viaggi (LSAP) eine Radtour in den Tälern rund um Trient. Dort stieß er auf Fahrradraststätten und fand das ziemlich lässig. Als die Gemeinde Bissen der CFL ein Bahnhofswärter-Häuschen an der Radstrecke zwischen Colmar-Berg und Böwigen an der Attert abkaufte, um dort eine Wärmepumpe-Fernleitung zu installieren, dachte er, es sei der ideale Ort für eine Fahrradraststätte. „Nach nun drei Jahren und unzähligen Materialengpässen ist es endlich soweit: Wir haben hier Reparaturwerkzeuge, eine Waschanlage, eine Ladestation



und ein kleines Restaurant.“ Das Restaurant wird von den Jungunternehmern betrieben, die bereits das Chiggeri in der Hauptstadt sowie den Foodtruck Hyde betreiben. In einer ersten Phase wird es von mittwochs bis freitags geöffnet sein. „De Cyclo Croc ass d'Doheem vun der *mobilité douce* vun eiser Gemeng“, freut sich David Viaggi. Es sei aber auch ein neuer Startpunkt für Wander- und Radtouren in der Region. [sm](#)

